



L'ECONOMISTE

CAMPUS

GUIDE 2023

ÉTUDES SUPÉRIEURES - PÔLES UNIVERSITAIRES
FINANCEMENT - LOGEMENT - DEALS ÉTUDIANTS



0
DIRHAM



OUVRE TON COMPTE À 0 DH

**lbanka
LIK**
par ATTIJARIWafa BANK

ibankalik.ma



100% mobile

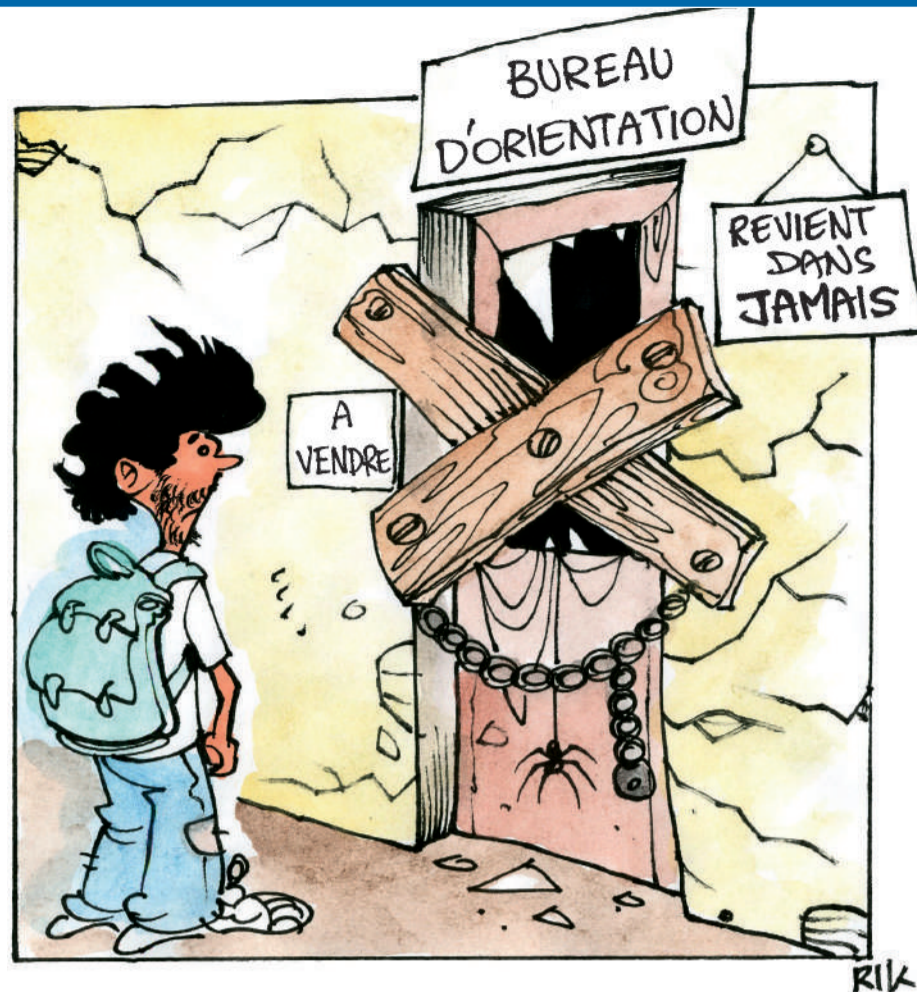


Dynamique

BAC en poche, ou pas... se pose la question de l'après. Quel chemin prendre? Malheureusement, la majorité des collégiens et des lycéens ne bénéficie pas d'un service d'orientation adéquat. Après avoir achevé le lycée, ils se retrouvent face à un choix difficile, leur faisant vivre une réelle frustration. Et pour cause, la question de leur futur cursus n'a pas été mûrie suffisamment tôt.

Le guide que nous présentons ambitionne justement d'apporter un éclairage aux jeunes qui appréhendent une formation post-bac, souvent sans être armés pour leur nouvelle aventure. Un rendez-vous qui se veut annuel, et qui marque le lancement de la nouvelle marque du groupe Eco-Médias (L'Economiste, Atlantic Radio, Assabah, l'ES-JC, Ecoprint), L'Economiste Campus.

92% des étudiants du supérieur se dirigent vers l'université publique. L'essentiel de ces effectifs, soit 87%,



atterrit dans des facultés à accès ouvert (droit, lettres, sciences...), souvent par défaut. Parmi tout ce beau monde, la moitié finit par abandonner, sans aucun diplôme. Un véritable gâchis.

C'est précisément pour remédier à cela que le ministère lance sa licence «nouvelle génération» en septembre. Il est question de diversifier les parcours, de les arrimer aux besoins des régions, de muscler l'aspect langues et soft skills, de multiplier les mobilités des étudiants au Maroc et à l'étranger, de renforcer l'usage du digital... D'ailleurs, cette rentrée le ministère compte

doter l'ensemble des universités du wifi, et ouvrir un accès gratuit à toutes ses ressources via des puces 4G.

C'est donc un vent de changement qui s'annonce, après une vingtaine d'années sans révolution dans la sphère universitaire. Le monde change, et l'université publique aussi doit se réinventer. Oui, beaucoup de temps a été perdu, des erreurs ont été commises, mais nous avons là l'occasion d'insuffler une nouvelle dynamique, de rompre avec le statu quo qui a régné tout au long de deux décennies. Le tout est de miser les moyens qu'il faut et de

garantir la continuité des projets, quelle que soit l'équipe en place.

Du côté de l'offre privée, le paysage s'est remodelé. Cessions de capital à des fonds d'investissement et réseaux internationaux, regroupements d'écoles, implantation d'enseignes étrangères, notamment françaises, naissance d'universités privées et de celles dites du «troisième secteur» gérées par des fondations... L'enseignement

«Oui, beaucoup de temps a été perdu, des erreurs ont été commises, mais nous avons là l'occasion de rompre avec le statu quo qui a régné tout au long de deux décennies»

payant s'est pour ainsi dire diversifié. Il est également monté en gamme, surtout avec la possibilité qui lui a été accordée de délivrer des diplômes équivalents.

La formation professionnelle, aussi, est en train de changer de visage, notamment avec ses cités des métiers et des compétences et sa carte de filières entièrement renouvelée.

Cependant, en complément à tous ces projets, il est nécessaire d'agir sur l'orientation. Car il est aujourd'hui essentiel d'en finir avec les choix par défaut, qui, in fine, mènent de nombreux jeunes tout droit vers le décrochage. □

Ahlam NAZIH

L'ECONOMISTE

Président d'honneur: **Abdelmounaïm Dilami**
Directeur de publication: **Khalid Belyazid**

● Rédaction

Rédactrice en chef: Meriem Oudghiri
Rédactrice en chef adjointe: Ahlam Nazih
Rédacteur en chef adjoint: Mohamed Ali Mrabi
Secrétaire de rédaction: Abouammar Tafnout
Amin Rboub, Khadija Masmoudi, Hassan El Arif, Mohamed Chaoui, Fatim-Zahra Tohy, Faïçal Faquih, Amine Boushaba, Karim Agoumi, Khadija Skalli, Layane El Massaoudi, Matar Bensalmia, Fédoua Tounassi, Fatema El Ouafi

● Directeur général adjoint

Othmane Chbihi Moukit

● Directeur Digital et Marketing

Riad Mawlawi

Service Web

Maha Basraoui, El Hadji Mamadou Gueye, Hicham Lafriqi, Fatima Zahra Belharar

● Régions

Rédactrice en chef: Radia Lahlou
Aziza El Affas, Badra Berrissoule, Youness Saâd Alami, Ali Abjiou, Noureddine El Aïssi, Ali Kharroubi

● Administration

Directeur administratif et financier

Samir Essifer

● Directrice commerciale et communication

Sandrine Salvagnac

● Directrice de clientèle agences

Amal Cherkaoui

● Directeurs de clientèle

Imane El Azdi, Khalid El Jaï, Abderraouf Jaïfari, Mohamed Hamdaoui, Mouna Elouattassi Grangier, Benaïssa Benamar, Fatim Ezzahra Saadi, Amine Marhoum

Responsable qualité-abonnement

Leïla Sadek

● Révision

Mohamed El Bekri, Najoua Norredine, Ikram Naji

● Montage

Salima Michmich, Youssef Laarich, Mohcine Sorrane, Saïd Fakhreddine, Jalila Afkhar, Saïd Malghich

● Documentation

Chef des photographes: Saïda Sellami
Photo-journalistes: Abdelmjid Bziouat, Ahmed Jarfi, Fadwa Alnasser

● Assistante de Rédaction

Samira Barouk

www.leconomiste.com - redaction@leconomiste.com / publicite@leconomiste.com

70, Bd Massira Khadra, Casablanca - Tel.: 05.22.95.36.00 (L.G)
Fax Rédaction: 05.22.39.35.44 - Fax Commercial: 05.22.36.46.32
Fax Annonces légales: 05.22.36.58.86

Distribution: Sapress, Impression: Eco-Print, Casablanca - Tel.: 05.22.66.40.78/79/80

L'Economiste est une publication du groupe Eco-Médias, filiale de Trispolis S.A.



L'ECONOMISTE propose à ses lecteurs de nouveaux contenus signés L'Economiste Campus, disponibles à la fois dans les éditions de L'Economiste et sur le site: campus.leconomiste.com. L'Economiste Campus est le nouveau média interactif des bacheliers, des étudiants et de leurs familles. Orientation, offres de formation, vie étudiante... la rédaction de L'Economiste Campus vous apporte tout au long de l'année les réponses aux questions que vous vous posez, et vous donne les clefs pour un parcours étudiant réussi. Le Guide 2023 des études supérieures, édité chaque année, sera disponible en kiosque, offert aux lecteurs de L'Economiste, et sur le site: campus.leconomiste.com. □





- Après le bac, partir ou rester au Maroc?..... 4
- Employabilité: Sur quelles formations miser?..... 7
- Le ministre de l'Enseignement supérieur vous dit tout sur la licence «nouvelle génération»..... 8
- Ce qui vous attend à la rentrée de septembre..... 10
- L'OFPPT milite pour délivrer des bac+3..... 12
- De la formation professionnelle à l'entrepreneuriat..... 14
- Qui délivre des diplômes équivalents? La liste actualisée..... 15
- Panorama des principales villes étudiantes au Maroc..... 16
- Vivre en tant qu'étudiant à Casablanca, combien ça coûte?..... 17
- Les business schools publiques challengées par les privées... 18
- Grandes écoles classiques, Ensa, Ensam, FST... comment choisir son parcours ingénieur..... 20
- Sortir gagnant de «la fac», mode d'emploi..... 22
- ChatGPT vu par des pédagogues et experts IT..... 24
- Prêts étudiants: Ce que proposent les banques..... 26
- Prêts étudiants: Pas beaucoup d'adeptes! 27
- Cités universitaires, résidences privées, colocation...où dénicher un logement..... 28
- Conso: Peu de deals pour les étudiants..... 30
- Les écoles et universités se présentent..... 33



Crédits Elan Sup et Salaf Afaq

**Des solutions
de financement pour vos
études supérieures
au Maroc ou à l'étranger**

Elan Sup

Financez vos études au Maroc !

- Un prêt d'un montant adapté à vos besoins ;
- Des modalités de remboursement flexibles ;
- Une durée de remboursement sur 12 ans.

Salaf Afaq

Financez vos études à l'étranger !

- Financement de tous les frais nécessaires (scolarité, allocation de départ et frais de loyer) ;
- Des modalités de remboursement flexibles.

Après le bac, partir

C'est souvent une question qui divise au sein des familles. Des bacheliers souhaitant tout de suite tenter l'aventure de l'international tandis que leurs parents refusent. D'autres préférant rester mais ayant des doutes sur la qualité des cursus marocains et sur leurs

perspectives à venir au pays. Une troisième catégorie rêve de découvrir le monde mais sans en avoir les moyens. Les patrons des écoles et universités sont unanimes: à partir du Maroc, tout est possible. Ils partagent leurs arguments.

Des cursus de rang international, sans s'éloigner de ses racines

«**J**E fais partie d'une génération pour laquelle un parcours de qualité passait généralement par des études supérieures à l'étranger. Après un baccalauréat en sciences mathématiques et deux ans de classes préparatoires, j'ai été admis à l'Ecole Polytechnique où j'ai obtenu un diplôme d'ingénieur en mathématiques appliquées & économie en 2001. S'en est suivi un autre diplôme d'ingénieur en économie, gestion & finances de l'Ecole nationale des ponts et chaussées à Paris. A l'époque où j'étais étudiant, un cursus dans de telles grandes écoles françaises était le parcours par ex-

cellence pour bon nombre d'étudiants marocains. Pour eux et leurs familles, quitter le Maroc était un sacrifice de taille. Le prestige académique et professionnel en vue était aussi de taille.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que beaucoup de choses ont changé dans le paysage académique de notre pays depuis. En ma qualité de président de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), j'en fais l'expérience tous les jours. Aujourd'hui, l'engagement avéré du Maroc dans l'économie du savoir porte ses fruits. Pas seulement pour les étudiants marocains, mais



Hicham El Habti, président de l'UM6P

aussi pour ceux de notre continent. A l'UM6P, l'offre académique en sciences & technologies, management et sciences sociales répond

aux normes internationales. Nos thématiques d'études sont aussi ancrées dans les soucis de développement de l'Afrique. Une nouvelle donne que ma génération ne pouvait pas imaginer quand elle rêvait d'étudier à l'étranger.

80% de nos étudiants sont des boursiers. Tous nos étudiants subsahariens bénéficient de bourses. Dans un monde en constante mutation, il est rassurant pour beaucoup de bacheliers et leurs parents de savoir qu'ils peuvent accéder à des formations aux normes internationales, sans s'éloigner de leurs racines»

Pourquoi partir?

«**L**A réponse est bien sûr: rester au Maroc. Les arguments sont nombreux, dont la diversification de l'offre de formation grâce, en partie, à l'arrivée d'une nouvelle génération d'universités en partenariat avec l'Etat. L'Université internationale de Rabat (UIR) en est la pionnière. Ces universités ont apporté des environnements d'études aux standards internationaux, et ont mobilisé un corps professoral international. Elles offrent aussi des filières de formation innovantes, parfois pionnières, telles que les écoles anglophones d'aérospatial-automobile ou des énergies renouvelables de l'UIR.

Ces institutions ont, par ailleurs, développé des partenariats prestigieux permettant des mobilités internationales aux étudiants, et se sont engagées dans des processus d'accréditation et des classements internationaux. Ces deux derniers éléments sont un baromètre de l'assurance qualité, et des critères d'attractivité des étudiants nationaux et internationaux. Je citerai à ce titre



Noureddine Mouaddib, président de l'UIR

l'UIR qui est rentrée dans les rankings internationaux comme THE et QS, et a décroché l'accréditation prestigieuse AACSB pour sa Business School qui figure dans le top 100 mondial du prestigieux classement du Financial Times.

Ces universités affichent, en outre, un taux d'employabilité dans les ratios des grandes universités. Enfin, elles investissent massivement dans la recherche et l'innovation. L'UIR est, par exemple, 1re université en Afrique en termes de dépôt de brevets.

Les bacheliers marocains ont aujourd'hui une offre variée et riche en termes de formations d'excellence, avec des possibilités de mobilité à l'international, dans des campus aux standards internationaux.

Enfin, j'aimerais rappeler le slogan de notre université: «Osons le Maroc», et inviter nos jeunes à oser le Maroc et à développer notre souveraineté en termes de connaissance et de savoir»

Au minimum 2 ans au Maroc, mais bien choisir son école

«**N**OTRE système de formation s'est beaucoup développé. Désormais, nous disposons d'une offre diversifiée et de grande qualité, qui n'a rien à envier aux meilleurs établissements à l'international. Aujourd'hui, nous comptons trois types d'universités: publiques, privées, qu'elles soient en partenariat avec l'Etat ou pas, et celles gérées par des fondations.

Parmi ces dernières, l'Université Euromed de Fès (UEMF), l'université internationale Abulcasis des sciences de la santé (UIASS), l'Université Mohammed VI des sciences de la santé (UM6SS) et l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P). Il faudrait promouvoir ce type d'institutions. Aucun dividende n'y est distribué à la fin de l'année, tout est réinvesti dans l'enseignement. Par ailleurs, une bonne partie des étudiants est inscrite gratuitement. A UEMF, par exemple, la moitié des inscrits ne s'acquitte d'aucun frais. Pour les plus défavorisés, nous offrons même le logement et la restauration.



Mostafa Bousmina, président de l'UEMF

A l'étranger, durant les premières années où l'étudiant subit une fracture énorme entre le lycée et l'université, beaucoup se perdent. Une expérience internationale est un atout indéniable, mais après un minimum de deux ans au Maroc.

Je pense qu'il serait plus judicieux de s'inscrire dans ces nouvelles universités, et qui disposent de partenariats à l'international. Après deux ans d'études, elles proposent des programmes de mobilité allant jusqu'à deux ans, couronnés par des doubles diplômes.

Il faudrait faire très attention au choix de l'établissement, en veillant à intégrer des institutions respectant un strict minimum en termes d'infrastructures. A l'UEMF, le campus s'étale sur 120 ha, avec des résidences universitaires, des terrains de sport, des espaces de restauration, des parcours pédestres, des laboratoires... 43 nationalités s'y côtoient»

ou rester au Maroc?

Tout dépend de là où l'étudiant souhaite atterrir

«EN termes purement académiques, un étudiant qui vient à Al Akhawayn ou choisit une université américaine a pratiquement la même valeur. Ceci a été acté à travers l'accréditation d'Al Akhawayn aux Etats-Unis. Cela dit, ce n'est pas uniquement au niveau académique que tout se joue. Il faut aussi considérer toute l'expérience de vie autour. Un étudiant dans une nouvelle culture apprend comme une éponge au quotidien, car il est exposé à un paysage différent. Il est lancé en immersion malgré lui, et n'a d'autre choix que d'apprendre. C'est une expérience supérieure à ce qu'il pourrait avoir au Maroc.

Cependant, il existe un risque par rapport à la maturité. Nous avons malheureusement vu des jeunes qui ne prennent pas la bonne trajectoire... Et il n'y a pas mieux que les parents pour apprécier le degré de maturité de leurs enfants. Leur intuition est souvent la bonne.

A côté de cela, il faudrait prendre en compte où le jeune souhaite at-



Amine Bensüid, président d'Al Akhawayn

terrir in fine. Si c'est à l'étranger, la question ne se pose plus. S'il a l'intention d'évoluer au Maroc, rester au pays présente un avantage, celui du networking. L'expérience démontre que l'on a plus de chances là où on a pu développer un network. Celui qui a vécu au Maroc se retrouve avec une intelligence culturelle, professionnelle, administrative et de l'équation marocaine de manière générale, supérieure à celui qui a été ailleurs, et ça crée la différence. Il développe aussi un réseau plus pertinent»

Des questions fondamentales à se poser

«NOUS devons reconnaître qu'au Maroc il existe des établissements de l'enseignement supérieur et de formation professionnelle post-bac qui n'ont rien à envier à leurs équivalents à l'étranger. D'autant plus que les normes pédagogiques nationales des filières recommandent des passe-relles et des échanges d'étudiants, au Maroc et à l'international.

Depuis des années, des candidats se présentent auprès des cabinets spécialisés proposant, via des plateformes, des tests d'orientation. Ces derniers leur permettent de s'autoévaluer par rapport à des critères tels que les intérêts professionnels, la motivation, les aptitudes et la personnalité... Ce concept de profiling psychométrique pourrait orienter les intéressés vers les choix qui correspondent le plus à leur profil et motivations.

Qu'est ce qui motiverait le plus un futur bachelier dans le choix d'un établissement de formation après bac? Tout un chacun devrait se poser des questions importantes dans l'absolu, que ce soit au Maroc ou à l'étranger:



Abderrahmane Farhate
DG de l'ESITH

- La qualité de la formation offerte;
- Taux d'insertion des diplômés, nature et diversité des secteurs employeurs, niveau de rémunération une fois sur le marché du travail, compétences entrepreneuriales acquises...

- Possibilité de poursuite des études après un premier diplôme obtenu

- Quand l'établissement est au Maroc, dispose-t-il de partenariats à l'étranger (conventions de double diplôme ou possibilité d'un semestre de formation à l'étranger)?

- Le diplôme est-il reconnu? L'établissement dispose-t-il de certifications internationales?

- Cadre de vie au sein de l'école, activités para-académiques et socio-culturelles...»

Penser à des parcours complémentaires

«SI l'on souhaite intégrer des filières d'excellence comme la médecine, ou l'ingénierie, je pense que la majorité des Marocains tentent leur chance d'abord au Maroc. Et comme les places sont limitées dans le public, il est normal que ceux qui ont la vocation de devenir ingénieur ou médecin partent ailleurs pour réaliser leur rêve. Toutefois, cela n'est pas donné à tout le monde, en raison de l'investissement que cela représente.

Ces dernières années, il y a une nouvelle donne au Maroc. Nous avons des universités privées, en partenariat avec l'Etat ou gérées par des fondations, qui offrent des filières d'excellence pour ceux ne pouvant pas intégrer le public. Trois étapes s'imposent donc: tenter les filières d'excellence du public, et si cela ne marche pas et que l'on a les moyens, intégrer ces nouvelles universités, et en dernier lieu, partir à l'étranger.

A 17 ou 18 ans, je suis sûr que beaucoup de parents souhaiteraient garder leurs enfants près d'eux. Ceci dit, après la licence, ou le master, l'aventure d'aller à l'étranger est



Yahia Boughaleb, président de l'université d'El Jadida

enrichissante pour tout le monde. Nous avons des programmes de mobilité Erasmus qui peuvent aider les étudiants à vivre cette expérience. A mon avis, il ne faudrait pas opposer les études au Maroc à celles à l'étranger, elles devraient être complémentaires.

J'ai moi-même effectué ma licence à l'université de Rabat, avant de partir en France pour un master à l'université Paris Orsay, puis pour un doctorat de 3e cycle et un doctoral d'Etat à l'Ecole polytechnique. J'ai ensuite réalisé un post-doc de 3 ans à Northwestern university aux Etats-Unis»

Tenter l'aventure, mais pas tout de suite après le bac!

«PARTIR à l'étranger pour faire des études est le souhait de beaucoup de jeunes. Cela leur permet de découvrir d'autres contextes, d'autres cultures et partant se découvrir et développer leur personnalité. Malheureusement, cette opportunité n'est pas offerte à tout le monde, et n'est pas toujours sécurisée.

En effet, beaucoup de contraintes, personnelles ou liées à un contexte socioéconomique ou politique donné, peuvent empêcher un jeune bachelier de réaliser ce rêve. Dans ce cas, il ne faut surtout pas renoncer à son rêve, mais le reporter et travailler pour lever les contraintes. Même après 2, 3 ou 4 ans, cela peut être possible.

D'un autre côté, des statistiques fiables montrent que le pourcentage d'échec est beaucoup plus élevé chez les jeunes qui partent à l'étranger juste après le bac, comparé à celui des jeunes qui franchissent le pas quelques années plus tard. Au-delà du changement de contexte, ceci s'explique par le fait que le jeune qui part juste après le bac est confronté



Hassan Sayarh, DG de HEM

aux autres difficultés liées aux études supérieures en général, aux spécificités de la filière choisie, au manque de maturité personnelle, etc. Toutes ces contraintes cumulées augmentent les risques d'échec. En d'autres termes, il est préférable de ne partir à l'étranger qu'après quelques années dans son environnement naturel. L'expérience est dans ce cas beaucoup plus sécurisée et peut prendre différentes formes: chercher une spécialisation, participer à un échange d'étudiants à l'international, partir pour un stage formatif...»

Après le bac, partir ou rester au Maroc?

Au-delà d'un pays, choisir une filière pour préparer une carrière

«IL y a quelques années la réponse à cette question était très évidente. La majorité des bacheliers et parents (qui en ont les moyens) auraient opté pour le premier choix, celui de quitter le pays à la recherche d'une grande école prestigieuse. Aujourd'hui ce choix n'est plus aussi évident. En fait, la plupart optent pour une grande école au Maroc. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette tendance: la diversité des écoles prestigieuses installées au Maroc, la variété des formations proposées, la reconnaissance par l'Etat, la qualité des professeurs, la réduction des exigences financières... Par rapport au volet pédagogique, nous avons des programmes reconnus à l'échelle internationale. Par le biais de la reconnaissance de l'Etat et des différents labels internationaux (AACSB, EQUIS, AMBA), les étudiants ont toutes les garanties et prérequis pour intégrer les meilleures structures au monde. Ceci dit, une expérience à l'étranger a quand même quelques avantages, autres que pédagogiques. L'étudiant pourrait découvrir un nouveau pays, une nouvelle culture, gagner en indépendance. Sauf que l'expérience a prouvé que beaucoup de jeunes bacheliers ont du mal à s'en sortir. D'ailleurs nous recevons chaque année pas mal de demandes d'inscription tardives, à cause d'un abandon à l'étranger, résultant d'une mauvaise intégration. Abstraction faite du choix de la destination, je pense que le premier critère de décision n'est pas celui de l'école ou du pays, mais plutôt celui de la filière, et du coup, de la carrière. Sinon, mon conseil aux étudiants désireux de tenter une expérience d'études à l'étranger est de le faire d'une manière décalée. Suivre au moins les trois premières années dans une école prestigieuse au Maroc. Cela leur permettra de consolider leurs bases pédagogiques, mais aussi personnelles»



Mohamed Zaoudi, DG de l'IGA

Les parcours en anglais se multiplient

POUR s'imposer dans le monde de l'entreprise et du business, il faut maîtriser les langues étrangères, et particulièrement l'anglais, la langue du commerce mondial et de la R&D. Ecoles et universités l'ont bien compris. Ces dernières années, elles ont progressivement renforcé leur offre anglophone. Désormais, il est possible de faire des études totalement en anglais au Maroc.



A l'Université Mohammed VI des sciences de la santé (UM6SS) et à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), par exemple, on retrouve des parcours de médecine entièrement anglophones. Les écoles d'ingénieurs de l'Université internationale de Rabat (UIR), aussi, dispensent leurs cours en anglais. L'Université Euromed de Fès, pour sa part, propose des spécialités à 100% dans la langue de Shakespeare. Elle ambitionne de passer de 30% des cours des spécialités dans cette langue en 2022, à 60% en 2026, puis à 80% par la suite. Les business schools comme

HEM, l'ESA et RBS, proposent également des tracks en anglais.

Les étudiants de leur côté sont demandeurs, et c'est ce qui a poussé Toulouse Business School Casablanca à prévoir dès la prochaine rentrée un bachelor 100% en anglais, à l'instar de ses campus à Toulouse, Barcelone et Paris.

Dans le public, les établissements, faute d'enseignants anglophones, sont en retard dans le domaine. Mais la prise de conscience est là. Avec la nouvelle réforme de la licence, prévue en septembre, l'accent sera mis sur les langues étrangères. □

Ahlam NAZIH

Démarrer au Maroc pour comprendre l'écosystème local

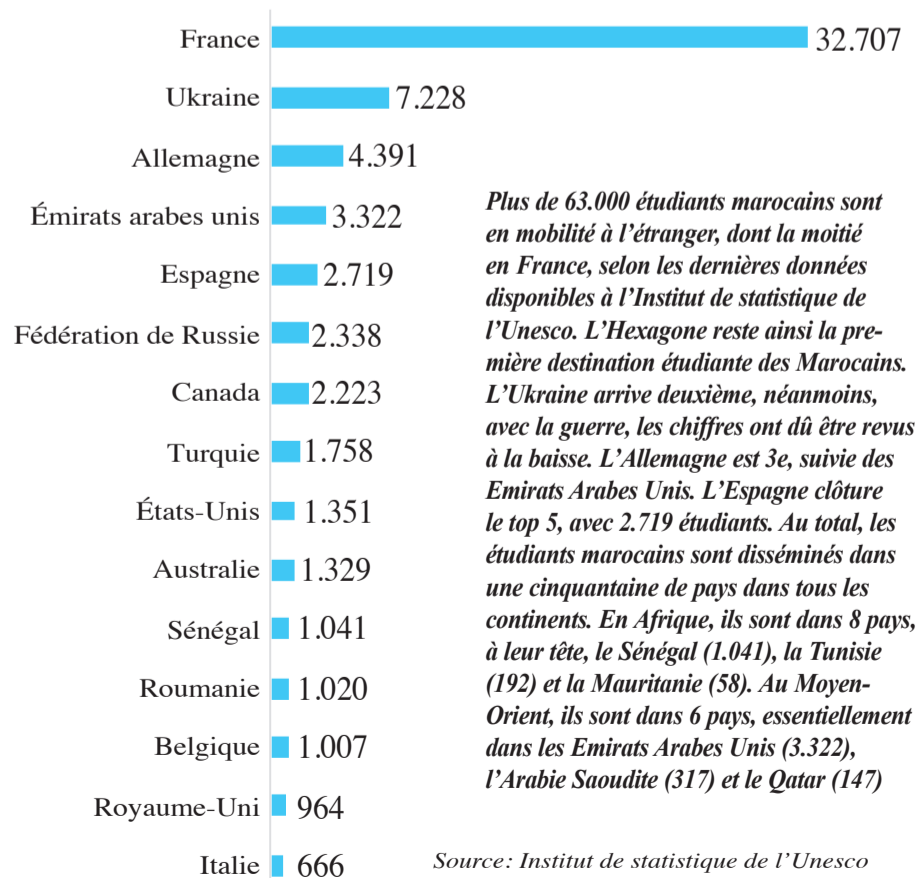
«ETUDIER à l'étranger a toujours été une option alléchante, car on a cette idée selon laquelle les spécialités les plus avancées n'existent qu'ailleurs. Or, ce n'est pas forcément juste, surtout avec l'émergence de plusieurs universités pluridisciplinaires. Les business schools et écoles d'ingénieurs aussi sont en train d'updater leurs programmes, pour être à la hauteur des exigences internationales en termes de contenu et de qualité. Si la spécialité souhaitée est proposée au Maroc, je crois qu'il vaudrait mieux commencer au pays, ne serait-ce que pour les trois premières années. Cela permettrait à l'étudiant de comprendre l'écosystème marocain et le secteur d'activité qu'il vise. Ensuite, il pourrait partir à l'étranger pour découvrir de nouvelles manières de procéder, et peut-être après ramener une expertise à même d'apporter un plus au secteur d'activité local.



Oussama Merzguioui, directeur académique d'Ostela Tourism Management School

L'étudiant est évidemment maître de son destin. Il est important de peser le pour et le contre de chaque option, et de choisir celle qui lui convient le mieux. Quelques éléments sont décisifs dans le choix de l'étudiant, notamment ses objectifs de carrière, son intérêt personnel, son budget et ses capacités linguistiques. Il serait, en outre, judicieux de consulter des professionnels de l'orientation, pour avoir une idée très claire sur ce qui existe au Maroc et à l'étranger, et faire une comparaison»

Top 15 des pays d'accueil des étudiants marocains



Employabilité

Sur quelles formations miser?

■ Les spécialités classiques resteront, mais seront réinventées

■ Le digital s'invitera dans tous les métiers

■ Ingénierie, management, médecine, com... augmentés par les technologies

LE monde continuera à se digitaliser, et les machines à devenir plus intelligentes. A l'avenir, il est clair qu'il ne sera plus possible de faire l'impasse sur le digital, et plus particulièrement sur l'intelligence artificielle (IA). Tous les métiers comporteront une dose de numérique et il faudra bien s'y préparer.

Quelle que soit la formation choisie donc, il faudra s'assurer qu'elle soit revisitée pour intégrer les nouvelles technologies. «En ingénierie, je crois fermement que les filières classiques, comme le génie mécanique, électrique, industriel... doivent être revues pour satisfaire les exigences de l'industrie 4.0», relève Ahmed Mouchtachi, directeur par intérim de l'Ensam Casablanca. Son école a été la première à lancer, en 2016, un master en big data. Il a ensuite été mis à jour pour être orienté «IA et génie informatique». «Tous les lauréats de la 1re promotion, diplômée l'an dernier, se sont insérés sur le marché de l'emploi. Aujourd'hui, toutes les filières doivent inclure l'IA. C'est désormais un outil clé que n'importe quel étudiant doit maîtriser», insiste Mouchtachi. Pour le directeur de l'Ensam Casablanca, les filières classiques ne disparaîtront pas. Elles seront, toutefois, réinventées.

International business

Pareil pour les spécialités du management. «Que ce soit le marketing, la finance, la logistique... tous les métiers continueront à exister, mais vont se repositionner en faisant appel à de nouveaux outils de travail digitaux», souligne Mohamed Derrabi, directeur de Toulouse Business School Casablanca.

A TBS, dès la première année les étudiants sont initiés aux business analytics, data analytics et ou-



«Se contenter de ce qu'on reçoit à l'école ne suffit plus», prévient Ahmed Mouchtachi qui insiste sur «l'apprentissage proactif» des étudiants. Une compétence désormais incontournable, surtout en école d'ingénieurs. «Le parcours ingénieur est difficile. Il est important d'être motivé, de bien s'organiser, de s'adapter au travail d'équipe et de s'auto-former en permanence», conseille le directeur par intérim de l'Ensam Casablanca. Les certifications en technologies sont ainsi essentielles

tils digitaux d'analyse et de pilotage de la performance des entreprises. Une spécialité de plus en plus prise en compte par les sociétés à l'affût d'informations fiables et de tableaux de bord précis de leur business. «A l'avenir, avec les softwares, de nombreuses activités pourront être pratiquées à distance, dont la consultation en audit et contrôle de gestion, le marketing... Les étudiants doivent s'y préparer», conseille Derrabi. Le DG

de TBS Casablanca cite également l'international business. Maîtriser le management interculturel, chercher des opportunités à l'étranger et travailler à l'international tout en restant dans son pays sont des compétences qui, selon lui, seront de plus en plus recherchées.

«Les formations d'avenir, c'est l'IA et ses connexions avec des secteurs comme la santé, l'agriculture et l'énergie, et qui sont d'ailleurs des

secteurs de souveraineté pour le Maroc», estime, pour sa part, Mostapha Bousmina, président de l'Université Euromed de Fès (UEMF). En santé, par exemple, les besoins sont conséquents. Le secteur, qui accuse des déficits monstres au Maroc et subit une véritable fuite de compétences, continuera à embaucher en masse des médecins et personnels paramédical dans les prochaines années. Et là encore, le digital fera partie intégrante des outils à maîtriser. Même schéma pour l'énergie et l'agriculture, deux domaines stratégiques pour le Maroc.

Les métiers du journalisme et de la com, aussi, se retrouvent face au défi de se réinventer, à l'heure du «deep fake», des big data, du ChatGPT, et bien d'autres innovations qui arrivent. «Nous sommes amenés à réadapter nos contenus à ces nouveautés, pour répondre aux besoins et aux défis du marché. D'ailleurs, nous sommes en train de revoir nos filières pour les orienter plus vers le digital, mais tout en gardant les fondamentaux des métiers de la com et du journalisme», confie le management de l'ESJC Casablanca (groupe Eco-Médias).

S'il y a donc un domaine sur lequel il faut miser, c'est bien le digital qui sera au centre de tous les secteurs. □

Ahlam NAZIH

Le génie civil révolutionné par le numérique

MOSTAPHA Bousmina insiste également sur les métiers de l'ingénierie. En génie civil, par exemple, l'UEMF a introduit cette année un nouvel outil, la méthode BIM (Modélisation des informations du bâtiment) utilisée en construction. Elle repose sur une plateforme informatique connectant l'ensemble des intervenants sur un chantier (architecte, bureau d'études, bureau de contrôle, maître d'ouvrage...). La méthode fait aussi appel à la construction modulaire inspirée de l'industrie automobile. La construction est ainsi segmentée de manière précise. Chaque prestataire s'occupe de sa partie, et à la fin, toutes les composantes fabriquées sont assemblées. Toute l'opération est numérisée et coordonnée au niveau de la plateforme. Cela permet plus d'efficacité, de précision et de



gain de temps. Et à l'avenir, ce mode opératoire sera généralisé.

Toujours en construction, l'UEMF se positionne aussi sur l'impression 3D de bâtiments. L'université dispose de la plus grande pla-

teforme d'impression 3D en Afrique (plus de 70 machines), selon son président. «Nous pouvons construire un appartement de 80 m² en 48 h», assure-t-il. □

Le ministre de l'Enseignement supérieur vous

Cette année, les universités publiques, notamment les facultés à accès ouvert, prennent un nouveau départ. Dès septembre, elles adoptent le modèle revisité de la licence. Un diplôme, toujours en bac+3, mais avec un accent particulier sur les langues et soft skills, un tronc commun de deux ans et des parcours de spécialisation en 3e année. Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, nous en livre les détails.

- L'Economiste: La nouvelle réforme rompt avec le modèle de la double licence, il n'y en aura plus qu'une seule. Quel en serait l'esprit?

- **Abdellatif Miraoui:** Avec les présidents d'université, nous avons raisonné en termes d'output. Nous avons des bacheliers dont nous connaissons les compétences, et sur cette base nous avons fixé le profil que nous souhaitons à la sortie de la licence. L'accent a été mis sur des aspects liés à la culture générale, au développement de la personnalité et à la langue. L'idée était de déterminer le minimum requis dans le domaine, en parallèle aux compétences disciplinaires à valider. Ces dernières sont liées au marché de l'emploi, et n'empêchent pas les jeunes de poursuivre une carrière académique. Et désormais, il n'y aura plus qu'une seule licence.

- Elle ne sera donc ni fondamentale ni professionnelle?

- Elle sera forcément à la fois fondamentale et professionnelle. Car le contenu comprend les deux. Com-



«La nouvelle licence sera forcément à la fois fondamentale et professionnelle», selon le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui. Elle est également appelée à répondre aux besoins des régions (Ph. Bziouat)

ment nous avons procédé? Eh bien nous avons demandé à toutes les universités d'appliquer les conclusions des assises régionales.

- Mais il n'y a pas eu de restitution nationale des recommandations de ces assises?

- Nous avons procédé à une restitution avec chaque université, puis à l'échelle de toutes les universités. Une réunion a été tenue avec l'ensemble des présidents pour obtenir un schéma global. Dans ce processus, nous avons tenu compte des spécificités des régions. Les formations de licence réaliseront donc cette mission de répondre à leurs besoins socioéconomiques. Des accords ont ensuite été signés avec divers ministères comme la Justice, la Solidarité, l'Industrie..., ainsi qu'avec des représentants de la CGEM et de secteurs comme l'aéronautique,

l'automobile et le textile. Ils nous ont précisé leurs perspectives sur les 5 à 10 ans, pour que nous puissions nous entendre sur les thématiques à développer. Nous avons fait cet exercice dans plusieurs domaines: digital, métiers sociaux, médecine et éducation, pour monter des licences. Ainsi, nous avons des licences co-construites avec les milieux socioéconomiques, les ministères et les professeurs de chaque université.

- Il y aurait également un tronc commun de la licence...

- Absolument, nous nous sommes dit qu'il fallait un bac+2 national, en économie, droit, gestion..., avec des parcours. Nous autoriserons les passerelles entre filières. Par exemple, un étudiant qui après un an en économie se rend compte qu'il serait mieux en gestion pourrait se réorienter sans perdre ses modules.

- Ce serait grâce au système des crédits?

- En effet. Désormais, la licence sera composée de 7 modules par semestre, 5 disciplinaires, 1 de langue et 1 d'art, culture et power skills. Chaque semestre serait dédié à une thématique: digital skills, histoire et patrimoine marocain, coaching personnel... Sur les 6 semestres donc nous pourrions dispenser des formations de vulgarisation dans plusieurs domaines. Avec un bac+3, les jeunes marocains pourront partager des connaissances communes, en patrimoine culturel, culinaire, artistique, musical, en digital skills... Ils doivent être capables de s'exprimer sur ce que nous sommes, sur notre identité. Nous le ferons de la manière la plus transparente possible, et avec des spécialistes.

- Ce schéma est-il valable pour le privé aussi?

- Il est valable pour tout le monde. Nous avons élaboré un travail commun, mais toute université peut proposer une filière qui sort de ce cadre et qui peut nous surprendre. Nous sommes preneurs de toute initiative. Avec l'Agence nationale d'évaluation et d'assurance qualité (ANEAQ), nous évaluerons les projets de filières.

Par exemple, l'université de Marrakech voudrait développer une licence complète dans le tourisme. Il y aurait donc 5 modules disciplinaires par semestre, en plus des deux modules transversaux, que nous co-construisons avec des spécialistes (musique, culture...). Des modules scénarisés, avec des capsules de 5 à 10 minutes, des QCM,

Un test de positionnement obligatoire en langues

À la rentrée, les étudiants seront soumis à un test de positionnement en langues, notamment le français, a priori sur une plateforme dédiée. Une opération pilote a été menée dans trois universités publiques (Agadir, Tétouan et Oujda), avec près de 12.780 tests de positionnement linguistique réalisés en septembre 2022. Les tests se sont déroulés en présentiel, sur une plateforme en ligne.

La maîtrise de langues étrangères sera décisive dans le parcours des étudiants. «Si l'étudiant n'a pas de certificat en langues, il perd son temps!» prévient le ministre de l'Ensei-

gnement supérieur. Ce sera même une condition sine qua non pour l'obtention du diplôme. Ceux qui ont déjà un bon niveau en français devront en ramener la preuve, pour ensuite choisir une autre langue.

«Notre rêve est que les élèves du secondaire étudient sur la plateforme de langues avant leur arrivée à l'université. Nous sommes en discussion avec l'Education nationale à ce sujet», confie Abdellatif Miraoui. «L'étudiant inscrit en droit en arabe devra justifier d'un niveau B1 en français ou anglais. Tandis qu'un étudiant en économie, gestion ou droit en fran-

çais devra atteindre un niveau B2 en français et B1 en anglais, à la sortie de la licence. Les étudiants auront donc toujours une langue supplémentaire», détaille-t-il.

Pour l'instant, le ministère ne possède pas de plateforme de certification en arabe. Dès obtention, les étudiants des filières arabophones devront présenter un niveau B2 en arabe et B1 dans une langue étrangère. Les cours de langues seront dispensés en présentiel et à distance, avec une forte dose de travail personnel. □

dit tout sur la licence «nouvelle génération»

des exercices, des études de cas, et éventuellement des films à regarder.

- Après le tronc commun, une sélection est-elle prévue pour accéder à la 3e année?

- Il y aura des choix. Par exemple, en droit vous aurez 2 ans de tronc commun, puis des options: droit notarial, numérique, des affaires... A ce stade, il n'y a pas de sélection. Mais il se peut qu'une université n'ouvre pas tous les parcours. L'étudiant qui souhaite aller dans une autre université proposant l'option qui l'intéresse, il faut que nous lui assurions une place. L'université doit être ouverte à tous, dans le cadre de la mobilité nationale.

Nous avons des thématiques disciplinaires connues depuis longtemps. Mais il y en a d'autres dans le monde socioéconomique. Je prends le cas de l'assurance. Nous pouvons proposer une licence dans ce domaine de la 1re à la 3e année, ainsi que des parcours de spécialité. En commerce et distribution, par exemple, nous aurions des licences sur le plan national, et à la 3e année, les étudiants pourraient choisir une spécialité (distribution dans l'agroalimentaire, etc). Les universités sont libres de composer avec le monde socioéconomique.



Concernant la massification dans les facultés à accès ouvert, Abdellatif Miraoui parie sur la diversification de l'offre de formation. Ceci permettrait des effectifs plus réduits par filière, de telle sorte à «humaniser le passage des étudiants à la fac» (Ph. Bziouat)

- Qu'en est-il des conditions d'apprentissage, les taux d'encadrement seront-ils améliorés?

- D'abord, il faudrait diversifier l'offre. Les étudiants choisissant les facs à accès ouvert devraient bénéficier d'un large choix de formations. Nous n'allons pas continuer à former des jeunes dans des disciplines comme la géographie ou l'histoire de manière statique. La géographie, nous pourrions l'orienter géographie des territoires, de la mobilité... La

prochaine étape, sur laquelle nous travaillons, est de digitaliser nos contenus, pour intégrer la pédagogie hybride ou inversée. Il s'agit d'encapsuler tous les contenus de telle sorte que les étudiants puissent voir ou revoir les modules. Cela diminuera largement la pression du taux d'encadrement. Cependant, nous ne le faisons pas uniquement pour cette raison. Nous avons l'obligation, dans le cadre de la capacitation, de faire travailler les étudiants

par eux-mêmes. La tendance mondiale aujourd'hui est d'autonomiser les personnes, dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie. L'apprentissage par cœur est périmé. Nous devons former des têtes bien faites plutôt que bien pleines.

Apprendre la méthodologie de travail universitaire

LE passage du lycée à l'université n'est pas toujours aisé. C'est la raison pour laquelle les modules transversaux de la nouvelle licence intègre-



ront la méthodologie de travail universitaire. Les étudiants apprendront comment travailler en classe, prendre des notes, faire des recherches... Ils seront également initiés au monde universitaire, à son fonctionnement, ses règles et ses différentes voies. □

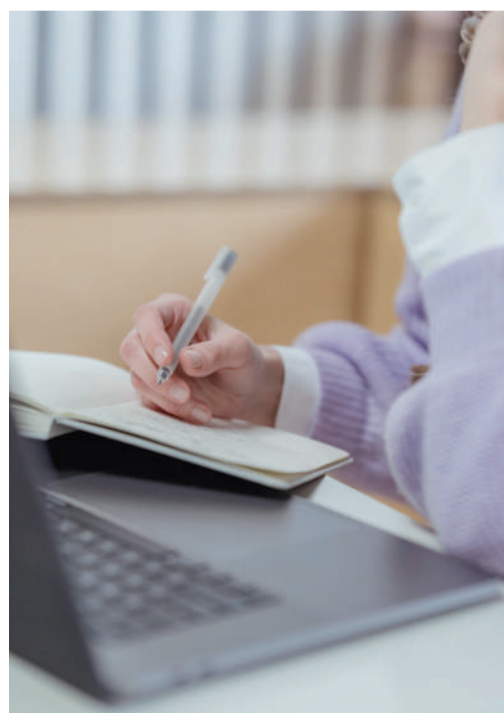
- Serait-ce suffisant? Le surpeuplement des amphithéâtres est une véritable source de souffrance pour les étudiants des facs...

- Avec la diversification de l'offre, nous aurons des effectifs réduits dans chacune des filières, de telle sorte à humaniser leur passage à la fac. Par ailleurs, avec les plateformes en ligne, ils auront des espaces communs ouverts à l'intérieur de l'université, pour qu'ils puissent se côtoyer. Un étudiant de physique va suivre les mêmes modules transversaux de langue, de culture générale ou power skills qu'un étudiant en lettres ou géographie. Nous allons également multiplier et diversifier les activités para-universitaires. Certaines pourraient être comptabilisées dans leur parcours universitaire, ou bien figurer sur leur CV, si elles sont assorties d'une certification. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

Les cours de soft skills en mode digital dès la rentrée

APRÈS Covid, les universités publiques ont presque tourné la page du e-learning, rares sont celles qui y ont recours aujourd'hui comme mode d'enseignement. «L'être humain est souvent amnésique! Il faut absolument que nous capitalisons sur ce qui a été réalisé jusque-là dans le numérique», insiste Abdellatif Miraoui. La consigne a été donnée pour que tous les contenus du tronc commun de la nouvelle licence soient digitalisés d'ici trois ans. Et il ne s'agit pas de mettre des cours dans des PDF, mais de les scénariser, surtout que toutes les universités sont désormais équipées en studios d'enregistrement et de matériels dédiés. Le travail a déjà commencé, notamment en matière de modules de soft skills. Des professeurs de toutes les universités ont été mobilisés à cette fin. Les modules «encapsulés» durent 5 à 10 minutes, et intègrent des QCM et des exercices. «Tous les modules des deux premiers semestres, en plus de la plateforme d'apprentissage des langues, seront prêts à la rentrée», annonce le ministre. Le choix de la plateforme de langues sera réalisé incessamment, en coordination avec l'Éducation Nationale. Les étudiants recevront une adresse mail avec un code pour accéder aux cours qu'ils doivent suivre. Ils peuvent y entrer via ordinateur ou smartphone, ou dans les espaces en libre-service équipés d'ordinateurs dans les universités. □



Depuis 2021-2022, année marquant l'abandon du projet du bachelor sur quatre ans, peu de choses ont changé à l'université publique. Mais à partir de cette rentrée, plusieurs nouveautés sont au menu. Hormis la licence nouvelle génération (voir interview pages 8 et 9), le ministère de l'Enseignement supérieur prévoit de lancer plusieurs projets. En voici les principaux exemples, détaillés par le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui.

■ **Du wifi généralisé, des cartes à puce et même des PC et tablettes!**



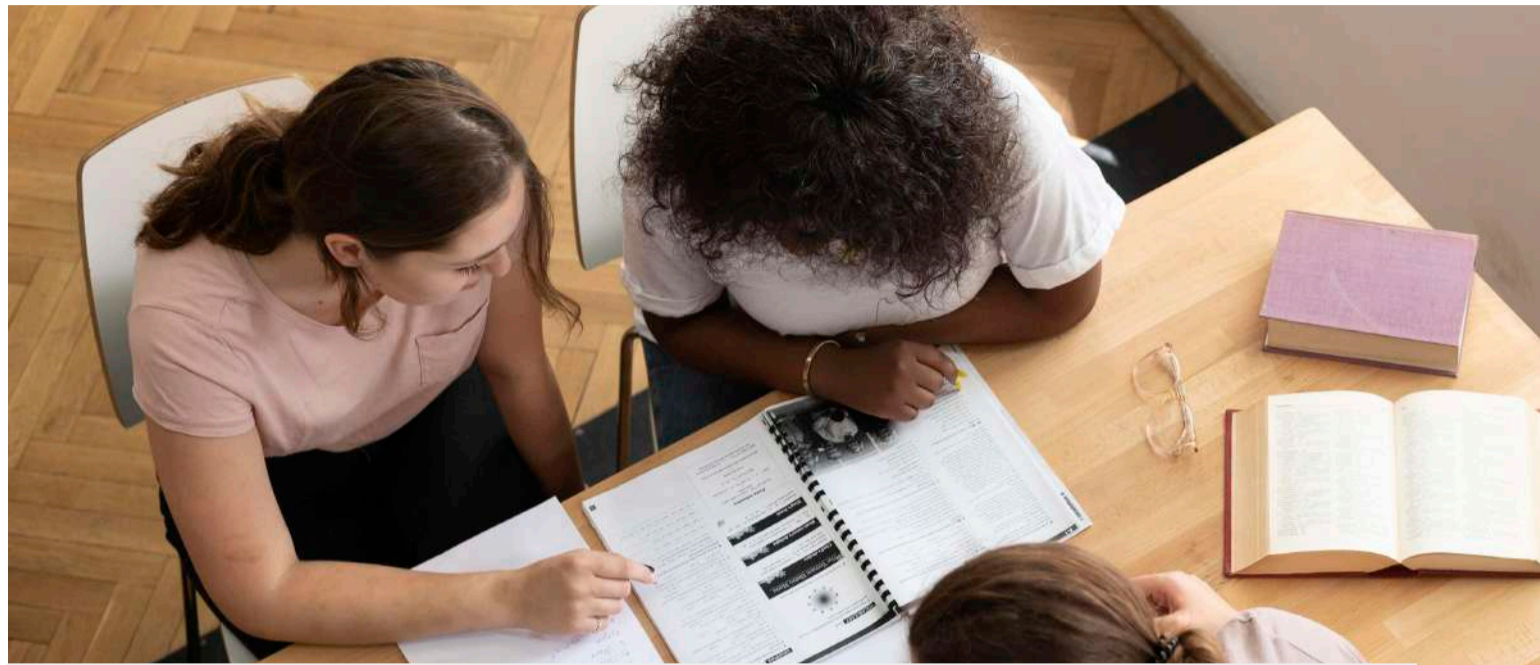
Difficile d'imaginer aujourd'hui des universités sans wifi. Selon Abdellatif Miraoui, tous les espaces universitaires fréquentés par les étudiants en seront équipés (223 établissements et cités universitaires. A février dernier, 60 sites étaient déjà réceptionnés). Le marché a été remporté par Inwi. Des cartes SIM 4G seront en outre distribuées pour permettre aux étudiants de se connecter gratuitement, et en accès illimité, à toutes les plateformes des universités.

En termes d'équipement informatique, le ministère travaille sur un projet permettant aux étudiants d'acquérir des PC ou tablettes avec une connexion internet à prix préférentiel. Le projet a déjà été tenté il y a plusieurs années, du temps de l'ancien ministre, Lahcen Daoudi, avec le programme Lawhati. Il n'a cependant pas séduit les étudiants qui trouvaient les prix peu accessibles. «Nous prendrons compte des résultats de cette expérience», assure le ministre.

Marwan 5, connectant des établissements universitaires à un réseau haut débit sécurisé, pour sa part, a été renforcé (+50% de débit).

■ **Un effort supplémentaire sur les bourses et le logement étudiant**

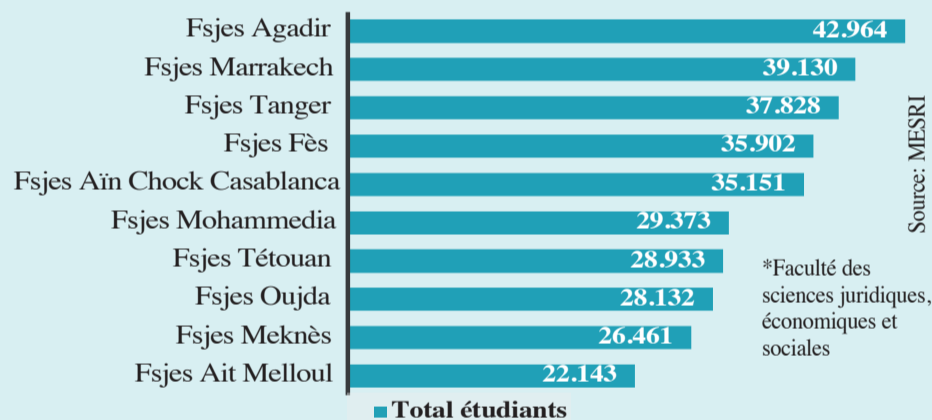
Cette année, près de 20.000 bourses supplémentaires ont été octroyées, pour atteindre quelque 421.000. Le ministre prévoit de pour-



Des parcours d'excellence pour les meilleurs

Effectifs monstres dans les facs de droit

(Top 10 des FSJES* qui comptent le plus d'inscrits)



LES facultés à accès ouvert brassant de gros effectifs, comme celles de droit, n'offrent que peu de chances de réussite. La moitié des inscrits finit par les quitter, sans diplôme. Chaque FSJES reçoit entre 2.000 et plus de 13.000 nouveaux étudiants par an. La majorité écrasante choisit le droit en arabe. Le ministère entend y introduire dès cette rentrée, ainsi que dans les autres facultés à accès ouvert, des parcours d'excellence. Décision a été prise de créer au moins deux centres d'excellence par université.

«Nous créerons à l'intérieur de ces établissements des instituts qui recevront les étudiants avec un

suivre cet effort annuel. La contribution des partenaires socioéconomiques, à travers un fonds dédié, sera sollicitée pour offrir plus de bourses. Le ciblage des bénéficiaires sera, quant à lui, amélioré grâce au Registre social unifié (RSU).

En parallèle, un programme de rénovation et de réhabilitation des

bac+2, et qui en sortiront avec un bac+5», explique le ministre de l'Enseignement supérieur. La formation sera dispensée dans des locaux à part, au sein des facultés. Cependant, ils ne seront pas considérés comme des établissements nouveaux. «C'est ce que la loi appelle des Centres pédagogiques et de recherche. Nous les baptiserons Instituts d'excellence en droit des affaires, intelligence artificielle, études stratégiques et diplomatiques, data science, énergies renouvelables, etc.», précise Abdellatif Miraoui.

L'accès sera, naturellement, sélectif, les universités décideront du format de la sélection. Cela représentera donc une sorte de seconde chance pour ceux

cités universitaires est lancé. Le ministère compte, en outre, monter en cadence pour augmenter la capacité d'accueil. Actuellement, entre public et privé, l'offre de logement étudiant est d'environ 110.000 lits. L'objectif de la tutelle est de monter à plus de 400.000 d'ici 2026, notamment via des partenariats public-privé.

qui ont raté l'occasion de décrocher une place dans une grande école. Les autres étudiants, eux, termineront à l'issue du tronc commun de deux ans leur troisième année de licence, en choisissant l'un des nouveaux parcours de spécialisation qui seront ouverts. Chaque institut pourrait accueillir entre 200 et 400 étudiants pour commencer. «L'objectif est de former des profils dans des domaines essentiels pour notre pays..., tout en relevant le niveau», justifie Miraoui. «Nous n'avons aucune école publique en droit, alors que nous en avons en commerce et gestion (ENCG) et en ingénierie», ajoutait-il. L'occasion donc de consacrer un institut dédié. Grâce à ces écoles d'excellence, le ministère ambitionne d'alléger les filières classiques de près de 20% des effectifs inscrits d'ici 2026, et d'augmenter le taux d'employabilité des lauréats de 15%.

Mais alors, les facultés, déjà surchargées, disposeront-elles de suffisamment d'enseignants pour ce projet? «Nous établirons des priorités en matière de répartition des postes dans tous les domaines, et nous ferons des choix», répond le ministre, qui parie également sur la diversification des parcours, l'usage du digital et le travail personnel des étudiants. □

■ **1.000 doctorants-moniteurs**

Après la licence nouvelle génération, des enseignants nouvelle génération. Le ministère a déjà adopté un cahier de normes pédagogiques nationales révisant la formation des docteurs. Le projet vise à préparer des docteurs maîtrisant les langues étrangères,

à la rentrée de septembre



■ La mobilité internationale renforcée



Le ministère ambitionne aussi de monter en cadence en matière de mobilité internationale. Des négociations ont été engagées avec l'UE pour augmenter le nombre de bénéficiaires du programme Erasmus+. Le ministère souhaite passer de 1.500 mobilités actuellement à 15.000, soit dix fois plus. Il entend, en outre, renforcer la mobilité entrante au Maroc, surtout du côté d'Afrique subsaharienne. Le Royaume reçoit plus de 20.000 étudiants subsahariens par an. «*Nous souhaitons que notre pays se positionne en hub universitaire. C'est aussi une question de devoir vis-à-vis de nos pays frères africains. Par ailleurs, c'est une opportunité d'internationalisation à domicile, permettant à nos jeunes de s'ouvrir sur différentes cultures*», argue le ministre.



train de partir à la retraite, et qui a fait le bonheur de l'université marocaine», confie Abdellatif Miraoui. Les universités et écoles privées seront incitées à proposer le même modèle, à l'instar de l'UM6P, l'UIR et l'UEMF qui portent déjà des programmes similaires. «*L'enseignement supérieur n'est supérieur que par son volet recherche*», insiste le ministre.

■ 1.000 étudiants en mobilité nationale, pour commencer

Cette rentrée sera également marquée par le lancement de la mobilité nationale des étudiants. Elle fait partie des recommandations qui ont émergé des assises régionales. Les étudiants pourraient profiter d'un séjour linguistique, d'un ou deux semestres (5 à 10 mois), dans une université ne relevant pas de leur région. Une manière «d'imprégner leur identité riche et plurielle» et de forger leur personnalité. Un millier sont ciblés pour commencer. Cependant, cela dépendra de la possibilité pour les universités de financer cette mobilité et d'assurer des capacités d'accueil. Les universités décideront du mode de sélection des bénéficiaires.

■ Des écoles de coding gratuites

Le codage informatique fera son entrée à l'université publique en 2023-2024. Des écoles de coding, Code 212, seront ouvertes dans plusieurs universités. Un modèle pilote a été lancé en 2022 à Casablanca, au niveau de l'ENSAM. A la rentrée, d'autres devraient voir le jour dans plusieurs villes, dont Rabat, Agadir et Kénitra. Elles seraient abritées au sein d'écoles d'ingénieurs, mais aussi dans des facultés à accès ouvert et autres établissements.

Chaque université décidera de leur emplacement. «*Ces espaces permettront de cristalliser la culture numérique chez nos jeunes, et leur offriront ainsi une opportunité inédite, quelle que soit leur spécialité, pour acquérir une double compétence dans les métiers du numérique*», souligne Abdellatif Miraoui. «*Ces centres contribueront aussi à renforcer l'attractivité du Maroc auprès des grands donneurs d'ordre dans le domaine de l'économie numérique*», conclut-il. □



«L'université de demain devrait être digitalisée, de A à Z»

C'EST désormais l'ère de l'université tout au long de la vie, selon le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui, et non celle où l'on vient juste pour un diplôme. Une université qui vise l'empowerment des jeunes, qui les aide à développer une «élasticité mentale», des compétences transversales, ainsi que des connaissances en sciences humaines et sociales. Un aspect cher au ministre. «*Les leaders de demain, dans tous les domaines, devront être imprégnés par les sciences humaines et sociales. Ces sciences devraient être dispensées de manière transversale à tous les étudiants*», estime-t-il. Comment Miraoui conçoit-il l'université marocaine de demain? Eh bien, «digitalisée, de A à Z», avec des contenus scénarisés, et des enseignants de nouvelle génération. «*Le professeur de demain dont je rêve pour mon pays est un expert, un coach, un animateur, et non quelqu'un qui professe devant 400 ou 500 étudiants sans réelle interaction*», livre-t-il. □



Abdellatif Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur

Les concours post-bac bientôt supprimés?



«*LES concours ne servent pas à grand-chose*», pense Abdellatif Miraoui. L'énergie et l'argent dépensés dans ces épreuves, le ministre préfère les investir dans des projets pédagogiques, para universitaires ou de recherche, ou encore dans des bourses. «*Nous devrions optimiser nos moyens et notre temps*», insiste-t-il. Pour l'instant, les concours post-bac (médecine, ENSAM, ENCG, ENSA...) sont maintenus, mais rien n'est moins sûr pour les prochaines années.

Selon le ministre, le concours de médecine coûte près de 15 millions de DH chaque année. L'an dernier, plus de 48.000 jeunes s'y sont présentés (57 centres d'examen mobilisés), pour décrocher quelque 3.489 places. Le seuil de sélection est de 12/20, or, les bacheliers avec cette moyenne qui réussissent l'examen ne dépassent pas 1,5 à 2% du total des admis. «*Qui plus est, ils viennent de passer le bac! Nous leur en passons un deuxième*», rappelle Miraoui. Par ailleurs, des bacheliers des régions éloignées ne font pas le déplacement pour le concours en raison du coût du voyage. «L'idée du test est de donner une deuxième chance aux candidats. Cependant, dans cette quête d'équité nous tombons dans l'iniquité», souligne le ministre. «*Si l'on devait consacrer de l'argent et des efforts importants, ce serait pour des jeunes de familles modestes*», estime-t-il.

Selon Miraoui, moins de 15% des étudiants en médecine sont boursiers, et donc appartiennent à des familles défavorisées. Dans les ENCG et écoles d'ingénieurs, ils sont moins de 13%. Une catégorie à laquelle il faudrait accorder une chance d'intégrer des parcours d'excellence, et qu'il faudrait absolument accompagner pour la mettre sur le chemin de la réussite. □

Ahlam NAZIH

L'OFPPT milite pour

■ Révision totale de l'offre de cursus

■ Objectif, s'aligner sur le «best in class» de la formation professionnelle

L'OFPPT est résolument engagé dans la voie de la «métamorphose». Un chantier de longue haleine, démarré en 2019, suite à la présentation de la nouvelle feuille de route de l'Office devant Sa Majesté le Roi. Offre de formation, modèle pédagogique, infrastructures..., tout a été revu. D'ici la rentrée 2024-2025, l'OFPPT prévoit 670 filières, dont 562 totalement nouvelles. Ces dernières années, de plus en plus de bacheliers choisissent de s'y orienter. Cependant, pour une réelle montée en gamme, le géant de la formation professionnelle devra rajouter une nouvelle corde à son arc, celle du diplôme en bac+3. Une revendication qu'il porte depuis de nombreuses années. Sa DG, Loubna Tricha, nous en parle.

- **L'Economiste:** Près de 4 ans après son lancement, quel bilan faites-vous de la feuille de route pour le développement de la formation professionnelle?

- **Loubna Tricha:** Durant ces quatre années, nous nous sommes penchés sur les 5 projets structurants de cette feuille de route. Cela nous a permis de nous inscrire dans une démarche d'amélioration et de perfectionnement continu. Et nous sommes aujourd'hui fiers de nos réalisations. En matière de mise à niveau intégrée du dispositif de formation, plus d'une trentaine d'opérations d'extension, d'aménagement et de réhabilitation de nos établissements a été réalisée jusqu'en 2022. La mise à niveau concerne aussi bien l'offre de formation et des espaces pédagogiques, la valorisation et le perfectionnement du capital humain, que le processus de gestion. 63 autres projets sont inscrits dans notre plan d'action 2023, dont une vingtaine sera achevée d'ici la fin de l'année. L'objectif est de faire émerger une nouvelle génération d'établissements et de s'aligner au «best in class» dans le domaine de



Loubna Tricha, DG de l'OFPPT: «La part des bacheliers inscrits dans nos établissements est montée de 39% en 2017-2018 à 52% en 2022-2023. Ceux avec une mention représentent 36%, contre 21% auparavant, ce qui dénote de la notoriété de l'OFPPT auprès des jeunes» (Ph. OFPPT)

la formation professionnelle. Ceci, en les inscrivant dans des standards identiques à ceux des Cités des métiers et des compétences.

- **L'offre de formation a également été diversifiée...**

- Tout à fait, les travaux d'ingénierie initiés en 2019 ont permis, à date, de mettre en place 301 filières incluant des créations et des

restructurations, ce qui représente plus de 50% de l'objectif à terme. Ces travaux seront poursuivis pour atteindre 670 filières à la rentrée 2024-2025, dont 562 nouvelles. Cette offre, conçue avec l'implication de nos partenaires, a permis de diversifier notre portefeuille filières et de nous ouvrir sur de nouveaux secteurs porteurs d'emploi et de nouveaux cursus, aussi bien en formation diplômante que qualifiante. D'ailleurs, notre offre de formation qualifiante sera mise à contribution pour la professionnalisation des jeunes travailleurs dans l'informel et/ou en recherche d'emploi. Il s'agit d'une offre actualisée, diversifiée et adaptée, qui sera composée de 403 filières, dont 216 de courte durée.

- **Qu'en est-il de l'orientation des jeunes?**

- C'est le projet 5 de notre feuille de route. Nous poursuivons le déploiement de notre nouveau système d'orientation. Il s'agit d'un système inclusif, connecté et intégré, favorisant l'accompagnement rapproché des jeunes pour une orientation réussie. En plus de la plateforme numérique «My Way», qui propose aux jeunes un ensemble de fonctionnalités et de services, nous avons mis en place au sein des établissements 12 nouveaux centres d'orientation professionnelle. Nous envisageons d'en créer 42 autres en 2023, avec la mobilisation d'un nouveau corps

de près de 150 conseillers en orientation. Notre objectif est d'assurer un accompagnement personnalisé des candidats, des stagiaires et des lauréats. Que ce soit en termes d'information, d'orientation, d'appui à la construction et la concrétisation de leurs projets professionnels ou d'animation d'activités d'aide à l'insertion.

- **Les Cités des métiers et des compétences (CMC) représentent une rupture dans le modèle OFPPT. Quelles sont les prochaines qui ouvriront leurs portes?**

- L'objectif des CMC était de créer une nouvelle génération d'instituts, dispensant des formations diversifiées et de qualité, pour renforcer l'employabilité des jeunes, soutenir la compétitivité des écosystèmes économiques régionaux et accompagner les territoires dans leur développement. Ces CMC se distinguent par des espaces appropriés à la collaboration, à la créativité et à la concrétisation des nouvelles idées, à travers une chaîne d'innovation (espaces de coworking, fablab, incubateur, digital factory...). Elles intègrent aussi des médiathèques et des centres d'orientation professionnelle, et sont dotées d'une nouvelle génération d'équipements pédagogiques. Les CMC apporteront une offre de formation couvrant 176 filières, dont 63% nouvellement créées. Cette nouvelle offre est supportée par des méthodes pédagogiques interactives

Un modèle pédagogique modernisé

DANS le cadre de sa «métamorphose», l'OFPPT a veillé à moderniser ses méthodes pédagogiques. L'Office a également relevé ses standards de qualité. «Nous avons implémenté un modèle pédagogique novateur et libérateur d'énergies, axé sur l'apprenant et prônant des méthodes pédagogiques actives et collaboratives. Il sera projeté sur l'ensemble des secteurs représentés dans notre offre de formation», confie Loubna Tricha. Le modèle se base sur des méthodes interactives et des techniques didactiques favorisant l'autonomie et l'intelligence collective, selon l'Office. Il se caractérise aussi par des apprentissages ludiques, combinant learning by doing et digital tools, enseignement présentiel et à distance. Le mode hybride représente d'ailleurs 20% des formations. Les parcours ont en outre été renforcés, avec la généralisation du niveau de qualification sur 2 ans, et le rajout d'un semestre supplémentaire aux filières de la Gestion & Commerce et Hôtellerie/Tourisme. «L'implémentation de ce nouveau modèle appelle ainsi le formateur à se positionner en facilitateur, accompagnateur et catalyseur du travail collaboratif», précise Tricha. 30% des programmes sont consacrés aux soft skills. «Nous renforcerons notre action par l'implémentation du Digital Learning Lab, afin de supporter la mise en œuvre de la stratégie de digitalisation de la formation», révèle la DG de l'OFPPT, qui annonce également des studios pour les Moocs (Massive Open Online Courses). □



(Ph. Bziouat)

délivrer des bac+3

qui placent les apprenants au cœur de l'acte d'apprentissage...

- Avec des effectifs réduits?

- Les apprenants bénéficient d'un encadrement rapproché, avec des groupes de 20 stagiaires au maximum, pour une meilleure transmission.

La rentrée 2022-2023 a connu le démarrage de 3 CMC relevant du Souss Massa, de l'Oriental et de Laâyoune-Sakia El Hamra, avec une offre globale de 7.500 places, dont 4.260 en 1^{re} année. Celle de Rabat-Salé-Kénitra vient d'être inaugurée et 3 autres ouvriront leurs portes à partir de la rentrée 2023-2024. Il s'agit de celles de Casablanca-Settat, Béni Mellal-Khénifra et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma. Les autres Cités sont attendues en 2024-2025, à savoir celles de Fès-Meknès, Marrakech-Safi, Dakhla-Oued Eddahab, Drâa-Tafilalet et Guelmim-Oued Noun.




Ces CMC offrent une capacité globale de 34.000 places et 5.500 lits et couverts, à travers les maisons des stagiaires et d'autres espaces de vie favorisant leur épanouissement au quotidien.

Ouverture sur de nouveaux domaines

GRÂCE à un processus de concertation avec ses partenaires socioéconomiques, l'OFPPT a pu développer une offre de formation actualisée. Elle comprend 158 filières nouvelles et 143 restructurées. Ce travail a abouti à la suppression de 111 cursus obsolètes. L'Office s'est ainsi ouvert à de nouveaux domaines, comme le digital et l'IA, la santé et services à la personne, l'économie verte, et la pêche, agriculture et artisanat. □

- Il n'existe que très peu de passerelles vers l'enseignement supérieur pour les lauréats de l'OFPPT. Comment remédier à cela?

- En effet, les universités marocaines offrent des opportunités limitées aux jeunes lauréats de la formation professionnelle, avec un quota ne dé-

Une capacité de 410.000 places pour 2023-2024	
Etablissements 	<ul style="list-style-type: none"> • 473 • 4 Cités des métiers et des compétences en réalisation (16.000 places) • 16 nouveaux établissements prévus pour ouverture (6.000 places)
Stagiaires 	<ul style="list-style-type: none"> • 337.356 • Une capacité d'accueil de 410.000 en 2023-2024
Lauréats en 2022 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation diplômante: 74.711 • Formation qualifiante: 99.571
<p>Chaque année, l'Office monte en cadence en matière d'effectifs. A la prochaine rentrée, sa capacité d'accueil devrait croître de plus de 21%, pour atteindre 410.000 places</p> <p>Source: OFPPT, 2022-2023</p>	

passant pas 5%. Alors que les institutions privées et étrangères garantissent un accès ouvert à nos lauréats, sans contraintes particulières. Pour remédier à cela justement, et en vue de valoriser davantage la voie professionnelle et de permettre à nos jeunes lauréats d'accéder à un niveau de formation supérieur, nous militons depuis de nombreuses années pour la création d'un niveau de formation bac+3 à l'OFPPT, donnant accès à un diplôme supérieur.

Toutes les conditions plaident d'ailleurs en notre faveur. D'abord, les besoins croissants en middle managers. Ensuite, le fort potentiel chez une grande partie de nos stagiaires, les prédisposant à des cycles de niveaux supérieurs (certains sont admis dans des écoles supérieures à l'étranger). Enfin, nos acquis en termes d'ingénierie pédagogique et de ressources formatrices, ainsi que le lancement des CMC qui offrent les meilleures conditions pédagogiques.

- Vous disposez néanmoins de passerelles internes...

- Nous continuons d'ailleurs à les renforcer, dans l'objectif d'approfondir l'expertise métier de nos lauréats, et de leur offrir de meilleures chances d'insertion. Nous comptons actuellement 613 passerelles, réparties en quatre niveaux de formation (Spécialisation, Qualification, Technicien et Technicien spécialisé), ouvertes également aux lauréats des promotions antérieures, conformément aux conditions d'admission requises.

- Généralement, 25% des bacheliers seulement choisissent la formation professionnelle. Or, il était question de passer à au moins 40%. Qu'en est-il aujourd'hui?

- Les discours de Sa Majesté le Roi en faveur du développement de la formation professionnelle et de l'autonomisation des jeunes ont permis de renforcer davantage l'engouement des jeunes pour ce parcours. De plus, son attractivité est de plus en plus importante, au vu de la nouvelle dynamique économique de notre pays, exigeant des compétences qualifiées et des profils pointus dans différents secteurs stratégiques.

Globalement, la demande en formations à l'OFPPT ne cesse d'augmenter. Cette évolution est plus significative pour le niveau «Technicien spécialisé», ouvert aux jeunes bacheliers, avec en moyenne 5 demandes pour une place offerte en 2022-2023. Il faut préciser que la part des bacheliers inscrits dans nos établissements de formation est montée de 39% en 2017-2018 à 52% en 2022-2023. Cette évolution touche tous les niveaux, allant du Technicien à la Spécialisation.

En termes qualitatifs, la part des bacheliers avec une mention «Assez bien» ou «Bien» a connu une nette amélioration, en passant de 21% en 2017-2018 à 36% en 2022-2023, ce qui dénote de la notoriété de l'OFPPT auprès des jeunes. □

Propos recueillis par
Ahlam NAZIH

Hôtellerie, e-commerce, entrepreneuriat... Plusieurs parcours d'excellence

L'OFPPT a initié à la rentrée 2021-2022 des parcours d'excellence dans divers secteurs. Avec l'Ecole hôtelière de Lausanne, la meilleure au monde dans son domaine, l'Office a lancé le programme d'excellence VET by EHL. Il couvre 4 filières: Art culinaire, hébergement, Service Food & Beverage et Administration hôtelière. Le cursus, de 18 mois, débouche sur un diplôme «co-brandé», OFPPT/EHL. La première cohorte, de 119 jeunes, a été certifiée en juillet 2022. En décembre 2021, un programme en e-commerce transfrontalier, «Atelier Luban», réalisé avec Tianjin College of Commerce (Chine), a été ouvert à l'ISTA Hay Hassani à Casablanca. Après une première promotion de 55 stagiaires, une deuxième, de 43 participants, a été accueillie en novembre dernier. Avec l'Université Mohammed VI Polytechnique de Benguerir (UM6P), l'Office a adopté un Programme d'innovation entrepreneuriale (PIE), dispensé dès la première année de formation. Il est à ce jour implémenté dans six régions. Cette année, 56.700 stagiaires, dont 50.000 en 1^{re} année, en bénéficient. Il sera élargi aux autres régions. □



De la formation professionnelle à l'entrepreneuriat

La formation professionnelle mène généralement à des métiers opérationnels ou de middle management. Mais elle offre l'avantage de dispenser des cursus courts, permettant une entrée rapide sur le marché de l'emploi. Arrivés très jeunes dans le monde professionnel, les diplômés y font leurs armes plus vite que ceux ayant suivi des parcours supérieurs. Les plus ambitieux complètent leur formation avec des diplômes supplémentaires et de nouvelles certifications, ce qui leur permet de gravir des échelons. Les plus audacieux osent la voie de l'entrepreneuriat, après avoir cumulé, très tôt, une expérience dans le domaine qu'ils ont choisi. Beaucoup réussissent de véritables success stories.

Une formation courte et un accès rapide au marché

LES études supérieures ne sont pas l'unique voie vers la réussite. Nouhaila Mahi en est l'exemple parfait. La jeune femme de 24 ans a étudié l'agroalimentaire à l'OFPPPT. Elle a obtenu son diplôme en 2022. A peine sortie d'études, elle monte avec son camarade de classe, Youssef Sabba, la startup Tichivia. Tichi pour la caroube, et Via pour la stevia. Ces deux ingrédients sont à la base des productions de l'entreprise, comme de la pâte à tartiner au chocolat ou de la confiture.

Cette startup est née d'un concours organisé par l'OFPPPT et de l'Agence américaine pour le développement international, l'USAID. Le concours permet de décrocher du financement pour le démarrage d'un projet. Ayant fini dans les trois premiers du concours, Nouhaila Mahi a été grandement encouragée à poursuivre son projet, et s'est engagée directement dans l'entrepreneuriat. Aujourd'hui, à peine une année après le lancement de sa startup, la jeune femme vit déjà bien de son projet. Un succès qu'elle doit en partie à la formation professionnelle qu'elle a suivie. «En seulement deux ans j'ai eu une formation complète. Ça m'a beaucoup aidé pour les certificats d'autorisation nécessaires pour lancer des produits sur le marché. Ce sont des aspects difficiles à apprendre en totale autonomie», confie-t-elle.



Nouhaila Mahi a pu se lancer dans l'entrepreneuriat, avec son associé et ex camarade de classe, Youssef Sabba, à l'issue d'un concours organisé par l'OFPPPT et l'USAID en 2022. Leur projet a été sélectionné parmi les trois premiers (Ph. DR)

Les formations professionnelles semblent gagner en popularité, selon la jeune entrepreneuse. «De plus en plus de parents dirigent leurs enfants vers l'OFPPPT», souligne-t-elle. Une tendance confirmée par la patronne de l'OFPPPT (voir pages 12 et 13). □

Mathieu OZANNE



C'est dans l'agroalimentaire, sa spécialité à l'OFPPPT, que la jeune startuppeuse s'est lancée. Son concept, des produits de consommation «healthy», sucrés avec de la caroube et de la stevia

«L'ambition mène invariablement au succès!»

ABDELALI Ahib est patron d'entreprise. Lauréat de l'OFPPPT, il a su se positionner sur le marché. La formation professionnelle à elle seule a-t-elle suffi pour lui permettre de monter sa société? «En partie», répond-il. Pour l'entrepreneur, «c'est la clé pour faire son entrée dans le marché du travail, mais au fur et à mesure, il faut savoir définir ses objectifs et souscrire à d'autres formations, beaucoup plus spécialisées, pour pouvoir faire la différence».

Après avoir obtenu son bac en 2002, Abdelali Ahib a intégré le parcours de technicien spécialisé en développement multimédias à l'ISTA Hay Hassani. Il a ensuite commencé à travailler en tant que développeur web, avant de poursuivre ses études en cours du soir, pour ne pas entraver sa carrière. Les ambitions sans limites du jeune lauréat de l'OFPPPT l'ont amené à intégrer une école privée en 2007, pour briguer un diplôme d'ingénieur en architecture digitale d'information, l'équivalent d'une licence qui, à l'époque, s'était sur quatre ans (Bac+4). «En 2011, j'ai eu un master en management des systèmes d'information à l'université Mundiapolis», poursuit-il.

Fort de ce bagage intellectuel, Abdelali Ahib a pu monter en compétence et exercer en tant que chef de projet technique au sein d'entreprises marocaines et multinationales. Auda-



Abdelali Ahib, fondateur de Wings Technologies (Ph. DR)

cieux, il a osé l'entrepreneuriat. En 2020, il a créé «Wings Technologies», une société spécialisée dans l'accompagnement des entreprises dans leur transformation digitale, développement des applications web et mobiles. En parallèle, il a monté une startup en 2021, au nom de Becare.ma. Il s'agit, selon le jeune entrepreneur, de la première plateforme digitale au Maroc permettant de solliciter en ligne un professionnel de santé, pouvant se déplacer à domicile et prendre en charge des patients. Becare s'occupe entre autres des soins infirmiers, soins d'hygiène, kinésithérapie...

Pour Abdelali Ahib, la rigueur, l'ambition et la formation continue sont le secret de toute success story. La formation professionnelle peut marquer le début d'une belle carrière. □

Matar BENSALMIA

LA NEWSLETTER

3 FOIS
PAR JOUR

L'information économique de référence à travers une sélection de nos meilleurs articles et flashes info

ÉCONOMIE | ENTREPRISES | RÉGIONS

SOCIÉTÉ | INTERNATIONAL | POLITIQUE

Inscrivez-vous gratuitement sur : www.leconomiste.com/la-newsletter



Qui délivre des diplômes équivalents? La liste actualisée

Sur les dix dernières années, l'offre de formation privée s'est enrichie avec l'arrivée de plusieurs opérateurs. Des acteurs privés, des fondations gérant un modèle à but non lucratif, des antennes d'écoles françaises et des établissements en partenariat public-privé.

Le secteur a aussi pu bénéficier de la reconnaissance de l'Etat, un label offrant la possibilité de délivrer des diplômes équiva-

lents. Cependant, seuls ceux arrivant à remplir le cahier des charges peuvent l'obtenir. La reconnaissance est accordée pour une durée de 5 ans, renouvelable après évaluation de la demande et avis de la Commission nationale de coordination de l'enseignement supérieur. Jusqu'à présent, une minorité a pu le décrocher. Voici la liste actualisée des institutions pouvant octroyer un diplôme équivalent.

N°	Université/Etablissement	Période actuelle de la reconnaissance
1	Université Internationale de Rabat- UIR	2020/2021-2024/2025
2	Université Mohammed VI des Sciences de Santé - UM6SS - Casablanca	2021/2022-2025/2026
3	Université Internationale Abulcasis des Sciences de Santé- UIASS - Rabat	2021/2022-2025/2026
4	Université Euro-Méditerranéenne de Fès - UEMF	2021/2022-2025/2026
5	Université Mohammed VI Polytechnique - UM6P- Benguérir	2021/2022-2025/2026
6	Université privée Marrakech Tensift-El Haouz -UPM	2021/2022-2025/2026
7	Université Internationale d'Agadir -Universiapolis	2021/2022-2025/2026
8	Université Internationale de Casablanca - UIC	2021/2022-2025/2026
9	Ecole Supérieure d'Architecture de Casablanca - EAC	2021/2022-2025/2026
10	Ecole Centrale de Casablanca - ECC	2021/2022-2025/2026
11	ESCA Ecole de Management	2021/2022-2025/2026
12	Université Privée Mundiapolis- Casablanca	2022/2023-2026/2027
13	Université Privée de Fès - UPF	2022/2023-2026/2027
14	Sup de Co - Ecole Supérieure de Commerce - Marrakech	2022/2023-2026/2027
15	Ecole Supérieure en Ingénierie de l'Information, Télécoms, Management et Génie civil – ESTEM-Casablanca	2022/2023-2026/2027
16	Institut Supérieur du Génie Appliqué Casablanca - IGA Casablanca	2022/2023-2026/2027
17	Ecole Marocaine des Sciences de l'Ingénieur Casablanca - EMSI - Casablanca	2022/2023-2026/2027
18	Ecole Marocaine des Sciences de l'Ingénieur Rabat- EMSI - Rabat	2022/2023-2026/2027
19	Ecole Marocaine des Sciences de l'Ingénieur Marrakech- EMSI-Marrakech	2022/2023-2026/2027

N°	Université/Etablissement	Période actuelle de la reconnaissance
20	Institut Supérieur d'Ingénierie et des Affaires Privé - Rabat - ISGA-Rabat	2022/2023-2026/2027
21	Institut Supérieur d'Ingénierie et des Affaires - ISGA - Fès	2022/2023-2026/2027
22	Institut Supérieur d'Ingénierie et des Affaires - ISGA - Marrakech	2022/2023-2026/2027
23	Ecole Marocaine d'Ingénierie - EMG-Rabat	2022/2023-2026/2027
24	Institut Supérieur de Transport et de la Logistique - ISTL - Casablanca	2022/2023-2026/2027
25	Institut des Hautes Etudes de Management- HEM Casablanca	2022/2023-2026/2027
26	Ecole des Hautes Etudes Economiques, Commerciales et d'Ingénierie - HEEC - Marrakech	2022/2023-2026/2027
27	Ecole Supérieure de Management de Commerce et d'Informatique- Sup'Management - Fès	2022/2023-2026/2027
28	International Institute for Higher Education in Morocco - IIHEM - Rabat	2017/2018-2021/2022(*)
29	Ecole d'Ingénierie en Génie des Systèmes Industriels de Casablanca- EIGSICA	2019/2020-2023/2024
30	Ecole Supérieure de Management, Informatique et Télécommunication- SUPMTI Rabat	2020/2021-2024/2025
31	Ecole des Hautes Etudes d'Ingénierie - EHEIO - Oujda	2020/2021-2024/2025
32	Ecole de Management et d'Administration des Affaires- Agadir	2020/2021-2024/2025
33	Institut Supérieur d'Ingénierie et des Affaires - ISGA-Casablanca	2021/2022-2025/2026
34	Institut Supérieur de Management d'Administration et de Génie Informatique -ISMAGI	2021/2022-2025/2026
35	Ecoles des Hautes Etudes en Sciences et Techniques de l'Ingénierie et du Management Privée - HESTIM	2021/2022-2025/2026
36	Ecole des Hautes Etudes Commerciales et Informatiques - Casablanca (HECI - Casablanca)	2021/2022-2025/2026

(*) Dernière période accordée

Source: MESRI

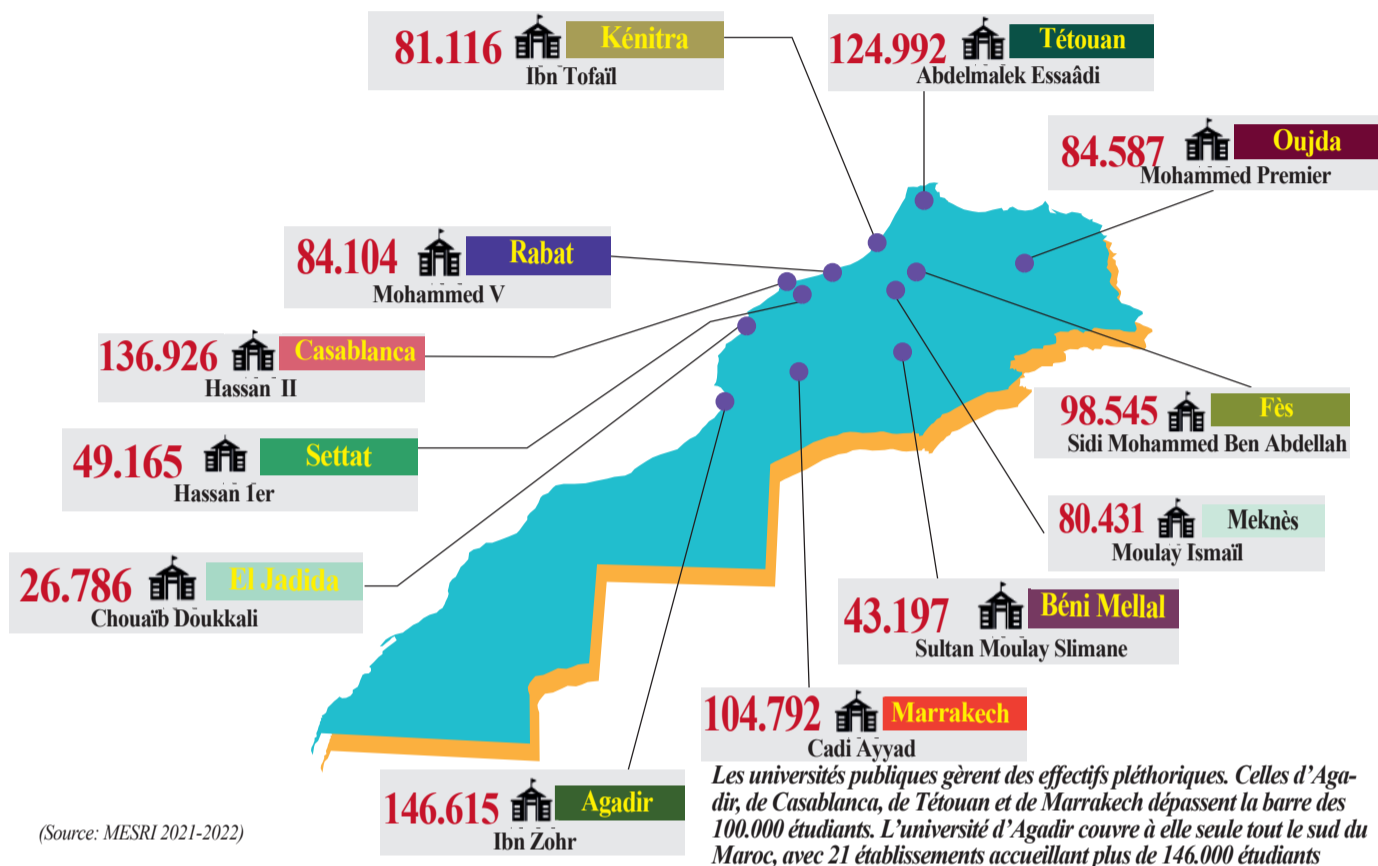
Villes étudiantes au Maroc:

LE paysage de l'enseignement supérieur a changé ces dernières années. En plus des 12 universités publiques, des écoles publiques non universitaires (relevant d'autres ministères) et des écoles privées, une nouvelle génération d'universités a vu le jour (Voir illustration).

Du côté des 12 universités publiques réparties sur les différentes régions du pays, la plus grande est celle d'Ibn Zohr d'Agadir, qui couvre toutes les régions du sud. Cette dernière comprend 21 facultés et écoles supérieures publiques toutes spécialités confondues (médecine, sciences juridiques et économiques, commerce et gestion, sciences humaines et sociales...).

La ville du Souss a détrôné la capitale économique. L'établissement Hassan II à Casablanca compte 18 facultés et écoles supérieures publiques. Pour sa part, l'université Mohammed V de Ra-

Quatre universités dépassent la barre des 100.000 étudiants (Effectifs par université)



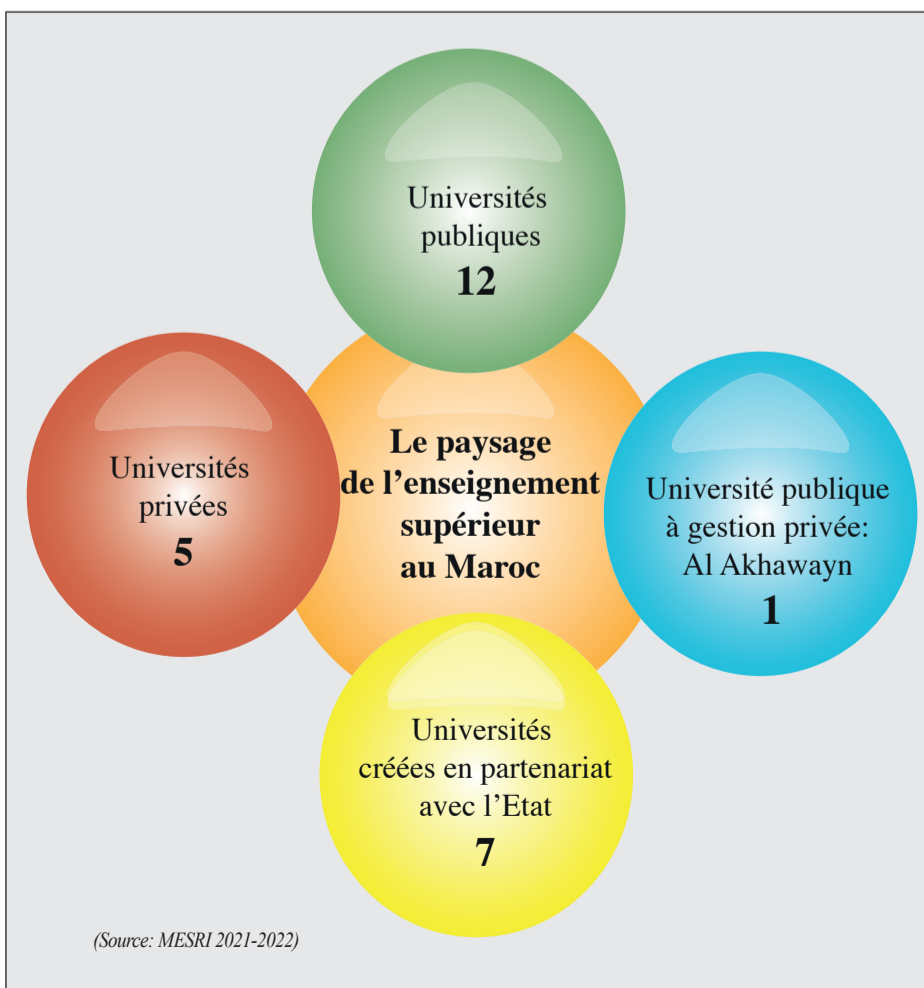
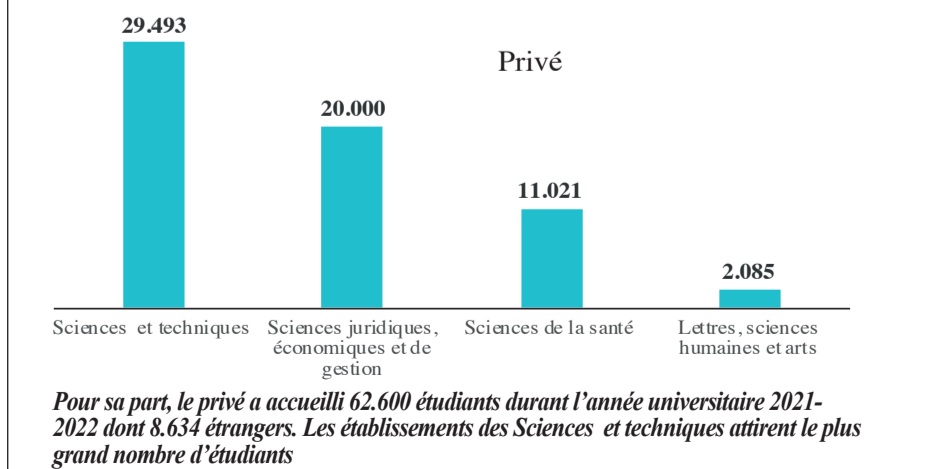
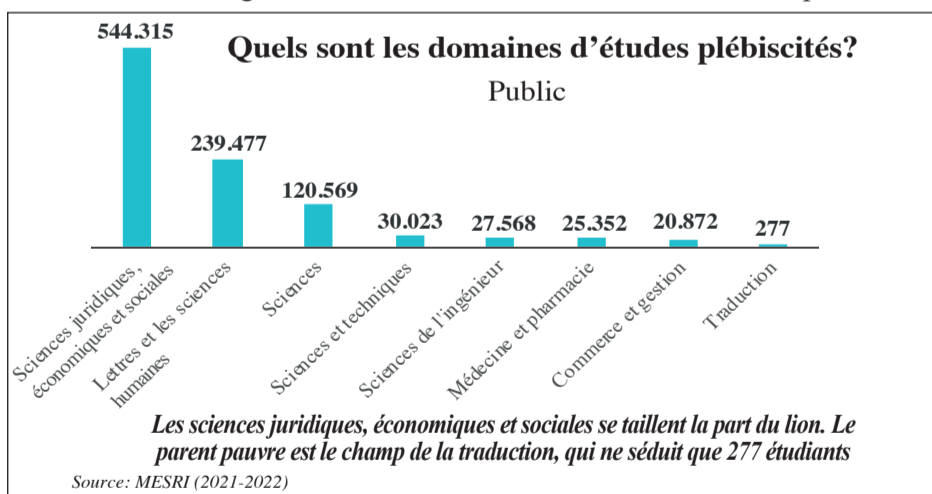
Les effectifs du public explosent

LE nombre d'étudiants inscrits dans les différentes universités publiques, au titre de l'année actuelle, a atteint 1.130.182. Une part en hausse de 6,49% par rapport à l'année universitaire précédente.

Durant la période 2021-2022, les 12 établissements universitaires du pays ont accueilli 1.061.256 étudiants. Le plus grand nombre a été enregistré à l'université Agadir Ibn Zohr avec 146.615 étudiants, suivie par Hassan

II de Casablanca (136.926), Abdelmalek Essaâdi à Tétouan (124.992) et Cadi Ayyad à Marrakech (104.792). Des chiffres qui vont au-delà de la capacité d'accueil de ces établissements universitaires.

A titre d'exemple, les places physiques disponibles sont de 80.675. La capacité d'accueil de Casablanca est de 69.885 places. Une situation qui donne le tournis. □



Agadir, 1er pôle universitaire public

bat se positionne en 3e place avec 16 établissements. La capitale du Royaume demeure la mieux lotie en offre de formation des cadres (Établissements publics non universitaires) avec 21 établissements dont l'École nationale supérieure de l'administration (ENSA), l'Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises (ISCAE), l'Institut supérieur de la magistrature, l'École nationale supérieure des mines ainsi que l'École nationale d'architecture. La ville de Casablanca, elle, dispose d'une dizaine d'établissements dont l'École Hassania des travaux publics et l'École royale navale.

■ Une offre privée concentrée dans les grandes villes

Ces vingt dernières années, l'offre de formation privée connaît une forte expansion avec l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché. Au total, ils sont 198 institutions de statuts divers dont 132 établissements privés ne relevant pas des universités, 24 instituts dépendant des universités privées, 39 éta-

blissements créés dans le cadre de partenariat ainsi que 3 autres de l'université Al Akhawayn à Ifrane. Ces institutions sont principalement concentrées à Casablanca, Rabat, Marrakech, Fès, et Tanger. La capitale économique compte à elle seule plus de 60 établissements privés dont ceux qui dépendent de l'université internationale de Casablanca (UIC), de Mundiapolis et de l'université Mohammed VI des sciences de la santé (UM6SS). Les formations proposées sont multiples: médecine, ingénierie de

l'énergie, architecture, pharmacie, ingénierie digitale, management, commerce et gestion. Des cursus privés très spécialisés qui séduisent de plus en plus d'étudiants.

Cependant, l'offre d'enseignement supérieur privé est peu développée dans les autres villes telles que Meknès, Oujda et El Jadida.

■ Benguerir en pleine croissance

Pour sa part, le pôle universitaire Benguerir en pleine croissance, qui abrite l'univer-

sité Mohammed VI Polytechnique (UM6P), promet un bel avenir. L'institution, portée par la Fondation OCP, à vocation internationale propose des formations spécialisées notamment dans les domaines de l'ingénierie des sciences médicales, architecture, sciences humaines et sociales, technologie, business et management industriel.

Outre son campus principal, situé dans le sud du pays, l'université a déployé des campus annexes à Rabat et Laâyoune. Elle compte aujourd'hui plus d'une dizaine d'écoles et instituts dont la faculté de gouvernance sciences économiques et sociales, School of industrial management et Africa business school.

UM6P a réussi à développer un vaste réseau de partenariats à travers le monde avec des établissements d'enseignement supérieur et des centres de recherche aux États-Unis, France, Suisse, Canada, Allemagne et Royaume-Uni, entre autres. □

Khadija SKALLI

Enseignement supérieur: un total de 432 établissements	
Enseignement universitaire public	160
Établissements de formation des cadres	77
Établissements privés ne relevant pas des universités	132
Établissements relevant des universités privées	24
Établissements créés dans le cadre de partenariat	39
Université Al Akhawayn	3
Total	432

(Source: MESRI)





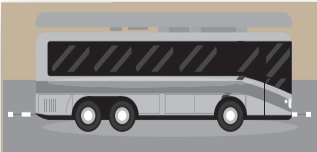
Vivre en tant qu'étudiant à Casablanca, combien ça coûte?

VIVRE à Casablanca, la plus grande ville étudiante au Maroc au regard de l'offre de formation, ça coûte cher. Entre le loyer, le panier quotidien, le transport, le téléphone, ... la capitale économique reste la ville où le coût de la vie est le plus élevé. Avec la crise de l'inflation, la situation se complique davantage. Les prix sont montés en flèche. Pour évaluer le coût du panier hebdomadaire, nous avons fait le calcul. Résultat?

Un simple panier constitué de produits de base avec quelques légumes et fruits, des œufs, du pain, de la viande, du café, et des sandwiches occasionnels, coûte environ 300 DH par semaine. L'étudiant a donc besoin d'un budget mensuel de près de 1.200 DH pour son alimentation. Si on ajoute les autres charges, le montant augmente.

Pour être précis, un étudiant inscrit dans un établissement d'études supérieures public (enseignement gratuit) a besoin d'un budget mensuel de près de 2.500 DH. Cela inclut uniquement les besoins les plus élémentaires à savoir le panier alimentaire, le loyer, le transport et la téléphonie. Sans compter les dépenses de santé, les loisirs, les vêtements, l'électricité, l'eau et des frais divers liés aux études. □

K.S.

	Enseignement public 0 DH		Panier alimentaire 1.200 DH
	Loyer (colocation) 1.000 DH		Forfait téléphonie 50 DH/mois
	Transport: Bus carte étudiant à 100 DH/mois		

Quel budget mensuel d'un étudiant inscrit dans un établissement d'études supérieures public?

Les business schools publiques

■ **Renforcé, le privé met le paquet pour gommer les frontières avec le public**

■ **Diplômes équivalents, accréditations, partenariats à l'international, bourses...**

■ **Certaines écoles payantes intègrent de prestigieux rankings mondiaux**

IL y a encore quelques années, les business schools publiques régnaient en maîtresses sur le marché. Il y avait d'un côté un public ultra sélectif à l'image forte et imposante, et un privé à l'offre peu diversifiée, non reconnu par l'Etat et peinant à exister. Seules quelques rares enseignes arrivaient à marquer le marché de leur empreinte. Aujourd'hui, les choses ont changé.

Non pas que le public ait été détrôné, mais il est désormais sérieusement « challengé » par de nouveaux

opérateurs aux standards relevés, et aussi par des anciens, renforcés par des diplômes équivalents, de prestigieuses accréditations internationales, des connexions à l'étranger et des programmes revisités. A tel point que certains estiment qu'il n'est plus opportun de faire de distinction entre les deux modèles. « Ce n'est plus très moderne de raisonner public/privé ! A l'Esca, par exemple, notre diplôme du programme grande école est celui des ENCG », estime Thami Ghorfi,

président de l'Esca Ecole de Management. Depuis près de deux ans, l'Esca a rejoint le concours national d'accès aux écoles de management (Cnaem), ce qui lui permet de recruter des étudiants des prépas. « Les deux types d'opérateurs permettent une complémentarité, une diversité, des alternatives pour tout type de profils d'étudiants, et ça crée un environnement d'émulation », souligne pour sa part Nada Biaz, DG du groupe Iscae. □



Les points forts du public

■ **Destination des meilleurs:** C'est vers le public que s'oriente en premier la crème des bacheliers. Les meilleurs se précipitent vers les prépas et les concours des écoles publiques, dont l'ISCAE et les ENCG pour les études de commerce et de management. Ces établissements se distinguent par leur gratuité, une sélection sur la base du mérite et un diplôme reconnu par l'Etat et partout dans le monde. Les places étant limitées, seuls les meilleurs peuvent y accéder. C'est particulièrement le cas pour la business school historique, l'ISCAE. En 2021, par exemple, l'école de commerce et de gestion a reçu près de 49.000 candidatures de bacheliers, pour seulement quelques dizaines de places

disponibles. L'établissement adopte plusieurs voies d'accès. Il existe un concours en post-bac pour le cycle licence, pour près de 66 places (2 classes). L'école recrute aussi des étudiants en bac+2 (prépas et bac+2 de l'enseignement supérieur) pour son cycle grande école, doté d'environ 240 places. Les préinscriptions sont généralement ouvertes entre avril et mai. Tandis que le concours est organisé en juin. Des admissions sont aussi possibles pour les licenciés, pour le master, le cycle d'expertise comptable et le doctorat.

Le réseau des 12 ENCG, quant à lui, organise un concours commun post-bac, le Tafem (Test d'admissibilité à la formation en management), pour tous les types de bacs, sous forme de QCM. Il a généralement lieu en juillet. En 2022, le réseau a ouvert quelque 5.250 places (en 1re, 3e et 4e année). Un deuxième concours d'accès est organisé pour les élèves des prépas (CNAEM).

■ **Une image forte:** Jusqu'à présent, les écoles de commerce publiques sont plus valorisées par les étudiants, parents et chefs d'entreprises. « Certaines écoles privées, aussi, arrivent à se démarquer, mais elles sont très rares », nuance Abdelmajid Ibenrissoul, enseignant-chercheur à l'ENCG Casablanca. « Les lauréats du public ont également plus d'opportunités d'embauche dans certaines administrations, ce qui renforce la perception des écoles publiques », ajoute-t-il.

■ **Une longue expertise:** « Le public jouit d'une grande expé-

rience dans l'enseignement et dans l'intégration des problématiques du monde de l'entreprise et des réalités du terrain, notamment l'ISCAE qui cumule plus de 50 ans d'expérience. L'Iscae est précurseur en termes d'ouverture sur le monde socioéconomique », relève Nada Biaz, DG du groupe ISCAE (Casablanca et Rabat). Ceci est aussi valable pour certaines écoles du privé, fondées il y a plusieurs décennies, et qui cumulent plus d'expérience que des ENCG nées il y a à peine quelques années.

■ **Des enseignants rigoureusement sélectionnés:** Les profs du public sont recrutés par voie de concours. Leur sélection, fixée par voie réglementaire, obéit à des processus rigoureux. « Même si certaines écoles privées disposent d'un corps enseignant de haute qualité, je pense que dans le public la qualité est légèrement meilleure », estime Abdelmajid Ibenrissoul. « Les profs du public ont un statut de permanents, ce qui les pousse à s'impliquer plus dans la vie de l'école. Dans le privé, les profs permanents sont minoritaires », explique-t-il. Ibenrissoul reconnaît, cela dit, que le dosage entre les enseignants académiciens et praticiens est à l'avantage du privé.

« Néanmoins, même dans le public nous avons des enseignants-chercheurs avec un contact constant avec le monde de l'entreprise. Ils publient aussi des recherches dans des revues internationales, et cela se répercute sur la qualité de leur pédagogie et de leur façon d'enseigner », poursuit-t-il. □



Ses points faibles

■ **Moins d'agilité:** Les écoles publiques sont soumises à des procédures administratives longues qui parfois peuvent être handicapantes. Les achats de produits et services doivent, par exemple, passer par des marchés publics, ce qui prend beaucoup de temps. Pareil pour les recrutements des enseignants qui doivent respecter plusieurs procédures. Même pour les échanges d'étudiants et la signature de partenariats, les procédures allongent les délais. « Dans un monde VUCA (volatilité, incertitude, complexité et ambiguïté) nous avons absolument besoin d'agilité et de réactivité », insiste Nada Biaz.

■ **Moins d'ouverture sur l'international:** En matière de partenariats à l'international et de doubles diplômes, le privé semble plus agressif. Cela dit, les écoles publiques aussi redoublent d'efforts ces dernières années pour améliorer leur ouverture sur des partenaires internationaux, et proposer des doubles diplômes à leurs étudiants. Elles ont aussi pris conscience de la nécessité de se positionner sur la promotion de l'esprit entrepreneurial de leurs jeunes, et de travailler sur leur développement personnel, à travers des programmes dédiés. « Nous insistons aussi sur les activités para-universitaires et associatives, afin de renforcer les soft skills de nos étudiants. Les business schools publiques, bien qu'elles possèdent des avantages naturels, essaient toujours d'être à la page », partage Abdelmajid Ibenrissoul. □

ENCG: 5.710 places ouvertes en 1re année en 2023

Villes	Places disponibles
Agadir	630
Tanger	630
Settat	630
Casablanca	630
Kénitra	530
Marrakech	440
Fès	450
Oujda	420
El Jadida	380
Dakhla	320
Béni Mellal	400
Meknès	250
Total	5.710

Source: MES

challengées par les privées



Les atouts du privé

■ Un accès plus facile et des standards tirés vers le haut

La moyenne au bac n'est pas réellement un problème pour l'accès au privé. La sélection s'opère sur dossier. L'offre s'est aussi beaucoup développée et diversifiée ces dernières années, avec des établissements marocains de grande qualité, et aussi des enseignes étrangères, notamment françaises. Certaines écoles marocaines ont intégré de prestigieux rankings, à l'instar de Rabat Business School (RBS) qui a fait partie du top 100 des meilleurs business schools au monde en 2022, catégorie Master in Management,



■ Des diplômes équivalents

Depuis 2015, les écoles et universités privées peuvent candidater pour obtenir la reconnaissance de l'Etat, et ainsi délivrer des diplômes équivalents. Cependant, jusqu'à aujourd'hui, seule une trentaine a pu remplir les critères imposés et obtenir le label.



■ **Une multitude de partenariats et de doubles diplômes:** «L'agilité du privé, nous la voyons aussi à travers sa capacité à s'internationaliser, à s'ouvrir à d'autres pays, à offrir des échanges à l'étranger, c'est une richesse extraordinaire qui produit un impact fort sur l'apprenant et permet le transformer», souligne Thami Ghorfi. Son école compte à ce jour 130 dans le monde. RBS, pour sa part, dispose de 154 partenaires internationaux, et propose une dizaine de doubles diplômes. □

selon le Financial Times. D'autres ont pu décrocher des accréditations internationales de référence, telles que l'AACSB, obtenu par l'ESCA Ecole de Management (et aussi RBS), qui les ont placées dans les radars internationaux. Ces écoles sont payantes, mais elles proposent des bourses de mérite pour les plus brillants.

■ **De la souplesse:** Contrairement aux établissements publics, les écoles privées ne sont pas obligées de passer par des procédures compliquées. «Parmi les points fort du privé, l'agilité, dans la décision, le déploiement

des stratégies, la capacité de recrutement des enseignants dans des délais très courts...» partage Thami Ghorfi. Les opérateurs privés peuvent recruter même des profs étrangers, chose encore impossible dans le public, et offrir plus de diversité culturelle à leurs étudiants. «A Rabat Business School, quand nous signons avec des partenaires internationaux publics, le processus peut prendre jusqu'à deux ans! Avec des privés cela ne prend que quelques semaines», illustre Olivier Aptel, DG.

✖ Ses inconvénients

■ **Le coût:** La qualité a un coût. Les meilleures écoles de commerce et de management privées ne sont pas accessibles pour tous. Les tarifs du cycle licence, par exemple, varient entre 75.000 DH et 80.000 DH par an (frais d'inscription compris). Elles proposent des bourses de mérite, mais au nombre limité.

■ **Des bacheliers moins bien classés:** Les bacheliers les mieux classés s'orientent d'abord vers les prépas et les grandes écoles de commerce et d'ingénierie. Ceux qui ne réussissent pas à trouver une place dans ces établissements se dirigent vers le privé, partent à l'étranger, ou encore vers la formation professionnelle, ou en dernier choix, vers les facs à accès ouvert. Les écoles privées en ont conscience, et c'est la raison pour laquelle elles misent, en tout cas les plus performantes d'entre elles, le tout pour le tout sur la «transformation» de leurs étudiants.

■ **Peu d'écoles reconnues par l'Etat:** Jusqu'en 2022, seulement 34 enseignes (dont 24 écoles et 10 universités) ont pu obtenir la reconnaissance de l'Etat, et donc proposer des diplômes équivalents. □

Ahlam NAZIH



Thami Ghorfi,
président de l'Esca Ecole
de Management

«Nous devons nous poser collectivement la question: existe-t-il encore réellement une frontière en termes d'impact et de qualité entre privé et public? Personnellement, je ne le crois pas. La frontière est entre une institution de qualité qui transforme ses étudiants, et une deuxième qui se cherche encore»



Olivier Aptel,
DG de Rabat Business
School

«Dans le privé, les institutions sont très connectées au marché et ont une capacité à ouvrir des formations de façon plus agile. Comme les études sont payantes, les opérateurs déploient beaucoup d'efforts pour afficher des éléments de différenciation: accréditations, rankings, doubles diplômes, insertion professionnelle...»



Nada Biaz,
DG du groupe
Iscae

«Historiquement, l'idée de business school a été introduite au Maroc à travers l'Iscae, en 1971. L'école a été créée comme un moteur d'ascension sociale, destiné à former les futurs leaders, quelle que soit leur appartenance sociale ou leur genre. Nous avons un rôle de locomotive et un leadership que nous essayons de préserver, car c'est notre mission»



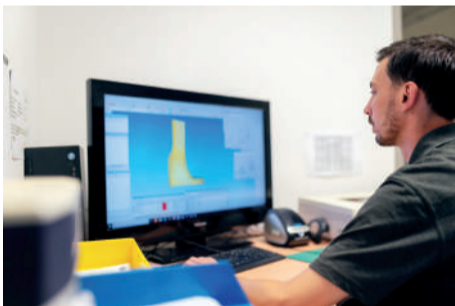
Abdelmajid Ibenrissoul,
enseignant-chercheur
à l'ENCG Casablanca

«Il faut casser cette image selon laquelle nous avons d'un côté le public et de l'autre le privé. Nous avons un enseignement supérieur qui doit être de qualité, qu'il soit public ou privé, capable de livrer des lauréats de haut niveau»

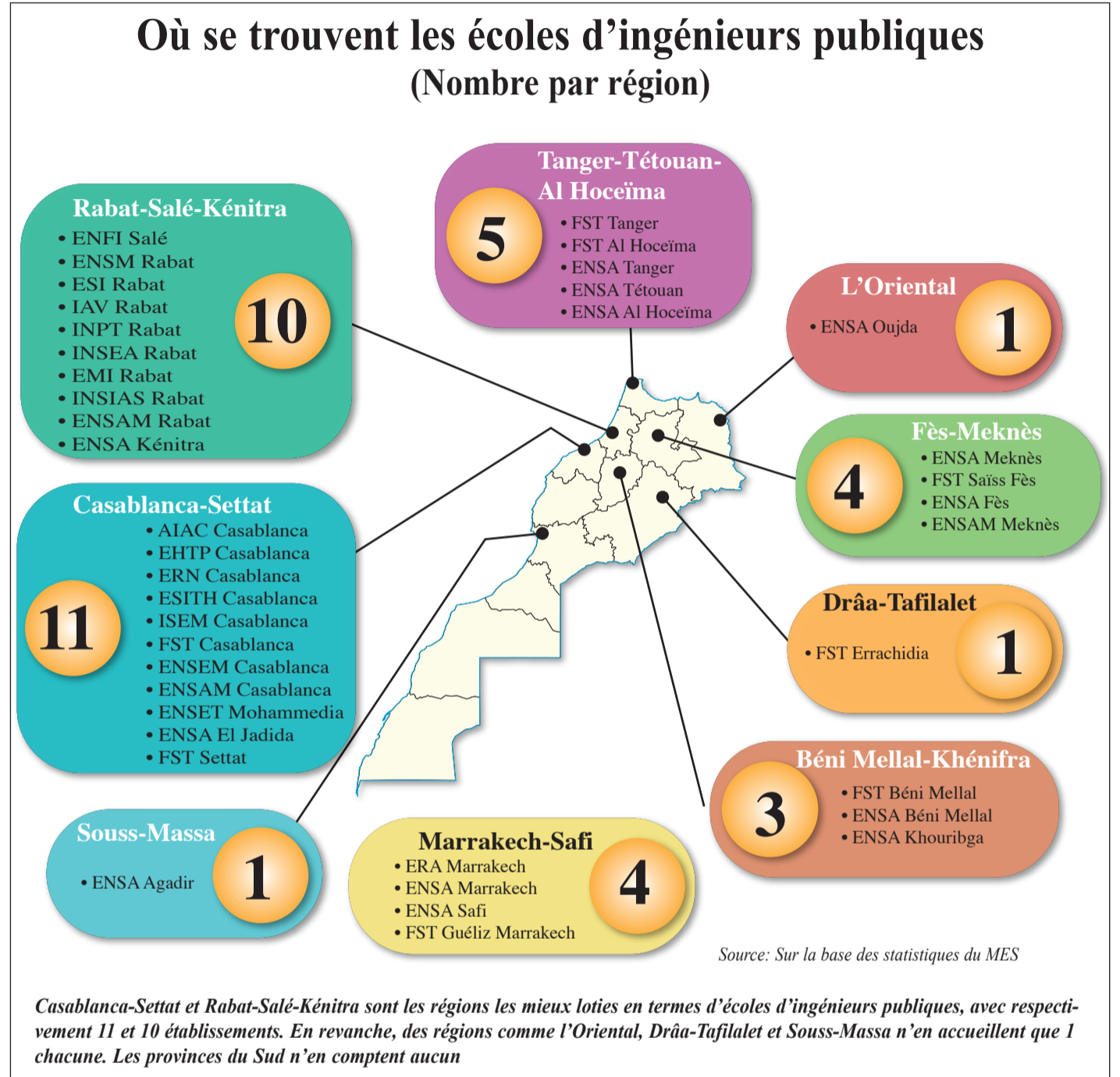
Grandes écoles classiques, ENSA, Ensam, FST...

Vous rêvez de devenir ingénieur mais vous ne savez pas quelle école choisir? Au Maroc, plusieurs types d'établissements proposent des parcours ingénieur. A côté des grandes écoles historiques, comme l'EMI, l'INPT, l'EHTP, l'Ensam, l'Insea..., d'autres ont fait leur apparition dans les années 90, telles que l'Ensam et l'ENSA, ensuite développées en réseaux couvrant plusieurs villes. A ces deux modèles s'ajoutent les facultés des sciences et techniques (FST), également nées à partir des années 90, avec des cycles licence, master, ingénieur et doctorat. Il existe aussi des écoles comme l'Ensiat, créée en 1992, entièrement dédiée à l'informatique et l'analyse des systèmes. Quelle est la différence entre ces établissements publics tous positionnés sur l'ingénierie?

■ Le même programme



Pour former des ingénieurs, toutes les écoles et FST se basent sur le même cahier de normes pédagogiques. Les programmes sont ainsi identiques. La différence, c'est d'abord au niveau de l'histoire, de l'expertise cumulée au fil du temps



et de l'image de marque sur le marché qu'il faut chercher. Et sur ces aspects, les grandes écoles clas-

siques remportent la partie. L'EMI, par exemple, première école d'ingénieurs à voir le jour au Maroc, fon-

dée en 1959 par SM le Roi Mohammed V, possède une longue histoire. L'école, la seule à adopter un régime

Les ingrédients à vérifier avant de postuler

CHOISIR son école peut être difficile. Certains éléments doivent être mis sur la balance. «D'abord, il faut déterminer le domaine d'ingénierie qui vous intéresse, et cibler ensuite les écoles proposant la filière souhaitée», recommande Ahmed Mouchtachi, directeur par intérim de l'Ensam Casablanca. «Il est aussi utile de visiter le campus pour avoir une idée sur l'environnement d'apprentissage, les laboratoires installés, les équipements, la culture de l'école, la vie étudiante... Et pourquoi pas rencontrer des profs et étudiants. L'association des alumni peut aussi être une source d'information», ajoute-t-il. Son établissement organise des journées portes ouvertes pour les bacheliers, ainsi que des rencontres avec des centaines de lycéens. Le directeur de l'Ensam insiste également sur la réputation de l'école, puisqu'elle peut influencer l'employabilité future du lauréat. Tous ces ingrédients sont importants à vérifier, en plus des opportunités de mobilité à l'international et de doubles diplômes. A l'Ensam Casablanca, chaque année une soixantaine d'étudiants est envoyée en échange à l'inter-



national, avec une possibilité de double diplôme (2 titres ingénieurs, ou bien un titre ingénieur et un master). □

Comment choisir son parcours ingénieur

paramilitaire, a livré les premières générations d'ingénieurs marocains. Au fil des décennies, elle a pu se construire une image prestigieuse, jusque-là inébranlable. Cela est dû, entre autres, à un corps enseignant constitué majoritairement d'ingénieurs docteurs, formés au Maroc et à l'international. Grâce à cette image, les ingénieurs de l'EMI ont toujours une aura particulière.

«Les enseignants sont le premier point fort des écoles comme l'EMI. Nous avons eu toute une génération de profs recrutés durant les années 80, formés partout dans le monde, qui ont livré une quarantaine de promotions. Eux-mêmes diplômés en ingénierie, ils ont pu transmettre l'esprit ingénieur», relève Larbi Abidi, ancien directeur de l'EMI. Ceux-là même sont, malheureusement, aujourd'hui en bonne partie à la retraite. «Ces écoles jouissent également d'une longue expérience et de pratiques de travail bien rodées. Le résultat se voit sur le marché. Nos lauréats arrivent à occuper plus facilement des postes de décision et à obtenir des salaires meilleurs», ajoute Abidi.

■ Mais pas le même input

Généralement, les meilleurs des meilleurs bacheliers s'orientent vers les prépas, dans l'espoir de postuler ensuite pour les grandes écoles étrangères, notamment françaises. Ceux qui ne réussissent pas à décrocher une place à l'étranger choisissent d'abord les grandes écoles

historiques. A défaut, ils se dirigent vers les écoles plus récentes et, en dernier lieu, vers le cycle ingénieur des FST. Et si dans le public ça ne marche pas, la seule option qui reste est celle du privé. Plusieurs écoles



d'ingénieurs payantes proposent désormais des parcours ingénieurs reconnus par l'Etat, avec à la clé un diplôme équivalent.

Les grandes écoles classiques ont donc toujours l'avantage de cap-

ter des profils parmi la crème des bacheliers, ce qui contribue à alimenter leur image, et à doper leurs résultats en termes de taux de réussite, d'insertion professionnelle et de premier salaire des lauréats.

■ Et côté qualité?

Côté image, les autres types d'établissements ne relèvent pas du même standing. Ils n'intègrent pas non plus la même catégorie d'étudiants, mais peut-on pour autant avancer qu'ils sont de moindre qualité? Pas vraiment, ils possèdent même quelques particularités permettant de les distinguer. Les ENSA et les Ensam, par exemple, contrairement aux écoles historiques, recrutent leurs étudiants à partir du bac (avec un accès pour les bac+2 à la 1^e année du cycle ingénieur).

Elles organisent leurs propres concours.

«Comme nous avons des classes prépas intégrées, nos élèves ingénieurs sont pris en charge de la 1^e à la 5^e année. Nous avons le temps de former des profils complets, avec des compétences disciplinaires et digital et soft skills», témoigne Abdelwahed Hajjaji, directeur de l'ENSA d'El Jadida. Son école livre entre 120 et 130 lauréats par an, pour près de 1.100 étudiants. Dès la première année à l'école, les étudiants des ENSA sont formés en soft skills, alors que ceux qui passent d'abord par les prépas reçoivent un programme plus axé sur les mathématiques et la physique. Les ENSA et les Ensam ont pratiquement le même modèle. «A l'origine, les ENSA devaient être dédiées aux sciences appliquées, tandis que les Ensam devaient s'orienter vers les filières mécaniques. Aujourd'hui, elles proposent pratiquement les mêmes spécialités», précise Hajjaji.

Les FST sont les moins favorisées en termes d'input. Elles recrutent leurs étudiants du bas du classement du Concours national commun. En parallèle, elles ouvrent une voie d'accès, sur concours, pour les bac+2 d'autres établissements (EST, facs de sciences et polydisciplinaires). Sauf que le taux de réussite n'est pas très important, en raison des lacunes des candidats en mathématiques.

«Les FST souffrent d'une méconnaissance de leur modèle. Leur image FST n'est pas très bien vendue. En revanche, et c'est une réalité, toutes les entreprises partenaires sont très satisfaites de la prestation des ingénieurs FST», souligne Mustapha Lkhider, ex-doyen de la FST de Mohammedia. «Ils s'adaptent très rapidement et ont un bagage scientifique et technique intéressant. C'est surtout leur capacité d'adaptation qui leur procure une bonne image et les aide à bien réussir dans leur métier», poursuit-il. En définitive, si le cahier des charges est le même pour tous les établissements, quelques éléments peuvent faire la différence: la notoriété de l'école, le niveau de ses recrues, mais aussi son mode de management, ses connexions avec le monde industriel et son ouverture sur l'international. □

Ahlam NAZIH

Le pouvoir de l'image de marque

POSITIONNÉES plus tôt sur la courbe d'apprentissage, les écoles historiques des ingénieurs ont un modèle éprouvé. Elles bénéficient aussi d'une forte image. Mais ce «branding», elles ne le doivent pas uniquement à la qualité de leur formation. Les lauréats accédant à des postes de décision ont souvent tendance à embaucher parmi les alumni de leur école. «A l'OCP, par exemple, une bonne partie de dirigeants est issue de l'EMI. Leur référence est donc l'EMI», souligne Abdelwahed Hajjaji. «Cependant, lorsque des multinationales s'installent au Maroc, elles recrutent surtout des ENSA et des Ensam. Et c'est sur la base de la compétence que ces entreprises procèdent à la sélection, et pas en fonction du nom de l'école», poursuit-il.

En l'absence d'un classement des écoles d'ingénieurs marocaines, le choix s'opère souvent sur la base de la notoriété. □

Ce qui nous distingue...

Ahmed Mouchtachi,
directeur par intérim de l'Ensam Casablanca:

«Il ne devrait normalement pas y avoir de différence entre les parcours ingénieurs. Tous sont censés produire des ingénieurs de qualité. Pour notre part, nous recrutons parmi les meilleurs bacheliers, et nous avons des filières actualisées, répondant aux besoins du marché de l'emploi et des exigences de l'industrie 4.0»

Mly Larbi Abidi,
ex-directeur de l'EMI:

«Les grandes écoles classiques cumulent une longue expérience. Elles ont des pratiques de travail bien rodées. Le résultat se voit sur le marché. Nos lauréats arrivent à occuper des postes de décision et à obtenir des salaires meilleurs»

Mustapha Lkhider,
ex-doyen de la FST de Mohammedia:

«Les FST ont le même cahier de normes pédagogiques et les mêmes exigences que les autres parcours ingénieurs, mais elles souffrent d'un problème d'image. L'ingénieur FST n'est pas très connu. Cela dit, sur le terrain les entreprises en ont une très bonne appréciation»

Abdelwahed Hajjaji,
directeur de l'Ensa d'El Jadida:

«Les Ensa proposent une excellente formule. Grâce aux prépas intégrées, elles accompagnent leurs étudiants de la 1^{re} à la 5^e année, pour produire un profil d'ingénieur complet»

Sortir gagnant de «la fac»,

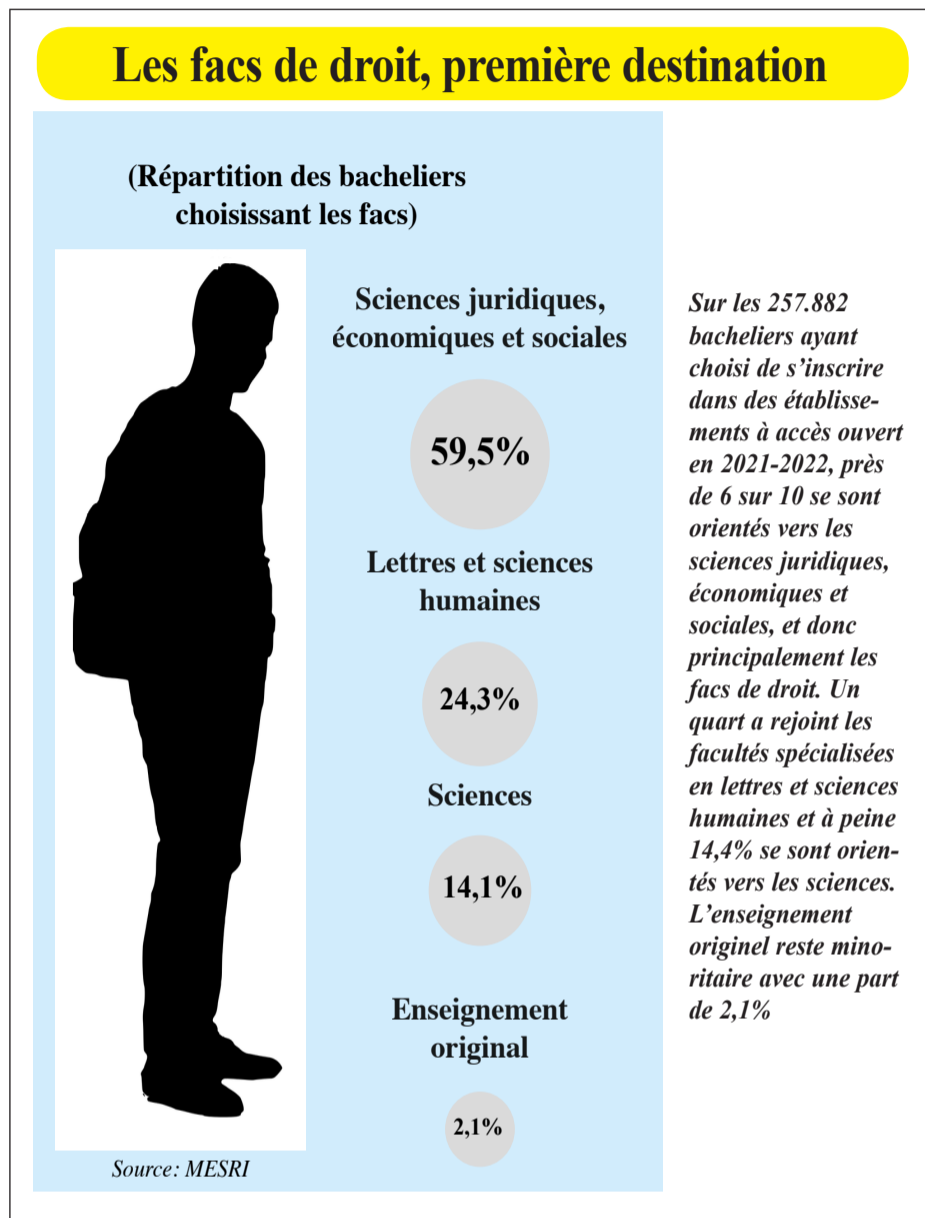
■ Un environnement d'apprentissage plus difficile

■ Mais de précieuses compétences à la sortie

■ S'investir dès la 1^{re} année pour décrocher une place dans un parcours d'excellence

«LA fac» n'est certainement pas une destination de premier choix pour les bacheliers. La moitié de ceux qui s'y inscrivent la quittent sans aucun diplôme. Parmi les étudiants qui s'y accrochent, rares sont ceux qui arrivent à boucler leur cursus sans redoubler. A la sortie, près du quart des lauréats se retrouvent au chômage. Passer par la fac, c'est un combat au quotidien. Surtout la première année où l'on se retrouve noyé dans la masse, sans repères, sans réel encadrement. Mais l'on peut parfaitement en sortir gagnant.

Des facultés à accès ouvert, il y en a plusieurs: Sciences juridiques, économiques et sociales (FSJES), communément appelées facs de droit, lettres et sciences humaines (FLSH), sciences, charia, et puis celles qui ont fait leur apparition plus récemment, comme les poly-



plus de bacheliers. Près de six sur dix de ceux qui s'orientent vers les facultés à accès ouvert s'y inscrivent. D'ailleurs, elles gèrent actuellement des effectifs pléthoriques. Certaines, conçues pour en recevoir 10.000 en accueillent plus de 30.000. Le record est détenu par celle d'Agadir, avec presque 43.000 étudiants, suivie de celles de Marrakech (plus de 39.000) et de Tanger (plus de 37.800). Cela dit, même dans ce genre d'établissements, il est possible de bénéficier de filières d'excellence.

Les gradins des amphis étant en sureffectif, difficile d'offrir des cursus de qualité en licence fondamentale (LF). Les facultés jouent ainsi sur les licences professionnelles (LP) et les masters pour proposer des formations d'excellence. Mais avec des places limitées, elles sont accessibles sur concours pour une minorité d'étudiants.

Avec la réforme de la licence, prévue pour septembre prochain, il n'y aura plus de LF et de LP. Il n'y aura plus qu'une seule licence, avec un tronc commun de deux ans et une troisième année de spécialisation. Des instituts d'excellence seront également créés au sein des facs. Ils seront accessibles après un bac+2 pour les meilleurs (voir pages 8 à 11). □

disciplinaires, les facs d'économie, arts et sciences humaines. Les facs de droit sont celles qui attirent le

■ Fac de droit: «Des filières rivalisent avec celles de l'Iscae et des ENCG»

DES épreuves naissent parfois des opportunités. Il est certes difficile de faire ses études à la fac, mais cela permet aussi de sortir avec des qualités, selon Abdellatif Komat, doyen de la faculté de droit de Casablanca Aïn Chock. «Passer par la faculté vous responsabilise davantage, vous apprend à vous auto-former et vous pousse à l'effort personnel. Cela vous permet en outre d'acquérir des qualités essentielles en milieu professionnel, comme l'autonomie, la résilience, la prise d'initiative et la capacité d'adaptation et d'évolution dans un contexte relativement difficile», souligne-t-il.

A partir de la licence, il est possible de postuler pour des filières d'excellence en master. «Le plus intéressant est de sortir de la fac avec un master. Comme les places sont limitées dans ce cycle, il faut donc exceller



Abdellatif Komat, doyen de la FSJES Aïn Chock de Casablanca (Ph. AKO)

en licence pour maximiser ses chances d'être pris. Il est important d'en prendre conscience dès la première année», conseille le doyen. En effet, parmi les licenciés de la faculté de Casablanca, entre 13 et 14% seulement décrochent une place en master, d'où la nécessité de se classer parmi les meilleurs en licence.

Dans cette faculté, il existe plusieurs parcours d'excellence, et «certains rivalisent avec ceux de l'ISCAE et des ENCG», notamment au niveau du master (voir tableau). Les lauréats sont souvent débauchés avant même de présenter leur projet de fin d'études, assure Komat. □

Des spécialités qui cartonnent auprès des recruteurs	
Licence professionnelle	Master
■ Gestion comptable et financière	■ Marketing
■ Comptabilité, finance, audit	■ Contrôle, comptabilité et audit (CCA)
	■ Accompagnement entrepreneurial

Source: FSJES Aïn Chock

mode d'emploi

■ Fac de lettres: D'abord une mise à niveau linguistique

«**L**ES excellents sont une minorité partout dans le monde et dans tous les domaines, il faut reconnaître cette particularité de l'être humain. Il faudrait donc que l'on ouvre des filières d'excellence, mais à partir du DEUG, ou même du master. Avant cette étape, il est plus judicieux de se concentrer sur la mise à niveau des étudiants», estime Jamal Eddine El Hani, doyen de la faculté des lettres de Rabat. C'est justement dans ce sens qu'est formulée la nouvelle réforme en préparation pour la rentrée. «Avec les nouvelles technologies, aucune profession n'est sûre aujourd'hui. Nous devons réfléchir à une nouvelle pédagogie, pour former des profils transversaux capables de s'adapter. Actuellement nous formons avec des méthodes anciennes des étudiants pour un temps révolu», insiste El Hani.



Jamal Eddine El Hani,
doyen de la FLSH de Rabat
(Ph. Bziouat)

Dans les facs de lettres, la mise à niveau à opérer est d'abord d'ordre linguistique, les nouveaux bacheliers étant de moins en moins performants en langues étrangères. «Les options de langues au lycée ont malheureusement été abandonnées. Il faut revenir à ce modèle», pense le doyen. A cause de leurs lacunes en langue française, beaucoup de bacheliers scientifiques s'orientent vers les facs de lettres par défaut. A la fac de Rabat, 30% des étudiants ont un bac scientifique.

Pour El Hani, toutes les filières de master sont des parcours d'excellence, à partir du moment où elles sélectionnent 25 à 40 étudiants sur 2.000, voire 3.000 candidats. Dans sa faculté, plusieurs filières de master se distinguent: automatisation du langage (en partenariat avec l'EMI), handicap, Maroc-Amérique latine et défis du 21e siècle, art et littérature en Afrique... Il y a un an, un nouveau master a été ouvert en partenariat avec le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), autour de la religion, la culture et la migration. L'objectif est de former des formateurs à même de diffuser la vision marocaine de l'Islam, fondée sur la fraternité, tolérance, le vivre-ensemble... à l'étranger. Le modèle de formation est unique. Les séances en présentiel avec les étudiants marocains (des licenciés de divers horizons sélectionnés par voie de concours) sont en parallèle diffusées en ligne au profit d'étudiants de 11 pays, dont l'Espagne, la France, les Etats-Unis, le Canada, l'Italie, les Emirats arabes unis, ainsi que des pays d'Afrique subsaharienne. □

Les licences les plus demandées par les bacheliers à Rabat

Anglais
Psychologie
Etudes islamiques
Arabe

Source: FLSHR

■ Fac des sciences: Des passerelles vers l'ingénierie et la pharmacie

AVEC la réforme de la licence, les facultés vont transformer leurs licences professionnelles en parcours d'excellence, accessibles après un tronc commun de deux ans. «Nous y procéderons selon la vision et la politique de notre université», précise Omar Saddiqi, doyen par intérim de la faculté des sciences Aïn Chock de Casablanca. Son établissement compte plusieurs licences en lien avec les besoins du monde socioéconomique (voir tableau). Certaines sont co-développées avec des professionnels, comme cette licence en analyses biomédicales, avec une formation alternée entre pratique dans les laboratoires d'analyses et cours académiques à la fac. En master aussi, l'offre couvre les besoins des secteurs stratégiques (énergies renouvelables, automobile, aéronautique...)



Omar Saddiqi, doyen par intérim de la faculté des sciences Aïn Chock de Casablanca (Ph. OS)

Les facultés des sciences ouvrent, par ailleurs, la voie aux études de pharmacie. «20 à 30% des candidats pris dans les concours de pharmacie ont des Deug en biologie des facultés des sciences», relève Omar Saddiqi. «Après le Deug nos étudiants peuvent aussi postuler pour les grandes écoles d'ingénieurs. Les deux ans qu'ils passent chez nous font office de prépas», poursuit-il. □

Des parcours d'excellence

Licence	Master
Génie agroalimentaire	Ingénierie mécanique
Gestion de l'eau et des déchets	Modélisation et simulation en mécanique
Bio-analyses médicales	Génie logistique
	Gestion et valorisation des bioressources
	Systèmes d'information géographique
	Big Data et Cloud Computing

Source: FSAC

Ces «jeunes vieux» qui reprennent le chemin des amphes

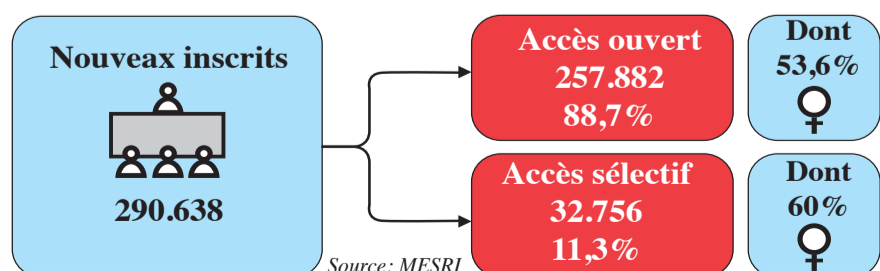
Places limitées dans les établissements à accès sélectif

CHAQUE année, l'essentiel des bacheliers qui se dirigent vers les universités publiques est absorbé par les établissements à accès ouvert (facultés de droit, lettres, sciences...) En 2021-2022, près de 89% des flux s'y sont inscrits, contre seulement 11% pour les écoles et facultés à accès sélectif (grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, facs de médecine, FST...), où le nombre de places demeure limité. Les filles sont majoritaires avec une part globale de 54,3%. Elles sont beaucoup plus nombreuses à intégrer l'accès sélectif. Leur part y est de 60%. Dans l'accès ouvert aussi elles dominent à hauteur de 53,6%. □

REPRENDRE les études à la fac semble être à la mode auprès des retraités. «Avant, c'était un phénomène sporadique, aujourd'hui nous en avons de plus en plus chaque année», témoigne le doyen de la faculté des lettres de Rabat, Jamal Eddine El Hani. Ces «jeunes vieux» s'inscrivent en philosophie, psychologie, sociologie, anglais, études islamiques... Leur carrière professionnelle derrière eux, ils choisissent de se former dans les branches des sciences humaines qui les passionnent. «Les sciences humaines prendront davantage d'importance dans un monde envahi par l'intelligence artificielle. J'espère que nous nous rendrons compte rapidement que nous en avons besoin dans toutes les formations, dans les écoles d'ingénieurs, les facs de sciences, de médecine... Car tout ce que nous entreprenons est fait pour l'être humain. Il est important de redonner aux sciences humaines la place qu'elles méritent», argue El Hani. Autre tendance dans les facs de lettres, celle des enseignants d'autres facultés et de fonctionnaires qui s'y orientent pour se former en langues étrangères, et surtout en anglais. □



Ahlam NAZIH



ChatGPT vu par des

Un intrus a débarqué ces derniers mois dans les écoles et universités, ChatGPT. Cet assistant virtuel proposant une multitude de services (synthèses de documents, rédaction de contenus, traductions, résolution d'équations mathématiques...) vient bousculer le monde académique. Certaines écoles, en ont même interdit l'usage. Les étudiants, eux, l'ont tout de suite adopté. S'agit-il d'une menace ou plutôt d'une opportunité? La réponse des spécialistes du monde universitaire et de l'IT, dont le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui, qui rêve d'une université 4.0 au Maroc.



Par Abdellatif Miraoui,
ministre de l'Enseignement supérieur

L'interdiction n'a jamais été une solution!

CES dernières années, nous vivons des changements technologiques ultra rapides. Et ce n'est pas fini, nous n'en sommes qu'au début! Nous aurons aussi l'informatique quantique qui va bousculer tout ce que nous connaissons. Pour moi, ChatGPT est en train de vulgariser l'Intelligence artificielle (IA). C'est une sorte de cas pratique. Nous pouvons continuer à l'ignorer, à trouver des moyens de freiner son utilisation, de contrôler les étudiants... Mais je ne pense pas que ce soit la bonne démarche. Il

faudrait saisir les nouvelles opportunités qui arrivent pour prendre le bon tournant. C'est comme cela que des pays se sont développés. L'humain ne sera jamais remplacé. Durant les cours, le professeur devrait continuer à être expert, animateur, coach, mais tout en adressant son contenu différemment. Le système universitaire n'a d'autre choix que de s'adapter. L'interdiction n'a jamais été une solution. Il faudrait éduquer et former les jeunes pour qu'ils puissent utiliser toutes ces nouveautés de manière intelligente et en tirer profit. □

L'UEMF introduira ChatGPT à tous ses cours!



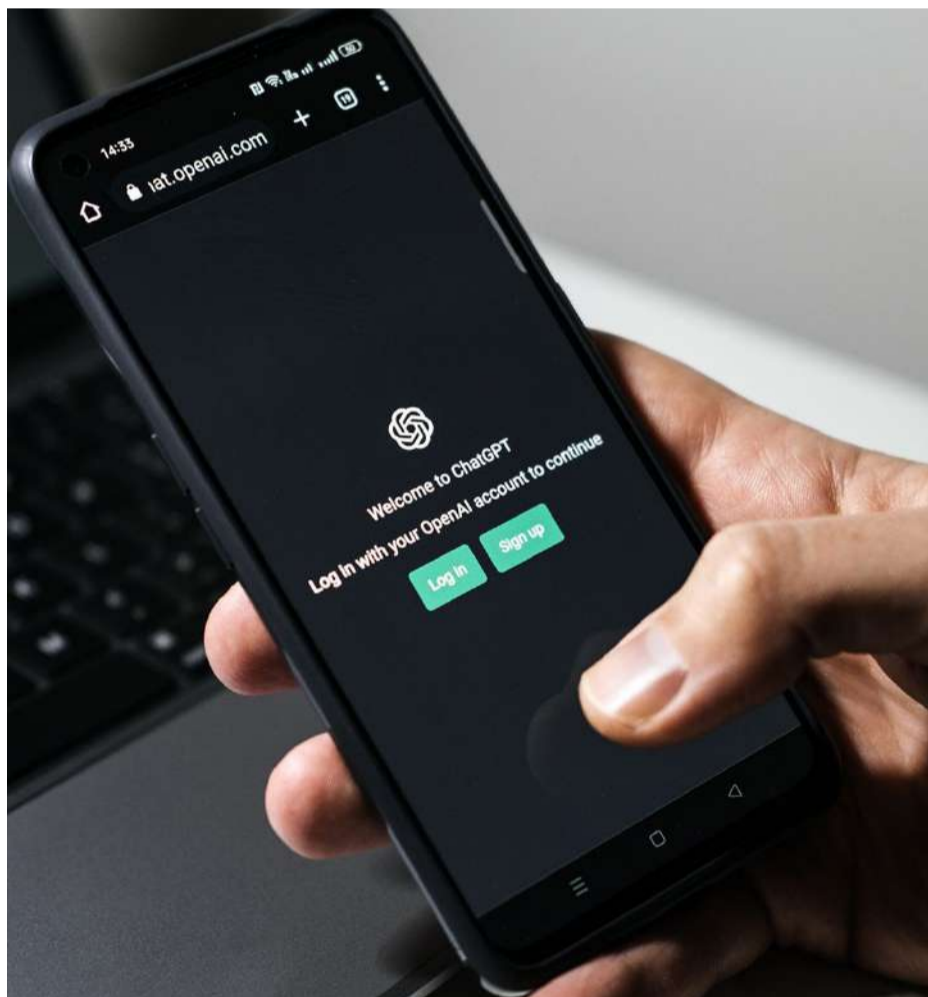
Par Mostapha Bousmina,
président de l'Université Euromed de Fès

EN ce moment, il existe de nombreux bouleversements, que ce soit en matière de gouvernance mondiale, de géostratégie, de système monétaire... Tout se remet en question. Mais il demeure un domaine où l'on continue à fonctionner comme il y a plusieurs siècles, l'enseignement. Vous avez d'un côté un prof émetteur d'informations, et de l'autre, des étudiants récepteurs. Le jour de l'exa-

men, ils sont convoqués pour restituer ce qu'ils ont absorbé.

«Problem Formulating»

A l'UEMF, nous sommes en train d'opérer des changements majeurs, à travers la pédagogie inversée, le travail par projets et l'approche par compétences. Et à l'inverse de certaines universités du monde francophone, nous autoriserons ChatGPT et autres IA, et nous inversons le paradigme de l'apprentissage. Au lieu qu'il soit basé sur la recherche de la solution, ou «Problem Solving», et la résolution d'équations, nous apprenons aux étudiants à comprendre une problématique de manière holistique et à la formuler de manière pertinente, sous forme d'un ensemble de questions. C'est ce que j'appellerais «Problem Formulating». Car dans la vie réelle, le lauréat aura à sa disposition tous les



documents et toutes les technologies qu'il doit savoir utiliser à bon escient.

Poser les bonnes questions

Le grand Einstein est parvenu à des avancées révolutionnaires en physique, car il a su se poser les bonnes questions. Pareil pour Newton, Galilée et les jeunes du début du XXe siècle qui ont élaboré la physique quantique. L'interdiction des technologies de l'IA comme ChatGPT me rappelle l'époque où on interdisait les calculatrices scientifiques. Nous lançons donc une expérience dont

nous évaluerons par la suite la pertinence. Cette IA sera autorisée dans tous les cours. Certains clament que ChatGpt va abrutir les étudiants! Certes, c'est un débat à mener, mais personnellement je pense le contraire. Il faudrait savoir comment utiliser ces nouvelles technologies. Cette IA ne va pas disparaître, c'est tout le contraire, elle se développera et investira de plus en plus tous les secteurs de l'activité humaine. Nous devons trouver la meilleure façon d'en bénéficier. Nous sommes face à une révolution et une rupture. Ceux qui ne prendront pas le train en marche à temps seront à coup sûr dépassés. □

Besoin d'une stratégie nationale de l'IA

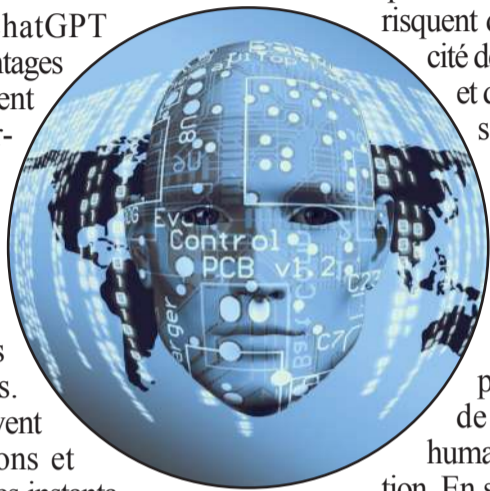
A chaque nouvelle évolution ou révolution technologique, nous avons des craintes. Ce fut le cas avec la biotechnologie, la génétique, les nanotechnologies, la robotique, la téléphonie, l'internet... Ces peurs sont légitimes, mais il ne faut pas qu'elles freinent le développement du progrès scientifique et technologique. Qu'il s'agisse de la cybersécurité, l'industrie, les services, la défense ou encore le secteur médical, notre pays a besoin de l'IA. Nous devons disposer d'une stratégie nationale pour ce domaine hautement stratégique. Pour notre part, nous avons créé depuis plusieurs années la seule école d'ingénieurs de l'espace euroméditerranéen et africain, qui est complètement dédiée à l'IA, sous ses différentes facettes et avec ses multiples applications. □

pédagogues et experts IT

Ce qu'en pense ChatGPT himself (Open AI)

CHATGPT peut être à la fois une chance et une menace pour l'enseignement supérieur, selon la façon dont il est utilisé.

D'un côté, ChatGPT peut offrir des avantages pour l'enseignement supérieur en fournissant un accès à des connaissances et des informations plus rapides et plus précises pour les étudiants et les enseignants. Les étudiants peuvent poser des questions et obtenir des réponses instantanées à partir d'un système d'IA comme ChatGPT, ce qui peut leur permettre d'améliorer leur compréhension des sujets qu'ils étudient. D'un autre côté, si ChatGPT est utilisé de manière inappropriée, il pourrait représenter



une menace pour l'enseignement supérieur. Par exemple, si les étudiants dépendent trop de ChatGPT pour trouver des réponses à leurs questions, ils risquent de perdre la capacité de réflexion critique et d'analyse. De plus, si les enseignants commencent à utiliser ChatGPT pour évaluer les travaux des étudiants, cela pourrait conduire à une perte de la valeur de l'apprentissage humain et de l'évaluation. En somme, ChatGPT est un outil potentiellement utile pour l'enseignement supérieur, mais il est important de l'utiliser judicieusement afin d'en tirer le meilleur parti et d'éviter tout impact négatif sur l'apprentissage des étudiants» □

L'apprentissage personnalisé pour tous

CHATGPT fascine certes le grand public. En répondant aux questions, en donnant un feedback sur une production textuelle ou en la résumant, et en créant du texte ou du code informatique à la demande, ChatGPT est, en effet, un formidable assistant virtuel. Et il n'est qu'à ses débuts!

De telles prouesses technologiques en matière de Chatbots nous mettent davantage sur la voie de l'apprentissage personnalisé pour tous, promis par l'IA. Elles pourraient aussi démocratiser l'accès au tutorat et au soutien psychologique individualisés, dont nos jeunes ont de plus en plus besoin.

Bientôt un critère de recrutement!

De plus, comme les entreprises sont amenées à adopter l'IA pour rester compétitives, l'université devrait former les étudiants à l'utilisation d'outils comme ChatGPT. La littératie en IA sera, en effet, dans un futur proche un critère de recrutement incontournable. Par ailleurs, dire que ChatGPT facilite la triche reviendrait à ignorer les moyens auxquels ont déjà recours certains étu-



Par Mounir Ghogho, directeur du Laboratoire de recherche ICT (TICLab) de l'UIR, doyen de son Collège des études doctorales

dants essentiellement dans le monde anglo-saxon, faisant appel aux services payants sur internet, proposés par des diplômés qualifiés dans des pays comme l'Inde (rédaction de dissertation, recherche,...). Ce problème peut être traité par l'université si elle innove dans ses dispositifs d'évaluation.

Ce qui serait important à retenir c'est surtout l'opportunité offerte par ChatGPT, s'il est bien utilisé, pour mieux apprendre, développer une passion pour un domaine chez les étudiants ou pour être plus productif dans le monde du travail. □

Google, un bibliothécaire, ChatGPT, un génie

INTERNET contient quasiment toute l'information du monde. Mais comment y trouver ce que l'on cherche? Google, quand vous lui posez une question, utilise son algorithme PageRank pour vous proposer une liste classée de pages web qui contiennent les mots-clés de votre question. Les pages sont classées par «popularité»: Les plus référencées par d'autres pages arrivent en premier. Une fois que vous avez la liste, vous devez faire votre travail de synthèse. ChatGPT va plus loin. Beaucoup plus loin. Il fait la synthèse pour vous. Il vous construit un texte en utilisant ce qu'il trouve dans ces pages web.

À la Bibliothèque d'Alexandrie

Pour comprendre la différence, imaginez-vous à la Bibliothèque d'Alexandrie deux siècles avant notre ère. Vous cherchez des livres pour comprendre la signification de certains mots. Google serait un bibliothécaire qui vous orienterait vers les livres les plus populaires contenant ces mots. ChatGPT serait une sorte de génie qui sortirait de la lampe du bibliothécaire et qui aurait appris par cœur tous les livres, mais sans les comprendre. Le génie pourrait vous réciter des paragraphes contenant les mots que vous cherchez en assemblant des phrases dont il se souvient. Cet assemblage pourrait avoir un sens. Mais il pourrait ne pas en avoir. Le génie ne pourrait pas faire la différence.

C'est cela ChatGPT: l'application grand public la plus rapide de l'Histoire, qui a atteint 100 millions d'utilisateurs au bout de quelques semaines.

Ma première réaction...

Les réponses de ChatGPT sont parfois justes, tellement justes qu'elles peuvent réussir des examens universitaires. En tant qu'enseignant, ma première réaction est de me dire qu'il faudrait l'interdire pendant les examens. Mais certains m'ont fait remarquer que si on peut réussir un examen sans comprendre le sens des réponses, cela veut



Par Rachid Guerraoui, professeur à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), où il dirige un laboratoire de recherche en algorithmique répartie

probablement dire que l'examen est mauvais. Ils sont allés même plus loin en m'expliquant qu'il ne faudrait même pas enseigner ce que l'on peut trouver sur Internet avec un outil comme ChatGPT: dans la vie active, tout le monde pourra l'utiliser. En poussant leur raisonnement, bientôt il ne faudra plus rien enseigner.

Réflexion et connexions neuronales

En fait, il me semble qu'il faudrait enseigner deux sortes de cours: certains sans accès à Internet et d'autres avec. ChatGPT devrait être interdit dans les examens des premiers et permis dans les examens des seconds.

Prenons l'exemple de la calculette. Nous pourrions penser qu'il n'est plus nécessaire de demander aux enfants de faire des calculs car ils auront des calculettes dans la vie active. D'après les spécialistes du cerveau, apprendre à faire des calculs (et des mathématiques au sens large) permet de créer des connexions entre les neurones qui développent leur capacité d'abstraction, leur permettant de résoudre des problèmes complexes.

C'est comme un pilote automobile qui fait du jogging. On peut penser que cela ne sert à rien car il sera assis dans sa voiture. Mais la course à pied lui permettra d'avoir une bonne forme physique et une bonne concentration pour mieux gérer les dépassements dans les virages. □

Ahlam NAZIH

Apprendre l'esprit critique

PAR ailleurs, il sera de plus en plus important d'apprendre aux élèves à se servir des outils du Web, comment poser des questions à ChatGPT pour avoir de bonnes réponses et surtout comment savoir si les réponses sont justes. Cela s'appelle l'esprit critique et ChatGPT ne semble pas en avoir. □

Etudes supérieures au Maroc

Prêts étudiants: Ce que proposent les banques

■ Des crédits à hauteur de 120.000 voire 250.000 DH à raison de 50.000 DH par an

■ La durée de remboursement peut atteindre 12 ans avec un différé de 6 ans

■ La caution des parents ou d'un tuteur est requise

ÊTES-vous à la recherche d'un financement pour poursuivre vos études supérieures dans un établissement privé au Maroc ? Le prêt bancaire est l'une des options envisageables. Les banques ont développé diverses solutions pour permettre aux étudiants d'accéder à des universités ou écoles supérieures, avec la garantie de l'Etat. Ceci, à travers un fonds baptisé «Enseignement plus», créé en 2007, et dont la gestion a été confiée à Tamwilcom (Ex Caisse centrale de garantie). Ce fonds permet ainsi de garantir les emprunts bancaires octroyés aux étudiants inscrits aux instituts et écoles supérieurs de l'enseignement privé, en partie ou en totalité. Il assure un financement à hauteur de 250.000 DH à raison d'un plafond de 50.000 DH par année d'étude. La durée maximale de remboursement est de 12 ans dont un différé de 6 ans. Toutes les banques disposent d'une panoplie d'offres pour répondre aux besoins des étudiants. Classes préparatoires, licence, master... des formules de prêts avec des taux préférentiels. Certaines universités ont même conclu des partenariats avec des institutions bancaires pour bénéficier de conditions de remboursement plus avantageuses.

■ BMCI

La BMCI a mis en place une offre de crédit dédiée au financement des études et la gestion de budget et du compte bancaire des étudiants. Ainsi, elle propose trois produits pour le financement des études. La première formule dédiée aux classes préparatoires propose un montant de prêt entre 30.000 et 60.000 DH par année d'études, remboursable sur une durée allant jusqu'à 5 ans. Le montant global du prêt pouvant atteindre 120.000



Certaines universités ont conclu des partenariats avec des institutions bancaires pour bénéficier de conditions de remboursement plus avantageuses

DH avec un taux fixe de 7,5%, et des frais de dossier gratuits.

La deuxième offre est destinée aux étudiants souhaitant poursuivre leurs études supérieures dans les universités marocaines. Cette gamme couvre les frais de scolarité d'une à trois années d'études, post-Bac ou post-Classes préparatoires dans une grande école. Le prêt est entre 25.000 et 50.000 DH par année d'études, pour un montant global pouvant atteindre 150.000 DH. La durée de remboursement peut aller jusqu'à 5 ans.

Enfin, la troisième formule, baptisée «Prêt master», permet à l'étudiant de financer ses deux années d'études après la licence. Elle propose ainsi des prêts de 30.000 à 120.000 DH, remboursables sur une durée allant jusqu'à 5 ans.

Par ailleurs, la BMCI dispose d'une offre dédiée aux étudiants souhaitant prolonger leurs études à l'étranger, avec un financement pour couvrir les frais de scolarité d'une à trois années d'études supérieures, avec un montant de prêt compris entre 25.000 et 60.000 DH par année d'études. Le montant global du prêt pouvant atteindre 180.000 DH avec un taux préférentiel fixe de 7,5% H.T.

■ Bank of Africa

Pour financer vos études au Ma-

roc, Bank of Africa propose deux formules. La première solution, baptisée «crédit Enseignement+», est un prêt de 250.000 DH à hauteur de 50.000 DH par année d'études, octroyé soit à un étudiant actif, qui exerce une activité génératrice de revenu, soit à ses parents ou son tuteur. La durée de remboursement est de 12 ans maximum, avec la possibilité de bénéficier d'un différé allant jusqu'à 6 ans, et un taux préférentiel de 5,99% H.T. Par exemple, pour un crédit à hauteur de 50.000 DH sur 48 mois, la traite sera de 1.188 DH TTC, les frais liés au crédit sont de 1.471 DH TTC (payables en une seule fois). La deuxième formule «Crédit Enseignement+ Complémentaire», elle, est destinée à financer le reliquat des frais de scolarité. Il s'agit d'un prêt de 250.000 DH, à hauteur de 45.000 DH sur 60 mois, avec un taux de 6,5% H.T. La traite sera donc de 894 DH, et les frais liés au crédit de 946 DH.

■ CIH Bank

De son côté, CIH Bank a développé l'offre «Crédit ELAN Sup» dédiée aux étudiants pour pouvoir poursuivre leurs études supérieures dans une école privée reconnue par l'Etat. Le prêt peut aller jusqu'à 250.000 DH dans la limite de 50.000

DH par an. Une durée de remboursement pouvant aller jusqu'à 12 ans maximum avec un différé de paiement de 6 ans. En cas de besoin de financement complémentaire, CIH Bank propose le «Crédit ELAN Sup + ». Un financement pouvant aller jusqu'à 250 000 DHS dans la limite de 50.000 DH par an pour une durée de remboursement de 7 ans, avec un différé de 12 mois seulement.

■ SGMB

L'offre de la Société générale se décline en deux types de financement. Un emprunt à hauteur de 50.000 DH par année d'études pour les frais de scolarité et un financement du coût de la vie allant jusqu'à 15.000 DH, pour une inscription dans un institut reconnu par l'Etat. La période de remboursement peut atteindre jusqu'à 10 ans, avec possibilité de différer le remboursement du crédit jusqu'après l'entrée dans la vie active de l'étudiant.

A noter que pour bénéficier d'un crédit, l'étudiant doit présenter une caution des parents ou d'un tuteur justifiant de revenus suffisants. La personne, qui est caution, devra payer les sommes dues, si le débiteur principal ne peut s'en acquitter. □

Khadija Skalli

Les prêts étudiants ne font pas beaucoup d'adeptes



Même si les banques ont développé des formules de prêts, garantis par un fonds de l'Etat, peu d'étudiants en profitent.

■ A peine 1.900 bénéficiaires depuis 2007

■ L'enveloppe globale des crédits bancaires mobilisés est de 253 millions de DH

■ L'offre a été pensée comme une source de financement complémentaire

TROUVER un financement pour poursuivre ses études supérieures relève du parcours du combattant. Si certains étudiants ont la chance de décrocher des bourses ou avoir de compter sur les fonds propres de leurs parents, d'autres n'ont d'autres choix que de recourir à un emprunt bancaire pour financer à la fois leurs frais de scolarité, de logement et de nourriture, hors du domicile parental. Les banques ont, certes, développé des formules de prêt dédiées aux étudiants pour financer leurs études supérieures aussi bien au Maroc qu'à l'étranger. L'Etat a même mis en place, en 2007, un fonds de garantie «Enseignement plus» pour faciliter cet accès au crédit bancaire.

«Enseignement plus», géré par TAMWILCOM, permet de garantir les prêts bancaires octroyés aux étudiants inscrits au niveau des instituts et écoles supérieurs de l'enseignement privé. Il couvre le financement, total ou partiel, des frais d'inscription et de scolarité. Les crédits garantis sont destinés à financer des cursus dont la durée peut atteindre 5 ans à raison de 50.000 DH au maximum par année d'études, soit un plafond global de 250.000 DH. Le crédit peut être remboursé sur une durée maximale de 12 ans incluant un différé pouvant atteindre 6 ans. Toutes les banques de la place adhèrent à cette offre et dispensent des produits financiers adaptés à cet effet.

Etablissements reconnus par l'Etat, seuls éligibles

DES conditions sont requises pour bénéficier de ce fonds. Les étudiants doivent d'abord être de nationalité marocaine, et avoir au plus 25 ans au moment du dépôt de la demande du crédit bancaire. Ils doivent également justifier d'une inscription valide, ou à défaut, d'une attestation d'inscription provisoire, auprès d'un institut ou école supérieurs de l'enseignement privé, reconnus par l'Etat. Ce dispositif cible des branches bien définies, à savoir: gestion des entreprises, économie et finance, expertise comptable, communication et marketing, architecture, filières d'ingénieur, de la santé, filières juridiques et scientifiques universitaires et classes préparatoires. La demande de garantie doit être déposée auprès de TAMWILCOM par la banque. Le déblocage se fait directement au profit de l'établissement d'enseignement supérieur privé. □

Cependant, ce produit «Enseignement plus» ne fait pas beaucoup d'adeptes. En témoigne le nombre de bénéficiaires. «Depuis son lancement, ce mécanisme a permis à plus de 1.900 étudiants de financer leurs études supérieures», souligne TAMWILCOM. L'enveloppe globale des crédits bancaires mobilisés dépasse 253 millions de DH.

Un chiffre plutôt faible. Quelles en sont les raisons? Cela est-il dû au montant global du prêt qui ne dépasse pas les 250.000 DH, pouvant être jugé insuffisant pour couvrir la totalité des frais de scolarité? Ou plutôt aux tracas administratifs? Ou encore les banques sont-elles frileuses?

«Nous sommes conscients que

par rapport à la réalité du marché de l'enseignement supérieur privé, le crédit garanti peut ne pas couvrir la totalité des charges. L'offre a en effet été pensée comme une source de financement additionnelle, en plus de l'apport propre», explique TAMWILCOM. Et d'ajouter, «les caractéristiques du financement à garantir ont été paramétrées de telle manière que la charge de remboursement, une fois que les bénéficiaires intègrent le monde professionnel, n'altèrent pas leur solvabilité et ce, compte tenu des réalités du marché de travail».

Pour les gestionnaires de ce fonds, les objectifs tracés ont été bel et bien atteints. «Compte tenu des réalisations obtenues, nous estimons que le produit a convenablement atteint ses objectifs. Néanmoins, nous sommes conscients que la demande aujourd'hui a des attentes plus larges en matière de choix des établissements de formations éligibles (intégration des établissements de la formation professionnelle et des établissements publics proposant des formations de 3ème cycle payantes), de durée et de crédit sollicité (formation pouvant atteindre 6 ans). Le produit en ce sens, dispose d'un bon potentiel de développement», conclut TAMWILCOM. □

Khadija SKALLI

Cités universitaires, résidences privées,

- Avec une offre insuffisante, un vrai casse-tête!
- Des prix variant de 1.250 à 8.000 DH, voire plus, dans le privé
- Le ministère vise 300.000 lits supplémentaires d'ici 2026

LE nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur ne cesse d'augmenter (près de 1,2 million en 2022), engendrant une forte demande en

termes de logement étudiant. Sauf que l'offre ne suit pas. Entre le public et le privé, le logement étudiant compte actuellement quelque 110.000 lits, selon le ministère de l'Enseignement supérieur. Le département d'Abdellatif Miraoui prévoit de monter en cadence pour combler le déficit. Il s'est fixé un objectif pour le moins ambitieux: quadrupler la capacité d'accueil d'ici 2026 en créant 300.000 lits supplémentaires. Comment? Notamment en misant sur des partenariats public-privé. Un chantier qui risque d'être laborieux... Les efforts de rénovation et de réhabilitation de l'offre existante seront également poursuivis. □

Cités universitaires: Les moins chères

DES cités universitaires publiques, il en existe environ 24 réparties sur plusieurs villes (Casablanca, Rabat, Agadir, Fès, Tanger, Kénitra, Marrakech, Beni Mellal, Oujda...). Elles totalisant près de 54.000 lits, selon le ministère de l'Enseignement supérieur. Trop peu pour répondre à toute la demande. D'autres cités devraient voir le jour cette année dans plusieurs villes. Le loyer y coûte seulement 40 DH par mois (soit 400 DH par an). Le tarif des repas est fixé à 1,40 DH. Les étudiants ont la possibilité de prendre deux repas par jour (déjeuner et dîner). Ces derniers ne sont pas servis les dimanches et les jours fériés.

La gestion de ces cités est confiée à l'Office national des œuvres universitaires sociales et culturelles (ONOUSC). Pour l'attribution de places dans les cités universitaires, l'Office donne la priorité aux étudiants issus de milieux défavorisés. Le mérite scientifique fait aussi partie des critères d'admission. □



(Ph. F. Alnasser)

Bayt Al Maarifa couvre cinq villes



DE son côté, Dyar Al Madina, filiale du groupe CDG, gère les résidences Bayt Al Maarifa. Fruit d'un partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de l'Economie et des finances, ces résidences sont développées à Casablanca, Rabat, Meknès, El Jadida et Marrakech. Le loyer diffère d'une ville à une autre. A Rabat, il est de 1.600 DH pour la chambre double et de 2.600 DH pour la single. A Casablanca, les chambres individuelles coûtent 1.900 DH/mois et les doubles à 1.300 DH. A El Jadida, le coût varie de 500 à 1.400 DH. Outre le loyer, les résidents doivent s'acquitter d'autres charges dont une

caution (4.000 DH). L'étudiant peut la récupérer une fois il quitte le logement. Des frais d'inscription et d'assurance sont également exigés. Cela engendre des dépenses de plus pour les parents. Les chambres sont équipées avec une douche, un lavabo et des toilettes, une kitchenette avec un frigo, une plaque chauffante et une ventilation, un matelas, des couvertures, une table de nuit, un bureau, une chaise et un placard aménagé. Les étudiants bénéficient aussi d'une connexion Internet individuelle, d'un service de nettoyage des chambres et d'une équipe d'entretien pour répondre à leurs besoins immédiats. □

colocation... où dénicher un logement

Les Résidences universitaires: 2.150 lits à Casablanca et Mohammedia

PROFITANT de la demande croissante de logement étudiant, le secteur de l'immobilier privé a développé des résidences dans quelques villes. Ce sont des logements spécifiquement conçus pour les étudiants, avec une variété de services comme la restauration, l'accès au wifi, le nettoyage, le parking et la laverie. Parmi ces opérateurs, les résidences universitaires, qui gèrent trois cités: Anfa City et Ziraoui à Casablanca, ainsi que celle à Mohammedia.

Elles cumulent une capacité de près de 2.150 lits (dont 867 à Mohammedia).

Située en plein centre-ville de la capitale économique, la résidence universitaire Ziraoui dispose de plus de 500 chambres réparties sur 7 étages, avec une capacité totale de 962 lits. Elle propose des chambres single ou double sur une superficie de 19 m². Son offre comprend aussi des studios de 50 m².

Les pièces sont entièrement meublées. Le loyer varie entre 1.700 DH pour une chambre double et 2.700 DH pour la chambre individuelle. Le prix augmente à 2.900 DH pour celle dotée d'un espace cuisine. Située au sein du campus de l'Université Mohammed VI des sciences et de la santé, en face de l'hôpital universitaire international Cheikh Khalifa, la résidence Anfa City a une capacité de 321 lits. Le loyer varie entre 1.900 DH pour la chambre double à 2.800 DH pour l'offre single. □

Fondation Miloud Chaâbi: 4.000 lits à Kénitra et Agadir



C'EST en 2005 que la Fondation Miloud Chaâbi a initié la construction de deux résidences universitaires, à Kénitra, avant d'enchaîner avec une troisième à Agadir en 2011. La fondation offre une capacité d'accueil totale de 4.000 étudiants. Les résidences universitaires de la Fondation Chaâbi offrent un environnement

de vie sportives (football, basketball, badminton et tennis de table),

des espaces culturels (peinture, compétitions musicales...), des surfaces commerciales (supérette, snack-café...) et des espaces d'études. Le prix des chambres doubles varie entre 700 et 950 DH par mois, et celui des chambres individuelles entre 1.250 et 1.600 DH. □

Un opérateur à Tanger

A Tanger, on retrouve The Student House. Cette résidence privée propose des studios individuels, doubles et pour étudiants à mobilité réduite. Les chambres sont meublées et équipées avec lit, table de chevet, placard de rangement, bureau avec chaise, kitchenette avec plaque chauffante et grand réfrigérateur et chauffe-eau électrique. Le loyer va de 1.250 à 1.750 DH. Le wifi est payant à hauteur de 60 DH par mois. □

Colocation: Des tarifs divers, selon la ville et le standing

ZINEB, 19 ans, est venue d'Oujda pour poursuivre ses études à Casablanca. C'est la première fois qu'elle découvre la métropole. Elle s'est retrouvée devant un vrai calvaire: trouver un logement convenable et pas très cher, le plus rapidement possible. «C'était assez compliqué au début. Je n'ai pas pu venir à Casa avant de trouver un appartement», explique-t-elle. «C'est en posant la question sur les réseaux sociaux que j'ai pu rejoindre deux autres étudiantes en quête d'une troisième colocataire». Zineb et



(Ph. DR)

ses voisines de chambre louent un appartement à Maârif à 6.000 DH/mois, à savoir 2.000 DH chacune. Face à une offre limitée dans les cités universitaires publiques et résidences étudiantes privées, les étudiants se trouvent souvent obligés d'opter pour la colocation. Ils louent ainsi des appartements à plusieurs pour minimiser les coûts. Selon les professionnels du secteur, la colocation privée capte près de 60% de la demande. Les tarifs du loyer varient selon les villes. A Casablanca ou à Rabat ou encore à Tanger, le loyer est plus cher par rapport aux autres villes. Dans la capitale économique, le prix varie de 2.000 à 4.000 DH voire plus. Cela dépend des quartiers et de la segmentation de l'offre (social, moyen ou haut standing). A Maârif, un appartement de 2 chambres peut être loué de 4.000 à 8.000 DH le mois. A Ain Sebaâ ou Sidi Maârouf, les prix sont plus bas. On y retrouve des appartements à louer à 3.000 DH par mois. □

Des écoles s'occupent de loger leurs étudiants

CONSCIENTES de la galère que peut représenter la recherche d'un logement, certaines écoles l'ont rajouté à leur package. C'est le cas de l'ETEM à Casablanca, école d'ingénieurs et de commerce, intégrant des classes préparatoires. «Du moment que nous avons plusieurs étudiants subsahariens, notre établissement s'est doté de logements étudiants depuis plus de 15 ans», explique sa présidente, Wafaa Bouab Bennani. «Trouver un logement rapidement à Casablanca n'est pas chose aisée. L'étudiant arrive et se retrouve face à l'angoisse d'un nouveau départ, mais aussi devant la frustration de se loger à côté de son école», poursuit-elle.

L'ESTEM a dans un premier temps investi dans 11 appartements à Oulfa et Sidi Maârouf, dans des appartements vendus par Addoha, et puis dans un bus de transport pour assurer les déplacements des étudiants. L'école est ensuite passée à un autre niveau. «Nous avons investi dans un premier immeuble à Roudani, puis à Mustapha El Maani, et puis deux autres à Roudani», livre-t-elle. Actuellement, un nouveau logement est en cours de construction sur Palmiers, à deux pas des nouveaux locaux de l'ESTEM sur le boulevard du 9 avril. «Toutefois, il n'y a pas assez de logements pour tous nos étudiants. A la fin de l'année scolaire, chaque bénéficiaire est tenu de céder sa place aux nouveaux arrivants», explique la présidente.

L'école propose des logements en chambre individuelle, double et triple. Les tarifs vont de 800 à 1.500 DH. A cela s'ajoutent une caution (3.000 DH), des frais de syndic (300 DH par an), ainsi que la consommation d'eau et d'électricité. □

Matar BENSALMIA & Khadija SKALLI

Conso: Peu de deals

■ **Téléphonie, supermarchés, électronique... Pas de formules dédiées**

■ **Les compagnies de transport plus engagées**

À l'heure où le coût de la vie se renchérit, dénicher des rabais ne serait pas de refus, spécialement pour les étudiants. Malheureusement, force est de constater que les réductions exclusives à cette catégorie sont rares, voire inexistantes, dans de nombreux secteurs. Les étudiants ne représentent-ils pas un marché suffisamment alléchant pour les entreprises? Opérateurs téléphoniques, cafés, magasins d'électronique, supermarchés ne proposent pas de formule dédiée. Pourtant, il s'agit

souvent de consommateurs avertis, qui peuvent devenir ambassadeurs de marque pour les entreprises qui les ciblent. En proposant des offres avantageuses, les enseignes peuvent gagner la fidélité de futurs consommateurs.

Cette situation est particulièrement difficile pour une population qui doit souvent composer avec un budget très serré. Les frais de scolarité, les dépenses de logement et les coûts liés à la vie étudiante peuvent rapidement s'accumuler, pour mettre les étudiants en difficulté financière. Seuls quelques opérateurs offrent des réductions, notamment dans le transport et les loisirs. D'autres préfèrent proposer des formules «jeunes» de manière générale. C'est le cas de quelques banques et opérateurs télécoms.



ONCF

Des économies sur les tarifs pouvant aller à 75%



L'OFFICE national des chemins de fer propose deux options de réduction sur les billets de train pour les étudiants: la carte Attalib et la carte Navette étudiant. La première permet aux étudiants de moins de 26 ans de bénéficier de réductions allant jusqu'à 30% sur les tarifs des billets de train proposés en deuxième classe, et des déplacements libres et illimités. La deuxième vise à faciliter les déplacements fréquents entre le lieu d'études et le lieu de résidence. Cette offre est dédiée aux étudiants navetteurs, âgés de moins de 28 ans. Elle permet une économie allant jusqu'à 75% des frais de déplacement. Il convient de noter que ces offres sont soumises à des conditions. Les étudiants souhaitant en profiter sont invités à présenter une photocopie de la CIN ou pièce équivalente, une photo, une attestation de scolarité ou d'inscription pour l'année en cours, ainsi qu'un certificat de résidence ne datant pas de plus d'un mois (si l'adresse est différente de celle indiquée sur la CIN). □

Casabus

Des réductions pour faciliter les déplacements

OPÉRÉ par Alsa, Casabus offre aux élèves et étudiants dans l'enseignement public, vivant dans l'un des 18 territoires du Grand Casablanca (Bouskoura, Dar Bouazza, Mohammedia, ...), une carte pour minimiser les coûts de leurs déplacements. Cette carte est mensuelle et rechargeable avec les meilleurs tarifs. Casabus, l'opérateur de transport en commun de la ville de Casablanca, propose également des réductions pour les étudiants qui utilisent régulièrement ses services. Ils peuvent acheter une carte de transport rechargeable à un tarif préférentiel. Pour en profiter, il suffit de remplir le formulaire mis à disposition dans les agences commerciales, et téléchargeable via le site web. Les étudiants intéressés doivent également présenter 2 photos, une copie de la carte d'étudiant ou de l'attestation d'inscription de l'année scolaire / universitaire en cours (Copie de l'attestation de dépôt de dossier pour les étudiants nouvellement inscrits), ainsi qu'une copie de la CIN (Copie CIN de l'un des parents ou tuteurs légaux). D'autres documents peuvent être exigés en fonction des cas. □



Cinéma: Quelques formules

SI la culture est un atout incontournable pour la formation des étudiants, l'offre n'est pas au rendez-vous. Quelques cinémas font, cela dit, l'effort de proposer des formules dédiées. Mégarama, par exemple, s'est depuis longtemps positionné sur le segment étudiants, proposant des tarifs préférentiels. Il suffit de présenter un justificatif (certificat de scolarité ou carte étudiant), et le tarif sera réduit à 50 DH pour toutes les séances. □



pour les étudiants



Bientôt un «Pass Jeunes»

C'EST l'un des projets phares du ministère de la Jeunesse et de la Culture, le Pass Jeunes. Le programme offrira aux 16-30 ans l'accès à plusieurs services et espaces pour des tarifs préférentiels. Il a déjà été lancé dans la région Rabat-Salé-Kenitra. «Il s'agit d'une application digitale où chaque jeune aura un solde qui permettra l'accès à des services tels que le tramway, les musées, cinémas, terrains de proximité...», détaille un responsable du ministère. Le dispositif sera généralisé dans tout le Royaume ensuite. □

ISIC: 150.000 réductions pour étudiants au Maroc et ailleurs



INTERNATIONAL Student Identity Card, c'est son nom. Il s'agit d'une carte internationale permettant à ses détenteurs de bénéficier d'une offre diversifiée en termes de deals étudiants. Elle est disponible en version digitale et en format plastique, à acheter directement sur le site www.myisic.ma, au prix de 95 DH. Elle offre des réductions allant jusqu'à -70% sur les achats au Maroc comme à l'étranger, avec un total de 150.000 réductions. De nombreux partenariats ont été mis en place notamment avec des hôteliers tels que Ibis, des compagnies aériennes, des parcs d'attraction, des restaurants et des magasins d'électronique. □

Tramway Des cartes rechargeables



LE tramway de Casablanca et Rabat propose également des réductions aux étudiants qui utilisent régulièrement ses services. Les étudiants peuvent acheter une carte de transport rechargeable à un tarif préférentiel. A 15 DH, l'étudiant peut acheter une carte rechargeable mensuellement (150DH/mois). Cet abonnement est donc destiné aux étudiants de 25 ans et moins, provenant des établissements publics et privés, ainsi que des formations professionnelles homologuées par le ministère de l'Education nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Il permet ainsi un nombre illimité de voyages sur tout le réseau et durant toute la période de l'abonnement. □

Musées

Des efforts de promotion, mais peu de visiteurs

INCITER les étudiants à «se réapproprier leur culture». Telle est la vision de la Fédération nationale des musées (FNM). Afin d'encourager les jeunes à visiter les musées, la FNM offre la gratuité le mercredi et le vendredi, ainsi qu'un programme dédié aux jeunes et aux étudiants. Il suffit de remplir le formulaire disponible sur le site de la Fondation, afin de réserver selon le nombre de visiteurs et le musée souhaité. La réservation se fait idéalement 3 semaines à l'avance. Des médiateurs culturels sont mobilisés. Le but est d'éveiller l'intérêt et la curiosité des jeunes visiteurs, et renforcer les



liens entre la culture et l'éducation. Cependant, les sorties aux musées intéressent peu les jeunes. «Pourtant, nous offrons un accès gratuit, non seulement aux étudiants mais également aux personnes inactives», confie Zhour Rhihil, conservatrice du musée du judaïsme marocain.

«Ce désintérêt pour les lieux culturels est flagrant, et peu d'établissements encouragent les étudiants à faire de telles découvertes», déplore-t-elle. Fondé en 1997 par la Fondation du patrimoine culturel judéo-marocain, le Musée du judaïsme marocain est le premier musée de la ville de Casablanca, et le seul musée juif dans la région arabe. □

Banque: Des offres pour les moins de 35 ans



ATTIJARIWafa bank, par exemple, propose une carte bancaire, «Lbankalik Smart» réservée aux moins de 35 ans. Cette formule est gratuite, 100% personnalisable, internationale et sans contact. Elle permet de payer en ligne et chez les commerçants, au Maroc et à l'étranger. L'ouverture du compte se fait

uniquement en ligne ou sur l'application Lbankalik. Pas besoin d'aller en agence, la validation de l'identité se fait grâce à un selfie et un appel vidéo avec un conseiller de la banque. Ensuite, le client est amené à renseigner ses informations personnelles et enfin signer les papiers sur l'application. CIH Bank, pour sa part, dispose

d'une formule pour les moins de 30 ans, «Code 30», avec des services bancaires gratuits. Grâce à cette offre, le client bénéficie d'une carte internationale gratuite permettant d'effectuer des transactions au Maroc et à l'étranger. La banque propose aussi une solution pour les moins de 18 ans, «Code 18». □

M.Be



LA RADIO DES URBAINS ACTIFS

Radio partenaire:



Casablanca **92.5** • Rabat **106.9** • Marrakech **90.5** • Agadir **99.7** • Tanger **103.3**
Tétouan **87.8** • Fès **98.8** • Fès Ville Nouvelle **97.2** • Meknès **97.2** • Kénitra **106.9**
Mohammedia **92.5** • El Jadida **97.3** • Settat **106.4** • Chefchaoun **106.4** • Taounat **95.6**
Essaouira **96.8** • Safi **92.3** • Taza **103** • Tiznit **103.1** • Taroudant **104.9** • Tafraout **95.9**
Guelmim **96.8** • Tan tan **95.2** • Skhour Rhamna **92.2**

www.atlanticradio.ma

GUIDE 2023

Les grandes écoles et universités se présentent (ordre alphabétique)

CESA

ESCA

ESSEC

UIR

EIGSI

ESJC

UEMF





Découvrez notre vidéo reportage sur CESA Sup



Abdeslam Benahra
Président-Directeur Général et
Fondateur de CESA SUP

En 6 Questions, un peu plus peut-être, vous allez nous faire vivre l'expérience CESA Sup, Allons-y :

■ **CESA Sup existe depuis combien d'années et quelle est votre Originalité dans le foisonnement de l'offre de formation actuelle ?**

Le groupe CESA Sup forme des Femmes et des Hommes épanouis, hautement qualifiés, et en phase avec leur temps. Notre originalité réside dans la capitalisation progressive (depuis 30 ans) d'une expérience éducative renouvelée et "up to date". Grâce à une veille pointue, la vision, et la mission de CESA Sup sont sans cesse actualisées, face aux évolutions & aux tendances sociétales, économiques et technologiques.

■ **Quels sont les parcours de formation de prédilection chez CESA Sup ?**

Aujourd'hui, au sein de notre digital school nous offrons des parcours dans les domaines du développement digital, de la Cyber Sécurité, du Cloud Computing, du Big Data et de l'I.A. Au sein de notre Business School, nous proposons des parcours dans le Marketing International, le Marketing Digital, le Management des Organisations le Commerce International, la Finance & le Contrôle de Gestion, la Logistique & le Supply Chain Management.

■ **Avez-vous un fil conducteur ou des priorités dans votre projet éducatif ?**

La priorité de CESA SUP est de soutenir l'épanouissement personnel puis professionnel de ses étudiants.es. C'est pourquoi le projet pédagogique de nos écoles repose à la fois sur la transmission des savoirs, des savoir-faire (Hard Skills & Core Skills, Learn by Doing...), mais aussi sur le savoir-être de

nos étudiants.es. (Power & Soft Skills).

■ **Et votre Corps Enseignant, est-il ouvert au monde professionnel ?**

Le groupe CESA Sup veille à s'attacher, en permanence, un corps enseignant constitué en majorité de Spécialistes Praticiens, de Docteurs, d'Ingénieurs, d'Informaticiens ou de Managers reconnus dans leurs disciplines respectives

■ **On dit que 80% des métiers du futur proche ne sont pas connus, comment faites-vous pour prévenir le futur de vos Lauréats.es ?**

Notre stratégie pédagogique est bâtie sur la valeur ajoutée de nos Enseignants - Formateurs - Coachs - Praticiens, qui vont transmettre à nos étudiants.es la passion d'un métier. Et les clés pour apprendre à apprendre, facilement, tout au long de la vie. Mais, nous avons implémenté une école disruptive au sein du groupe CESA Sup qui offre à nos étudiants.es et Lauréats.es la possibilité de continuer à se former à distance, à tout moment, et partout dans le monde. www.cesasuponline.ma. Le résultat est que nos Lauréat.es intègrent aisément le monde de l'entreprise, ou lancent naturellement leur projet de Start-up.

■ **En conclusion, quels sont les points que nous n'avons pas abordés, et qui sont déterminants selon vous ?**

NOS PROGRAMMES DE RECHERCHE :

CESA Sup est affilié à l'école doctorale de la FEDE et propose des DBA* FEDE (Doctorate of Business Administration*).

Le Groupe CESA Sup est :

PEARSON VUE Test Center MICROSOFT IMAGINE ACADEMY- CISCO NETWORKING ACADEMY

LES PLUS QU'OFFRE CESA Sup :

L'approche Learn by Doing :

- Smart games & Business games : Simulation et réalisation de projets innovants..

- Accès aux e-bibliothèques mondiales.

- 5 Salles centres Informatiques de + de 100 PC et 4 serveurs à accès en libre-service en dehors des heures de cours & TP. Connexions à très haut débit wifi et fibre optique.

- 20 % des lauréat(e)s décident de créer leur entreprise

- Des infrastructures techniques offrant un cadre d'apprentissage optimal

Les Associations d'étudiants.es CESA Sup :

- Bureau des étudiants organisé en Comités (junior-entreprises, sports, loisirs, Culture) pour favoriser la cohésion de groupe et l'esprit relationnel

- Organisation de tournois sportifs, d'excursions, d'initiations (ski, etc.) ou de journées thématiques (journées d'intégration, organisation de putluck, e-sport, concours des talents artistiques, etc.)

- CESA Sup Alumni (Association des 10.180 Lau-

réats.es qui influent positivement sur l'insertion de nos Diplômés.es dans les meilleures entreprises nationales et multinationales

LES CHIFFRES CLES CESA Sup

Nombre actuel d'étudiants.es : Campus de Casablanca : 640 Campus de Mohammedia: 280 dont 25% d'étudiants étrangers

- Corps d'enseignants : 64 Enseignants - Formateurs - Coachs & Praticiens

Pourcentage d'enseignants internationaux : 10 %

- Nombre de docteurs : 11

- Nombre de stages proposés par an : 370 à 460 environ

Partenariats : Avec + de 280 entreprises nationales et multinationales pour l'accueil en stage et pour le recrutement des Lauréats.es.

Accréditations : Tous les diplômes Bac+2 DTS & DT sont accrédités et visés par l'Etat. Tous les Bachelors*, Mastères* & MBA* sont accrédités par IACBE (USA)

Prix d'excellence : THE FEDE AWARD OF EXCELLENCE 2022

NOS PROGRAMMES D'ECHANGES INTERNATIONAUX :

Partenariats avec des universités européennes et nord-américaines permettant aux étudiants de poursuivre leur cursus en études supérieures jusqu'aux diplômes d'ingénieurs ou de docteurs.

Echanges internationaux avec :

L'IEMI Institut Européen de Management International

L'University of Economy In BYDGOSZC (Poland) Formations dispensées en anglais

L'International Language School qui offre des cours & certifications en langues étrangères, du niveau A1 au niveau C2 du CECRL (Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues) .

Le groupe CESA Sup accueille régulièrement des professeurs et intervenants internationaux qui apportent, sous forme de conférences et séminaires des savoir-faire, et des retours d'expérience en prise directe avec la réalité des entreprises nationales et multinationales.

■ **Des questions ?**

Besoin d'un renseignement ?



(+212) 6 64 61 44 78
05 22 44 41 80/81



Cycles en présentiel :
www.cesasup.ma
Cycles en e-learning :
www.cesasuponline.ma
contact@cesa.ma



12&1/15 rue de Champigny

Devenez ce que vous voulez être

NOUVELLES FILIÈRES
► Marketing Digital
► Big Data Analyst

**CYCLES EN
100% E-LEARNING
OU EN
PRÉSENTIEL**

www.cesasuponline.ma

 ► **DT, DTS Bac+2**
 ► **Licence Bac+3***
 ► **Master Bac+5***

Digital Coding | **Marketing & Digital** | **Commerce international** | **Management** | **Finance & Contrôle de Gestion**
Logistique | **Management RH** | **Cybersécurité et Réseaux** | **Full Stack Developer** | **Community Manager**

La Business & Digital School de Référence depuis 1986



12, rue Champigny (RP Chimicolor) - Casablanca

Bus n° : 2, 3, 4, 10, 11, 23, 33, 34, 44, 54, 55, 56, 87, 90, 142 & 900 Tram : La Resistance

05 22 44 41 80 /81
www.cesasup.com

 CESA Sup

 +212 6 64 61 44 78

 CESA Sup

 +212 6 19 90 77 77

 @cesasup



Mot du Directeur



VOUS avez l'ambition de devenir un(e) ingénieur(e) généraliste, responsable, innovant et créateur de solutions d'avenir ? Rejoignez l'aventure EIGSI !

Installée au Maroc depuis 2006, l'EIGSI Casablanca vous propose une formation d'excellence. Avec sa double reconnaissance France et Maroc et les nombreuses possibilités de parcours à l'international, en rejoignant l'EIGSI Casablanca, vous faites le choix d'intégrer une formation qui fera de vous un ingénieur résolument ouvert sur le monde et conscient des enjeux économiques, sociétaux et environnementaux de notre planète.

Notre équipe pédagogique, à votre écoute, s'engagera à vos côtés avec des méthodes innovantes pour vous guider vers la réussite académique et vous accompagner dans la construction de votre projet professionnel.

Youssef BEN EL MOSTAFA
Directeur de l'EIGSI Casablanca

Présentation

L'EIGSI La Rochelle-Casablanca, école privée associative d'ingénieurs française, **forme depuis 1901 des ingénieurs généralistes** dans les secteurs de l'aéronautique, le BTP, la logistique, les transports, l'énergie, le Big data, les systèmes industriels et bien d'autres encore.

Les élèves-ingénieurs suivent une **formation pluridisciplinaire en 5 ans** qui s'articule autour d'un tronc commun généraliste et de 2 ans de dominante professionnalisante. Avec 2 campus en France et au Maroc, plus de **80 partenaires universitaires** actifs dans le monde et plus de **45 formations bi-diplômantes** l'EIGSI place l'international au cœur de son projet pédagogique et offre à ses étudiants un large panel de parcours internationaux. **1ère école d'ingénieurs française à recevoir l'habilitation CTI à délivrer un diplôme d'ingénieur français en Afrique, l'EIGSI Casablanca est également reconnue par l'Etat marocain.**

Reconnus pour leur **polyvalence, agilité et fortes compétences** managériales, les diplômés EIGSI bénéficient d'une **excellente insertion sur le marché de l'emploi** (96% trouvent un emploi en moins de 4 mois) en France et à l'international.

Formations

Diplôme d'ingénieur (Bac+5)

Le cursus EIGSI en 5 ans est composé d'un tronc commun généraliste en 3 ans (cycle prépa intégrée + 1ère année cycle ingénieur) et d'une filière professionnalisante sur les 2 dernières années.

Pendant ces 5 années, les élèves-ingénieurs suivront près de 3 400 heures de cours.

Les filières proposées à l'EIGSI sont :

- Bâtiment & Travaux Publics
- Intelligence Artificielle & Big Data
- Management de la supply chain & Transport international
- Conception mécanique
- Mécatronique
- Energie & Environnement
- Réseaux & systèmes d'information
- Performance industrielle
- Entreprise du futur
- Numérique responsable
- Ingénierie de la santé

Licence professionnelle Management industriel en Aéronautique ou Logistique (Bac+3)

Ce cursus en 3 ans a pour objectif de former des cadres intermédiaires et des techniciens supérieurs spécialisés en aéronautique ou logistique, afin de répondre aux besoins industriels du marché au Maroc. Ce programme est soutenu par de grandes entreprises et confédérations des deux secteurs.

Habilitations & Partenariats

- Habilitation CTI (Commission des Titres d'ingénieurs)
- Reconnaissance par l'Etat marocain
- Label EURACE
- Ecole membre du Groupe ISAE
- + de 80 partenaires à l'international
- 45 parcours bi-diplômants à l'international

Des questions ?

Besoin d'un renseignement ?



+212 5 23 23 26 15



communication@eigsica.ma



282 Route de l'Oasis, Casablanca



EIGSI

ÉCOLE D'INGÉNIEURS

LA ROCHELLE • CASABLANCA

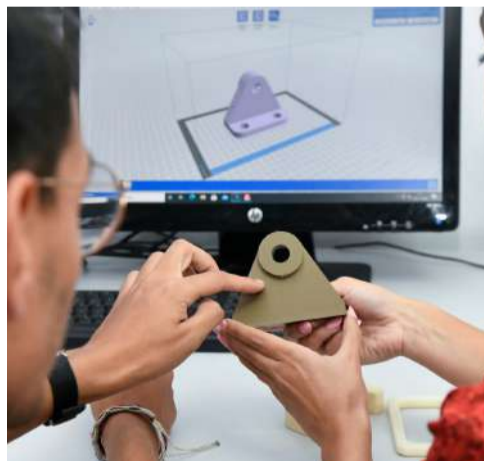
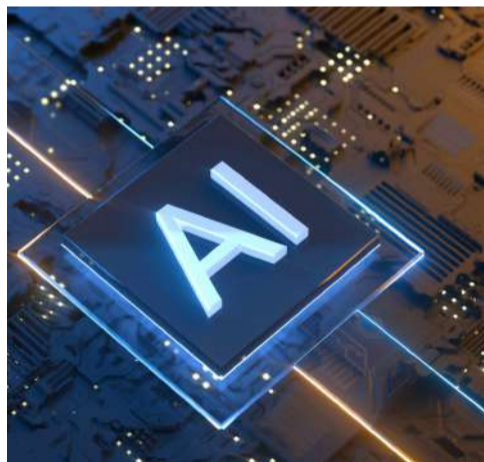
DIPLOME FRANCAIS

Cti



DEVIENS INGÉNIEUR

Aéronautique - BTP - Supply Chain - Big Data - IA - Énergie...



www.eigsica.ma

06 66 86 31 04 / 05 22 23 26 15



Découvrez notre vidéo institutionnelle

Mot du Président




BIENVENUE dans la Business School N°1 au Maroc Reconnue par l'Etat et accréditée AACSB

A travers les années, notre école a su répondre à un triple objectif :


- Le premier, faire du bachelier un jeune futur manager, responsable, autonome et efficace.
 - Le deuxième, répondre aux attentes du monde professionnel en proposant un enseignement, à la fois, de proximité et ouvert sur l'international.
 - Le troisième, consolider la position de ESCA Ecole de Management en tant qu'école de référence dans le domaine de l'enseignement et de la formation en management.
- C'est notre rigueur et notre professionnalisme qui sont garants de notre évolution et de votre réussite.

Thami Ghorfi,
Président ESCA Ecole de Management

Des questions ? Besoin d'un renseignement ?

 (+212) 669 41 73 14 /
(+212) 522 20 91 20

 www.esca.ma

 67-3, Bd. de l'Aéropostale,
Place Financière (CFC)

Présentation

Depuis 1992, ESCA Ecole de Management forme ses étudiants, cadres et dirigeants à devenir des leaders transformationnels.

ESCA est la 1ère Business School au Maroc et en Afrique Francophone à être accréditée AACSB (Association to Advance Collegiate Schools of Business).

En 2022, ESCA Ecole de Management a été sacrée #1 au Maroc et en Afrique francophone, pour la 11ème fois consécutive, par le classement Eduniversal.

Formation

■ Formation Initiale : PGE / licences Bac+3 / Masters spécialisés :

Admission à la Formation Initiale : étude de dossier et entretien oral.

Programme Grande Ecole :

Le Programme Grande Ecole se décline en 7 parcours qui vous préparent aux métiers du Management dans des fonctions stratégiques de l'entreprise :

- Programme Grande Ecole Marketing Digital et Communication
- Programme Grande Ecole Management des Ressources Humaines
- Programme Grande Ecole International Business (100% in English)
- Programme Grande Ecole Entrepreneuriat et Innovation
- Programme Grande Ecole Finance, Audit et Contrôle
- Programme Grande Ecole Global Supply Chain Management
- Programme Grande Ecole Ingénierie Financière

Licences Bac+3 :

Les licences Bac+3 se déclinent en 3 programmes principaux :

- International Business Administration Program (IBA Program 100% in English)
- Digital & Business Development
- Licence en Management des entreprises (LME) : Gestion comptable et financière / Achat et logistique International / E-Business et Marketing Digital / Banque et Assurance

Masters spécialisés :

Les Masters spécialisés de ESCA Ecole de Management se déclinent en 7 parcours :

- Master Spécialisé en Management de Projets
- Master Spécialisé en Management des Ressources Humaines
- Master Spécialisé en Management Financier
- Master Spécialisé en Audit et contrôle de Gestion
- Master Spécialisé en Marketing Digital
- Master Spécialisé en Achat et Supply Chain Management
- Master Spécialisé en Ingénierie Juridique Financière et Fiscale

■ Formation Executives : Masters Executives, Licence Pro, International MBA, MBA ESCA & IAV :

L'admission à la formation Executive se fait suite à une étude de dossier et à un entretien oral

Les Executives Masters :

Les Masters Executives de ESCA EM proposent des formations modulables, reconnues à l'international et adaptées au rythme des professionnels et se déclinent en 8 parcours : Marketing Digital / Management de Projet / Management des Ressources Humaines / Finance, Fiscalité et Droit des Affaires / Management des Achats et de la Supply Chain / Contrôle de Gestion et Audit Organisationnel / Finance et Ingénierie Financière / Stratégie Commerciale et Intelligence Marketing

- Licence Professionnelle en Gestion
- International MBA
- MBA ESCA & IAV



Grande Ecole de Management

ECOLE RECONNUE PAR L'ETAT



**PROGRAMME
GRANDE ECOLE
BAC+5**

**LICENCES
BAC+3**

**MASTERS
SPÉCIALISÉS**

 EDUNIVERSAL
RANKING 2022
BUSINESS SCHOOLS

#1
IN MOROCCO

#1
IN FRANCOPHONE AFRICA



Découvrez notre vidéo institutionnelle

Mot de la Direction



FILIÈRE du premier groupe de presse au Maroc (Eco-Médias), l'ESJC, prépare les étudiants aux nouveaux métiers des médias et de la communication.

Notre formation s'adapte en permanence aux nouvelles technologies, en intégrant les enjeux de la transformation numérique dans notre programme. Nous mettons l'accent également sur le développement de compétences essentielles telles que le bon relationnel, la gestion de projets et les capacités rédactionnelles.

Notre objectif est de former des professionnels polyvalents, capables de s'adapter aux évolutions du secteur et de développer les compétences clés pour réussir dans le monde de la presse et de la communication.

Basma Mawlawi
Directrice Marketing et
Communication

Des questions ?
Besoin d'un renseignement ?



(+212) 522264010
(+212) 600968740



contact@esjc.ma / www.esjc.ma



37, rue Tata - Casablanca

Présentation

Depuis plus de 15 ans, l'**ESJC Casablanca** a pour mission de former des professionnels du domaine de la communication et du journalisme capables de s'adapter au monde de demain. **Fondée en 2008** par des professionnels des médias et de l'enseignement supérieur du journalisme, l'ESJC anticipe les besoins émergents du milieu. L'école garantit un enseignement performant, dispensé par des experts reconnus et adossé à une pédagogie innovante. Notre engagement est de permettre à nos étudiants d'exercer des métiers en perpétuelle évolution dans tous les secteurs de la communication et du journalisme, au Maroc et dans le monde.

Formations

L'ESJC base son enseignement sur une formation théorique solide associée à une expérience concrète sur le terrain. Des programmes pédagogiques complets, un matériel innovant, des enseignants sur le terrain, une voie d'accès à l'entreprise et des échanges internationaux. Le tout pour offrir à nos étudiants une formation pratique et enrichissante, les préparant ainsi efficacement pour leur future carrière.

• Filière Francophone accréditée: Journalisme et Communication (Bac+3)

Conditions d'accès : Bac (toutes options) + Test écrit et oral

Durée: 3 ans

Diplôme : Diplôme de l'École Supérieure de Journalisme et de Communication

• Filière Arabophone accréditée: Journalisme et Communication (Bac+3)

Conditions d'accès : Bac (toutes options) + Test écrit et oral

Durée : 3 ans

Diplôme de l'École Supérieure de Journalisme et de Communication

• Filière Francophone accréditée: Journalisme et Communication (Bac+5)

Conditions d'accès : Étude de dossier + entretien oral avec un jury

Durée : 2 ans (M1 & M2)

Diplôme des Etudes Supérieures en Journalisme et Communication

Rejoignez l'ESJC et faites de votre passion, une profession !

Une formation polyvalente offrant une large palette d'opportunités professionnelles:

COMMUNICATION & MARKETING

Directeur de la communication, Chargé de communication, Responsable Marketing, Conseiller en relations publiques, Attaché(e) de presse, Rédacteur, Chef de publicité, Créateur de contenu, Community Manager, Responsable Réseaux Sociaux...

INFORMATION & MÉDIAS

Rédacteur en chef, Reporter, Journaliste, Responsable Editorial, Chroniqueur, Présentateur, animateur, Concepteur Rédacteur...

CRÉATION & PRODUCTION

Producteur télé, Producteur Radio, Concepteur éditorial, Photographe, Vidéaste, Webdesigner, Producteur...



Téléchargez notre brochure

Habilitations & Partenariats

- CEGEP de Jonquière (Québec)
- Université Sophia Antipolis (Nice)
- The King's College (New York)



L'école des nouveaux métiers
du Journalisme et de la Communication

ENTAMEZ VOTRE PARCOURS VERS UNE CARRIÈRE PASSIONNANTE !

Intéressé(e)s par l'univers de la communication et du journalisme?

Rejoignez-nous dès maintenant pour une formation polyvalente offrant une large palette d'opportunités professionnelles.



L'ESJC, FILIALE DU GROUPE ÉCO-MÉDIAS



L'ECONOMISTE

المباراة ASSABAD

Contactez-nous !





Mot du Directeur Général



L'ESSEC joue un rôle clé dans la promotion de la connaissance grâce à ses activités académiques. Nous formons nos étudiants à devenir indépendants des systèmes établis, à comprendre en profondeur le fonctionnement des choses et à les transformer. Nous cherchons également à avoir un impact positif sur notre environnement en apportant notre regard et notre réflexion à notre écosystème. En formant nos étudiants et en encourageant les valeurs et l'engagement, nous contribuons au développement de leur entreprise et de leur environnement. L'ESSEC apporte ainsi sa contribution académique en partageant son expertise pour favoriser le développement des écosystèmes qui l'entourent.

Hugues Levecq

Directeur Général de l'ESSEC Afrique

Des questions ?

Besoin d'un renseignement ?



(+212) 537 824 000



contact.rabat@essec.edu



Plage des Nations – Golf City,
Route de Kenitra – Maroc.

Présentation

L'ESSEC Afrique est une filiale de L'ESSEC Business School, école monde d'excellence aux racines françaises.

En parfaite adéquation avec l'esprit pionnier et les valeurs humanistes qui la guident depuis sa création en 1907, cette ambition passe notamment par la création de campus internationaux sur plusieurs continents.

C'est le cas à Singapour pour l'Asie-Pacifique depuis 2015, et à Rabat pour l'Afrique depuis 2017.

En quelques années seulement, l'ESSEC Afrique a formé plusieurs centaines d'étudiants, accueilli une dizaine d'entreprises dans ses programmes en formation continue, construit des partenariats avec des acteurs économiques et sociaux de premier plan, et créé le parcours Innovation et Management Digital du Global Bachelor of Business Administration, en collaboration avec l'École Centrale Casablanca.

Sa stratégie pour les prochaines années tient en trois mots : Connecter, Former, Rayonner.

Formations

• Formation initiale : un Bachelor en 4 ans visé et contrôlé par l'état

Le Global Bachelor of Business Administration (BBA) – Parcours Innovation et Management Digital, a pour ambition de transformer de jeunes étudiants curieux et engagés en des acteurs responsables du développement, contributeurs de solutions digitales innovantes aux problématiques économiques, sociales et sociétales du monde de demain.

• Coursus certifiant à fort impact pour les professionnels :

- Change management
- Coaching Leadership & Change
- Compétences Managériale du XXI ème siècle
- Performance financière et Gestion des Risques
- Supply Chain Management

• Formation sur-mesure : conçue et développée pour les entreprises à partir de leurs besoins en formation.

Habilitations & Partenariats

- Accréditée par les États marocain et français
- Triple couronne d'accréditations : EQUIS, AACSB et AMBA.
- Des partenaires de renoms sur tous les continents : (eg UC Berkeley , Université du Québec , Al Akhawayn University, Tongji University SEM, Victoria University of Wellington)

Rejoignez-nous

<https://www.essec.edu/fr/essec-afrique/>



IN AFRICA FOR THE WORLD

EXECUTIVE EDUCATION

- Executive Certificates
- Customized Executive Programs

Selon le classement FT (Financial Times)

#8

Business School
(Europe 2021)

#6

Executive Education Programs
(Monde-2022)

#3

Customized Executive Education Programs
(Monde-2020)

GLOBAL BBA

- Parcours Innovation et Management Digital

Le Bachelor **#1** en France selon :

Le Point

Challenge^s

l'Etudiant

parcoursup
Entrez dans l'enseignement supérieur

L'OBS

Une université multidisciplinaire, ouverte sur le monde

Placée sous la Haute Présidence d'Honneur de son initiateur Sa Majesté le Roi Mohammed VI, l'Université Euromed de Fès (UEMF), institution d'utilité publique à but non lucratif, est un pôle d'excellence et de rayonnement offrant des programmes innovants de formation et de recherche. L'UEMF accorde la plus haute importance à la qualité de ses formations et à sa recherche de haut niveau, conduite en lien étroit avec les mondes socioéconomique et industriel. Université pluridisciplinaire, elle offre un large spectre de formations structurées en trois pôles majeurs :

1) Le Pôle Sciences Humaines et sociales avec ses 3 composantes :

1. Faculté des Sciences Humaines et Sociales
2. Institut des Sciences Politiques
3. Euromed Business School

2) Le Pôle Ingénierie et Architecture et ses 3 établissements :

1. École d'Ingénierie Digitale et d'Intelligence Artificielle
2. Euromed Polytechnic School (Génie mécanique, électrique, civil, ...)
3. École d'Architecture de Design et d'Urbanisme

3) Le Pôle Sciences de la Santé composé des :

1. Faculté de Médecine
2. Faculté de Pharmacie
3. École d'Ingénieur en Biomédical et Biotechnologie
4. Faculté de Médecine Dentaire (en attente d'accréditation)
5. Faculté des Sciences Infirmières et Technologies de Santé (en attente d'accréditation)

■ UN POLE « SANTE » EN EMERGENCE

Ce dernier pôle connaît un développement important, en parfaite synergie avec la réforme du système national de santé, impulsé sous les hautes directives royales. C'est ainsi que l'Université lance dès septembre prochain sa Faculté de Médecine qui sera adossée à un nouveau Centre Hospitalier Universitaire. Deux autres entités en phase finale d'accréditation ; la Faculté de Médecine Dentaire et la Faculté des Sciences Infirmières et des Technologies de Santé, renforceront dès la rentrée prochaine les autres composantes déjà existantes de ce pôle : la Faculté de Pharmacie et l'École d'Ingénierie Biomédicale et Biotechnologique.

Avec ces nouvelles réalisations, pas moins de 60 formations sont désormais offertes aux jeunes bacheliers et qui englobent les langues et la traduction, les sciences politiques et juridiques, l'ingénierie et l'intelligence artificielle, la biotechnologie et le biomédical, la Médecine, la pharmacie et la Médecine Dentaire, entre autres.

L'Université ambitionne aussi de développer dans ces cursus d'enseignement la diplomatie scientifique en impliquant ses étudiants et ses professeurs-chercheurs dans des projets de coopération internationale, en particulier, la coopération Sud-Sud. Elle participe ainsi à l'effort de notre pays, investi dans la promotion du capital humain, comme enjeu stratégique de souveraineté nationale.

L'Université reçoit chaque année plus de 80.000 candidatures et compte aujourd'hui 2.800 étudiants et ses usagers de 43 nationalités différentes se côtoient chaque jour sur le campus et dessinent ensemble un avenir commun.

■ UN ECO-CAMPUS AUX NORMES INTERNATIONALES

Engagée dans une politique volontariste de développement durable qui lui a valu plusieurs distinctions à l'international, l'UEMF dispose d'un Eco-Campus unique en son genre dans l'espace euro-méditerranéen et africain. Labélisé Eco-Campus par la COP 22, il est conçu aux meilleurs standards internationaux, respecte les normes du développement durable et s'étale aujourd'hui sur une superficie de 53,5 hectares, avec une extension programmée à 120 hectares environ dans les années à venir.

Une place importante est accordée au bien-être et au confort intérieur, aux espaces verts, aux œuvres artistiques, à l'économie de l'eau et de l'énergie et à la récupération des eaux pluviales. Le recours aux énergies renouvelables et à l'utilisation des matériaux les moins énergivores améliore l'efficacité énergétique de ses bâtiments et le tri différencié des déchets ainsi que la gestion des voiries, du stationnement et de la maintenance en font un lieu de vie particulièrement moderne et agréable. L'extension de l'Eco-Campus universitaire UEMF se poursuit avec une deuxième tranche comprenant un complexe sportif composé d'une salle omnisport et d'une piscine olympique couvertes, d'un terrain de football aux dimensions FIFA, un centre de conférences pour plus de 3.500 places ainsi qu'une bibliothèque et une cinémathèque ouvertes sur la ville.

■ UNE RECHERCHE-INNOVATION AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA SOCIETE

L'UEMF est dotée actuellement de la plus importante plateforme d'impression 3D en Afrique et fabrique désormais ses propres machines, à travers une startup créée à cet effet. Elle com-

prend également la plus importante plateforme digitale universitaire (Soft) du pays en plus de la première école d'ingénieurs sur l'intelligence artificielle dans l'espace euro-méditerranéen et africain (formation en 5 ans).

Au fil des années l'Université Euromed de Fès a su construire autour de ses plateformes technologiques, une recherche scientifique de qualité faisant d'elle actuellement la première université en termes de contrats de recherche avec l'industrie et en termes de publications indexées par chercheur. Ses principaux partenaires opèrent dans les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile, des énergies renouvelables, de l'agro-industrie, du numérique, du biomédical, de l'aménagement du territoire, du patrimoine culturel et des enjeux de l'espace Euro-Méditerranée-Afrique.

■ « FEZ SMART FACTORY » : UN ENVIRONNEMENT D'INDUSTRIE 4.0, UNIQUE, FEDERATEUR ET PROMETTEUR

Fruit d'une collaboration décentralisée exemplaire entre plusieurs partenaires, un Consortium dont l'Université Euromed de Fès est le chef de file a donné naissance au projet « FEZ SMART FACTORY ». FSF est un écosystème d'innovation pour l'industrie 4.0 doté d'une superficie de 11 Hectares et implanté sur le campus UEMF. Il comporte un incubateur, un accélérateur de start-up, des services d'ingénierie, des entités de R&D, RDI et R&T, un Business Center, une usine modèle et des espaces dédiés à la mise en place d'une centaine d'unités d'innovation, le tout orienté industrie 4.0.

Cet écosystème ouvert à tous les porteurs de projets, start-ups et sociétés d'ingénierie, marocains ou étrangers, constitue un levier important pour la valorisation des résultats de la recherche et des études doctorales. Il accompagnera les industries existantes en quête d'une transformation numérique pour améliorer leur compétitivité et optimiser leurs performances comme il créera lui-même de nouvelles unités industrielles, innovantes et génératrices de haute valeur ajoutée.

UNIVERSITE PRIMEE DANS LES CLASSEMENTS INTERNATIONAUX

En moins de dix ans, l'Université Euromed de Fès a reçu plusieurs distinctions internationales :

- I) 2ème à l'échelle nationale et 1ère dans la région Fès-Meknès par le classement international « Times Higher Education Impact Rankings, 2023 » ;
- II) Finaliste pour le Prix International « Triple E Awards 2023 » dans la catégorie "Initiative ODD de l'année" ;
- III) 1ère université à l'échelle nationale dans le classement U-Multirank 2022 ;
- IV) Prix « Zairi International Award 2022 » pour l'excellence de la formation ;
- V) 1er prix « Campus Responsable » par l'AUF année 2022 ;
- VI) Prix de l'égalité professionnelle par le Ministère de l'inclusion économique, de la petite entreprise, de l'emploi et des compétences, année 2022 ;
- VII) Finaliste du Green Grown Award pour ses initiatives exemplaires en développement durable, année 2022 ;
- VIII) Label de l'Innovation Responsable attribué par l'AUF pour les années 2021 à 2024 ;
- IV) Top 25% mondial pour la « mobilité étudiante » en 2021 par U-Multirank ;
- X) 2ème université à l'échelle nationale dans le classement U-Multirank 2021.

UEMF

الجامعة الأورومتوسطية بفاس
EUROMED UNIVERSITY OF FES

Institution d'Utilité Publique à But non Lucratif

Préparez votre avenir à l'UEMF !

MÉDECINE

PHARMACIE

**INGÉNIERIE
BIOMÉDICAL & BIOTECHNOLOGIE**

MÉDECINE DENTAIRE *

**INGÉNIERIE DIGITALE
& INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

**INGÉNIERIE MÉCANIQUE,
ÉLECTRIQUE & CIVIL**

**ARCHITECTURE, DESIGN
& URBANISME**

**SCIENCES JURIDIQUES & POLITIQUES
DROIT DES AFFAIRES**

BUSINESS & MANAGEMENT

**SCIENCES
HUMAINES & SOCIALES**



Inscriptions ouvertes

www.ueuromed.org

*En cours d'accréditation



Université Euromed de Fès

Route de Meknès (Rond point Bensouda), 30 000, Fès - MAROC

Tél : +212 (0) 5 38 90 90 00 - Fax : +212 (0) 5 38 90 31 38

contact@ueuromed.org / www.ueuromed.org / facebook.com/ueuromed.org



Université Internationale de Rabat
THE INNOVATIVE UNIVERSITY

L'UIR EN CHIFFRES

EN 2022-2023



 **1ÈRE**
UNIVERSITÉ
RECONNUE PAR
L'ÉTAT MAROCAIN

 PRÈS DE
6600
ÉTUDIANTS
EN FORMATION INITIALE
Année Académique
2022-2023

PRÈS DE
7900
LAURÉATS
Depuis 2013


Un campus de
30
HECTARES

 **MAD** PRÈS DE
30%
D'ÉTUDIANTS
BOURSIERS

29 
FILIÈRES
accréditées

SMART CAMPUS

CERTIFICATIONS HQE
Haute Qualité Environnementale

 PLUS DE
240
PARTENAIRES
INTERNATIONAUX

472 
DÉPÔTS DE BREVET
dont **91** à l'international



5

COLLÈGES
DE FORMATION &
DE RECHERCHE

COLLEGE OF LAW AND POLITICAL AND SOCIAL SCIENCES

- . Sciences Po Rabat
- . Ecole de Droit de Rabat
- . IHECS Afrique, Communication & Médias

COLLEGE OF HEALTH SCIENCES

- . Faculté Internationale de Médecine de Rabat
- . Faculté Internationale de Médecine Dentaire
- . Ecole Supérieure des Sciences Paramédicales de Rabat

COLLEGE OF DOCTORAL STUDIES

- . Ecole Doctorale

COLLEGE OF ENGINEERING & ARCHITECTURE

- . Ecole d'Architecture de Rabat
- . Ecole Supérieure d'Ingénierie de l'Énergie
- . School of Aerospace and Automotive Engineering
- . Ecole Supérieure d'Informatique et du Numérique

COLLEGE OF MANAGEMENT

- . Rabat Business School



SUIVEZ-NOUS SUR I



Université Internationale de Rabat, Campus de l'UIR, Parc Technopolis, Rocade de Rabat - Salé. Maroc
Tél : 00 212 5 30 10 30 00 Site web : www.uir.ac.ma/ Email: contact@uir.ac.ma



19^e ÉDITION 2023

PRIX DE LA RECHERCHE — EN ECONOMIE, GESTION ET DROIT —



Prix
*pour la meilleure
Thèse*

Prix
*pour le meilleur
Master*

Prix
*pour le meilleur
Bachelor*

Une consécration signée L'Économiste



L'école des nouveaux métiers
du Journalisme et de la Communication

FAITES DE VOTRE PASSION UNE PROFESSION

Intéressé(e)s par l'univers de la communication et du journalisme?

Rejoignez-nous dès maintenant pour une formation polyvalente offrant une large palette d'opportunités professionnelles.



L'ESJC, FILIALE DU GROUPE ÉCO-MÉDIAS



L'ECONOMISTE



Contactez-nous !





**PRÊT ÉTUDIANT
AVENIR PLUS
GRANDIR.
CONFIANTS.**